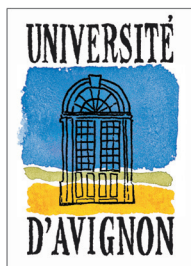




UNIVERSITE D'AVIGNON et des PAYS DE VAUCLUSE



UNIVERSITÉ D'AVIGNON
ET DES PAYS DE VAUCLUSE



FEUILLE DE ROUTE DU HANDICAP à l'UNIVERSITE D'AVIGNON

Avril 2018

SOMMAIRE

	Titre	page 1
	Sommaire	page 4-5
1	Introduction & Cadre de référence	page 6
2	Contexte national	page 7
3	Etat des lieux	page 8
3-1	Nos forces & faiblesses	page 11
3-2	Ce qui a été réalisé	page 12
3-3	Ce qui est en cours d'élaboration	page 14
3-4	Ce que nous devons mettre en oeuvre	page 15
3-5	Les opportunités	page 16
3-6	Cinq caractéristiques de notre dispositif	page 16
3-7	Les enjeux	page 16
4	Définir notre schéma directeur autour de 3 verbes d'actions	page 17
4-1	Sensibiliser	page 17
	Accompagner	page 18
	Former	page 18
4-2	Les actions du schéma directeur	page 19
4-3	Cadre d'une unité d'enseignement et d'ouverture	page 22
4-4	Enquête nationale du ministère de l'enseignement supérieur et de la recherche	page 23
5	Notre université dans sa globalité	page 24
6	Le fonctionnement du Relais handicap	page 25
	Fiche de poste Référent	page 26
	Fiche RSE	page 27
	Avis du médecin	page 28
	Arrêté présidentiel	page 30
7	La politique du handicap à destination des personnels	page 32
7-1	Les effectifs BOE de l'UAPV	page 32
7-2	Mise en œuvre de la politique handicap de l'UAPV	page 33
7-3	Les mesures d'accompagnement des personnels	page 34
7-4	Autres mesures liées au handicap, concernant les personnels de l'UAPV	page 35
7-5	Perspectives	page 35
8	Schéma AD'Ap - Accessibilité et sécurité des bâtiments & S.D.I.A.	page 37
9	Nos partenaires sur le territoire	page 45
9-1	Convention MDPH 84	page 46
9-2	Avec le rectorat d'Aix Marseille	page 49
9-2-1	Convention Arpeje'h	page 49
9-2-2	Convention atouts pour tous	page 53

9-2-3	CoREEP	page 59
10-1	FIPHFP	page 64
10-2	Handi Pacte	page 64
11	« Différent... comme tout le monde »	page 65
12	Les budgets	page 66
13	Appel à Projets Nouveaux cursus à l'Université : « CAPACITE » - Extraits-(doc en annexe)	page 67
14	Une adresse référent-étudiant-handicap@univ-avignon.fr.	page 83
15	Faire évoluer la feuille de route	page 87
16	Annexes	page 88
17	Documents complémentaires	page 119
18	Ont contribué	page 130

INTRODUCTION

Ce projet s'adresse en priorité aux élus de l'Université et à son Président pour engager le débat. Il s'appuie sur une construction inscrite dans les relations de toute la communauté universitaire depuis 2012. Il prend appui sur une réglementation par les textes depuis 2005 et poursuivie tout au long de ces années avec nos partenaires institutionnels.

Ce projet prend appui sur plusieurs textes et travaux nommés ci-dessous :

1 CADRE DE REFERENCE

- **Vu la loi du 11 février 2005** *(elle prévoit les modalités d'accueil des étudiants handicapés, elle tend à rendre l'information tant administrative que pédagogique accessible aux étudiants, par tout moyen ; la loi doit permettre aux établissements de rendre accessibles ses locaux pour toute personne handicapée, dans un délai de 10 ans)*

- **Vu le premier grand traité** du XXI^{ème} siècle en matière des droits de l'homme, adopté par l'assemblée Générale des Nations Unies, le 13 décembre 2006

- **Vu l'élaboration d'une Charte Université/handicap le 7 septembre 2007** pour faciliter l'accès des lycéens à l'Université

- **Vu les deux circulaires pour la médecine préventive du 4 mars 2010 et du 27 décembre 2011** précisant les aménagements d'examens et concours

- **Vu la charte Université-handicap 2011.** L'ambition de la présente charte est de consolider les dispositions de la charte université-handicap de 2007, de confirmer et d'amplifier l'engagement conjoint des ministères et des établissements.

- **Vu la circulaire du 4 septembre 2012** préconisant la prise en compte du handicap dans tous les projets de loi

- **Vu la loi ESR « FIORASO » du 22 juillet 2013** qui impose la création d'un schéma directeur pluriannuel en matière de politique du handicap dans l'enseignement supérieur

- **Vu la note de service annuelle relative au handicap du 23 mars 2017** qui rappelle que la période d'accompagnement des établissements par le ministère a permis de développer des outils dont le financement a été assuré par la convention de partenariat du 4 février 2015 passée avec le FIPHFP (Fonds pour l'Insertion des Personnes Handicapées dans la Fonction Publique) ; elle a pour objet de préciser les modalités de recensement et de recrutement des BOE (Bénéficiaire de l'Obligation d'Emploi) et de faire un point d'actualité sur les nouveautés intervenues en matière de handicap

- **Vu les annonces du Président de la République en mai 2017**, faisant du handicap une priorité de son mandat avec 6 objectifs principaux

- 1- accroître la participation des personnes en situation de handicap à la vie sociale.
- 2- améliorer la vie au quotidien pour chacun (augmentation de l'AAH et scolarisation des enfants handicapés)
- 3- améliorer l'accès à l'emploi des personnes en situation de handicap (encourager le tutorat dans les entreprises).
- 4- engager un effort particulier sur la prévention, les soins primaires ainsi que la recherche.
- 5- aider les aidants, prise en compte de leur situation dans le calcul de l'âge du départ à la retraite.
- 6- le handicap au centre de notre action – indicateurs d'inclusion, évaluation des politiques publiques.

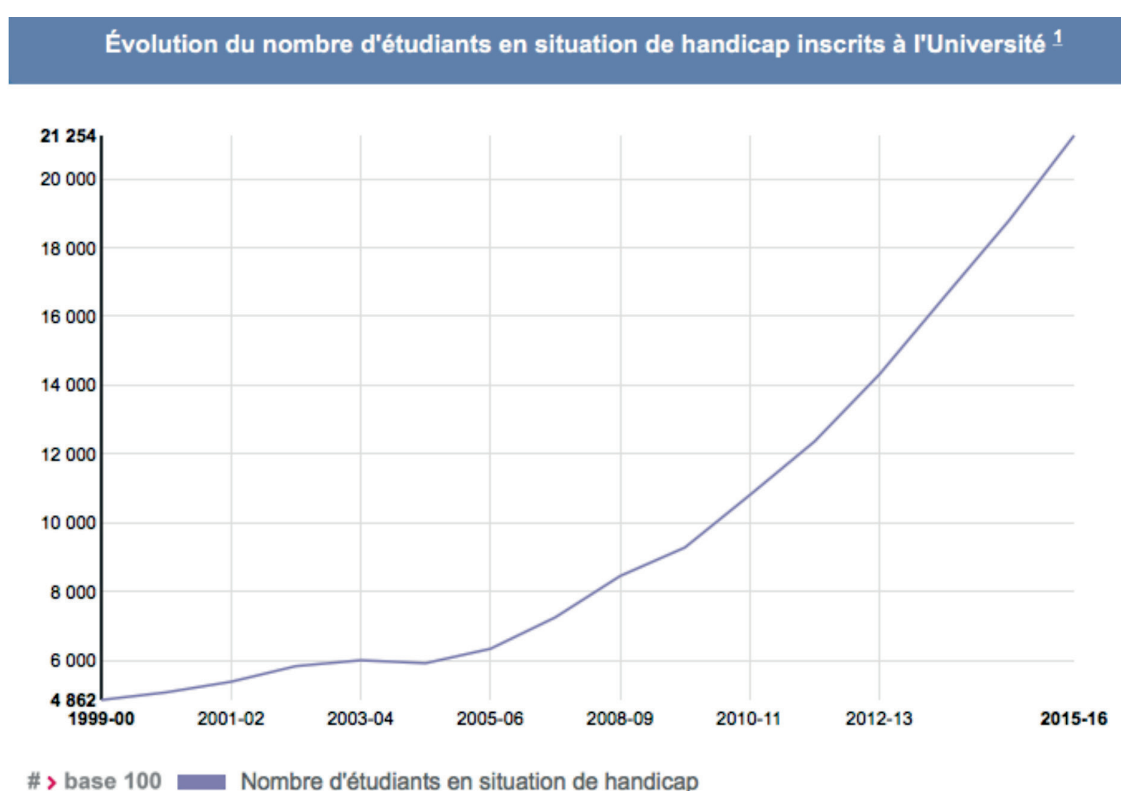
- **Vu la loi ORE du 8 mars 2018**

2 LE CONTEXTE NATIONAL.

L'Université d'Avignon se dote d'une feuille de route en matière de politique du handicap, associant les mesures relatives aux étudiants et celles établies pour les personnels de la communauté éducative en lien avec la direction des ressources humaines de l'établissement. Elle sera présentée en CFVU et en CA. Elle est établie pour une durée de 4 années, soit de 2017 à 2021, correspondant aux investissements portant pour une dernière tranche d'intervention immobilière en 2021, dans le cadre du SCDA – ERP du 19/11/2015 (*Dossier AD'Ap n° AA 084007 15P 0126*).

Cette feuille de route correspond aux orientations de l'Etat en matière de handicap et les conclusions du ministère pour les étudiants.

Source : MENESR-DGESIP



À la rentrée 2015, 23 257 étudiants des établissements d'enseignement supérieur publics se déclarent en situation de handicap soit 1,22 % de la population étudiante. Cet effectif a triplé depuis 2005. Parmi les étudiants en situation de handicap, 91 % sont inscrits à l'université, et 71 % bénéficient d'un plan d'accompagnement. Les aides sont plus nombreuses, diverses et mieux connues que par le passé, ce qui leur permet de ne pas rester à l'écart du mouvement général d'allongement des études. Si la progression dans leurs parcours reste différente de celle de la population, elle s'améliore très significativement depuis plusieurs années (tableaux en annexe).

Un des tableaux présente l'évolution de près de 400% des effectifs des étudiants présentant un handicap. C'est surtout la reconnaissance et l'acceptation des différences

dans les apprentissages universitaires qui ont amené un tel constat. Il est aussi possible de traduire cette hausse importante par un accès plus sensible des publics en situation de handicap, dans les formations universitaires. Le travail pourrait se poursuivre dans la formation des futurs enseignants et enseignants-chercheurs et leurs aptitudes à diversifier les processus d'apprentissage selon les publics. (*Annexes 1 et 2*)

3 ETAT DES LIEUX

Le Relais handicap est un lieu d'accueil et de ressources pour aider les étudiants dans leur projet d'études et leur avenir professionnel. Il est doté d'un chargé de mission, enseignant de sport, pour la mise en place de la Charte Université-Handicap et d'un personnel administratif, SAENES à temps plein, qui accompagne les étudiants et veille au respect du contenu du diplôme tout en participant régulièrement à des actions de formations sur le handicap.

a- Les divers partenaires

Treize 'référents handicap' volontaires répartis dans différents services et UFR-ip apportent une aide ponctuelle. Le Relais handicap emploie 27 étudiants vacataires qui apportent une aide humaine pour la prise de notes, le secrétariat d'examen, le tutorat pédagogique et l'accompagnement d'étudiant à mobilité réduite (en fauteuil ou souffrant de cécité, par exemple).

Le Relais handicap peut aussi compter sur des partenaires internes tels que le service Hygiène et Sécurité, la Maison de l'Orientation et de l'Insertion, Ville Campus et le S.I.U.M.P.S.S (Médecine Préventive Universitaire).

Le service Hygiène et Sécurité assure un accompagnement des projets d'aménagements et de mise en conformité. La Maison de l'Orientation et de l'Insertion opère un suivi spécifique sur des emplois réservés : l'insertion professionnelle. Avec Ville Campus, le bien-être de l'étudiant est envisagé avec les professionnels de santé de l'UAPV : on travaille à la mise en place d'un Centre de Santé. Enfin, le S.I.U.M.P.S.S. est doté d'un médecin agréé par la Maison Départementale des Personnes Handicapées et d'une infirmière ; ces personnels dépendent de l'AMU. Le médecin préconise les aménagements en concertation avec l'étudiant.

Le Relais handicap a aussi des partenaires institutionnels tels que la Maison Départementale des Personnes Handicapées, le Rectorat d'Aix-Marseille et le CROUS.

L'UAPV et la MDPH ont renouvelé une convention en décembre 2017 (la précédente datait de 2008). La MDPH et l'UAPV œuvrent pour offrir les meilleurs aménagements à l'étudiant. L'UAPV et le Rectorat d'Aix-Marseille ont signé des conventions (ARPEGE, THALES) permettant aux professionnels du bassin local de penser la formation professionnelle et l'emploi de nos étudiants. A travers les travaux du CoREEP, c'est la question de l'inclusion des lycéens, futurs étudiants, qui est traitée. La place du CROUS est indéniable avec le logement, la restauration, les services de l'assistante sociale, les aides personnalisées, l'accessibilité des bâtiments.

b- Les étudiants

163 étudiants bénéficient d'un Régime Spécial d'Etudes du Relais handicap (au 9 février 2018) dont 39 ont un dossier à la MDPH. Les effectifs ont doublé. Grâce aux aménagements proposés et à l'évolution de la société de plus en plus de jeunes peuvent poursuivre des études supérieures.

Le Relais handicap assure des aménagements à la carte pour chaque étudiant, quel que soit le trouble dont voici la nomenclature du ministère :

- Troubles intellectuels et cognitifs (autisme...)
- Troubles psychiques
- Troubles du langage et de la parole (dyslexie, dysphasie...)
- Troubles viscéraux (cardiaques, respiratoires, liés à une pathologie cancéreuse...)
- Troubles moteurs (dyspraxie...)
- Troubles de la vue
- Troubles de l'ouïe
- Plusieurs troubles associés
- Autres troubles (accidents domestiques, de sport, handicaps temporaires...)

c- Investissements depuis 2012

Années	Matériel	Prix unitaire	Prix total
2017	1 C-PEN exam reader	366	366
	2 Plaques de signalisation	133.14	266.28
	2 fauteuils roulants de sport	1689	3378
	3 dictaphones	199.99	599.97
	2 fours micro-ondes	164.14	338.28
	Participation à un film MDPH malvoyance		500

		total	5778.53€
2016	11 logiciels Antidote	81.86	901.56
	9 paires de bâtons de marches	19.99	179.91
	Matériel pour boucles d'induction magnétique	2237.53	2237.53
	Aménagement salle de repos UFR-ip STS	1088.40	1088.40
	1 Fauteuil roulant de sport	1589	1589
	7 pc	542.64	3798.48
	1 fauteuil roulant	342.88	342.88
	4 micro casques	26.40	105.60
		total	10243.36€
2015	4 pc	501.06	2004.24
	1 logiciel Dragon Naturally Speaking	300.01	300.01
	27 moniteurs écrans XXL	199.20	5378.40
	7 claviers XXL	28.78	201.41
		total	7884.06€
2014	2 tandems	1300.00	2600
	1 logiciel Antidote	280.00	280.00
	Matérialisation de 2 places de parking	1416.00	2832.00
	1 appareil acoustique	1047.70	1047.70
	1 logiciel Antidote	69.90	69.90
	1 coussin confort mousse	41.25	41.25
	Ventilation des boucles d'induction magnétique	80000	80000 (ministère)*
	1 licence pour la police AuxiliDys	288.00	288.00
		total	87158.85€*
2013	2 fauteuils roulants	333.00	666.00
	3 pc	402.00	1206.00
	1 iris scan	98.07	98.07
	1 boucle d'induction magnétique	1059.68	1059.68
		total	3026.75€
2012	1 monte escalier	4747.50	4747.50
	1 clavier XXL	25.47	25.47
	1 écran XXL	113.64	113.64
	2 pc	819.26	1638.52
		total	6525.13€

*projet spécifique

3-1 NOS FORCES & NOS FAIBLESSES.

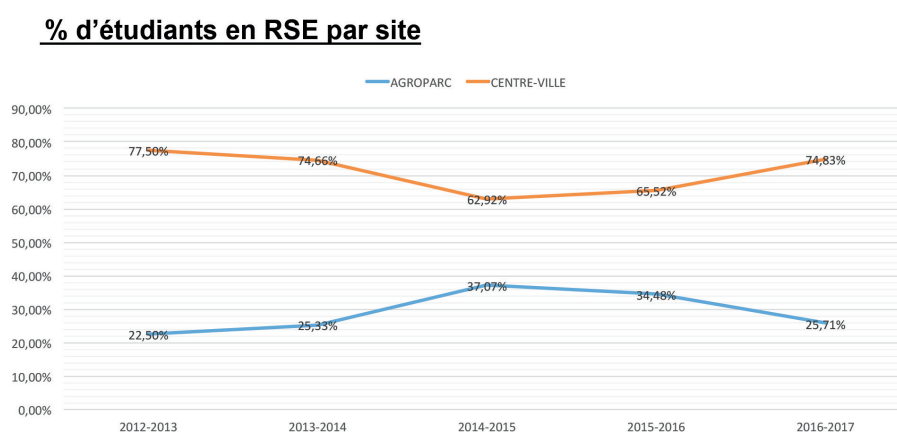
Une université de petite taille permet un contact plus riche entre les acteurs de la vie universitaire. L'étudiant est naturellement au centre des préoccupations de la communauté universitaire : cela est d'autant plus fondamental, que nous nous adressons à un public quelque peu fragilisé par les handicaps divers rencontrés dans notre société. La nomenclature du ministère identifie parfaitement les différentes formes de handicap auxquelles l'université est confrontée : avec ou sans la reconnaissance de la MDPH, il s'agit de mettre en œuvre des dispositifs adaptés aux besoins de ces étudiants dont la spécificité devient une de nos forces, tout autant que la proximité de tous les acteurs universitaires.

Le dispositif du Relais Handicap est disponible tous les jours de la semaine grâce à l'activité professionnelle d'une chargée d'accueil. Des efforts budgétaires sont consentis pour identifier les attentes des étudiants.

Mais la réalisation d'un second site universitaire (Agroparc) transforme cette force en faiblesse du dispositif : rien n'est dupliqué à l'identique entre les deux sites distants de 10 kilomètres et on ne peut construire de complémentarité. Malgré un maillage construit depuis 2012 avec les référents handicap, l'éloignement entre les deux campus n'est pas un facteur facilitateur. Cela est exprimé chez tous les étudiants et ressenti douloureusement chez ceux qui sont en situation de handicap.

Analyse du tableau du % d'étudiants en Régime Spécial d'Etudes - RSE - par site.

Nos étudiants « scientifiques et technologiques » seraient-ils moins en situation de handicap que nos étudiants « littéraires et linguistes » ? ¼ des étudiants en RSE handicap poursuivent leurs études sur le site Agroparc. Ce chiffre est largement inférieur aux chiffres nationaux et reflète plus les difficultés de notre université, à mettre en œuvre un dispositif de proximité ce qui doit être notre force.



L'Université s'ancre dans son territoire : une université de proximité pensée dans une diversité raisonnée des formations et une excellence en Licence et en Master. Cet ancrage permet à l'étudiant handicapé de maîtriser les facteurs extérieurs à son « métier d'étudiant ». En effet, accéder à son autonomie est un objectif qui se construit dans le temps passé à l'université. Ce temps est adapté selon les handicaps. Les familles peuvent aussi accompagner les jeunes dans ce dispositif d'insertion professionnelle.

Une de nos difficultés –plus qu’une faiblesse- reste la proximité avec une université de très grande taille : Aix Marseille Université. Cette existence peut jouer chez certains comme un aimant : qui serait plus grand, serait plus fort et offrirait des ressources multiples inconnues en Avignon. Certains masters seraient dès lors plus accessibles aux étudiants de l’université phocéenne. Les chiffres de la poursuite d’étude au-delà de la Licence montrent que les formations ne se pensent alors plus au niveau régional mais à l’échelle nationale. Pour les étudiants dont le handicap aurait permis un aménagement et un accompagnement du cursus universitaire, la poursuite d’études est souvent synonyme d’une recherche d’emploi dès la Licence.

(Annexes 3 et 13)

3-2 CE QUI A ÉTÉ RÉALISÉ DEPUIS 2012.

Les Activités du Relais handicap depuis 2012

2011-2012

- Permanence aux rencontres post-bac, janvier 2012.
- Participation à l’organisation et à la manifestation de la Journée Nationale de l’Audition : le partenariat avec la MDPH a été élargi à des actions communes, notamment la participation de l’université aux actions de sensibilisation (conférence, stands, dé pistage), mars 2012.
- Editions Universitaire d’Avignon
- Avec les EUA et le Centre recherche théâtre handicap (CRTH) : édition d’un ouvrage en 3 formats : la publication de la “Leçon” de Pascal Parsat aux Éditions Universitaires d’Avignon a fait l’objet d’une réflexion commune avec la mission handicap et aboutit à la publication de l’ouvrage en trois formats : classique, en gros caractères et CD audio.
- Formations nationales pour les chargés d’accueil : la chargée d’accueil de l’université a participé aux formations organisées nationalement à INSHEA et à l’ESEN, en mars et mai 2012. Ces journées de travail sont essentielles pour appréhender les problématiques rencontrées chaque jour avec les étudiants.
- Participation aux Journées Nationales de Regroupements des chargés de mission au Handicap (avril, Corse)

2012-2013

- Permanence aux rencontres post-bac, janvier 2013.
- De septembre à décembre 2012 rencontres avec les associations ARPEJEH et Handitalents et le rectorat pour aboutissement des signatures de conventions le 21 janvier 2013 à l’UAPV
- Réunion et formation au logiciel Handitalents avec le SCUIO-IP les 4 février et 6 mars 2013.
- Membre du comité de pilotage du dispositif ARPEJEH de l’académie d’Aix-Marseille
La chargée d’accueil a participé aux formations nationales :
- Accueil de l’étudiant handicapé psychique’ proposé par l’association Hanploi (Paris 23 mai)
- Accueil du public : désamorcer l’agressivité physique et morale’ 10 et 11 juin UAPV.
- Organisation en partenariat avec la MDPH et participation au colloque lors de la

Journée Nationale de la Vue 'déficiences visuelles et communication des besoins à satisfaire'. Sollicitation de la participation des étudiants du Master Culture et communication dans le cadre des actions de sensibilisation en direction des étudiants, 11 octobre 2012 à l'UAPV.

- Organisation en partenariat avec MDPH et participation à la manifestation de la Journée Nationale de l'Audition (stands d'information – diaporama de sensibilisation – dépistage). Sollicitation et participation sur les sites centre-ville et Agroparc des mutuelles (LMDE et MEP) ainsi que de l'association URAPEDA le 14 mars 2013
- Conception avec le CRTH d'une UE niveau master de sensibilisation et de connaissance du handicap et de sa compensation : UE 'Egalité pour tous' principe voté au CEVU du 6 juin 2013.
- Accompagnement et formation des personnels du service sécurité et de la chargée d'accueil de la cellule handicap à l'utilisation du matériel permettant la montée et la descente des fauteuils roulants dans les endroits à l'accessibilité limitée à cause d'escaliers.
- Participations aux Journées Nationales de Regroupement des chargés de mission au Handicap (9-10 et 11 avril 2013 à Nice).
- Participation aux rencontres professionnelles de l'ADAPT 9 novembre 2012, mairie d'Avignon.
- Participation au colloque sur l'école inclusive, 13 mars 2013 à Morières-les-Avignon.
- Participation au conseil académique pour la scolarisation des élèves et étudiants handicapés, 24 mai 2013 à Luynes (13).
- Participation au comité de pilotage du projet 'Eyescool' 14 juin 2013, Marseille (partenariat avec le rectorat).
- Participation au groupe de travail de l'UNR PACA : 'aide pour les étudiants handicapés ou malades dans le suivi des cours'.
- Participation en tant que responsable de Mission Handicap au groupe de travail du noyau "Handicap et Apprentissage" du CFA EPURE le 10 juillet 2013.

2013-2014

- Permanence aux rencontres post-bac, janvier 2014
- Mise en place de la formation "UE S3 Égalité en tout et pour tous" à destination des étudiants, le 24 janvier 2014 et à destination des personnels, le 29 janvier 2014.
- Organisation, en partenariat avec la MDPH, et participation à la manifestation de la
- Journée Nationale de l'Audition avec un stand d'information tenu par des bénévoles de l'Association Surdi84 était installé à la cafeteria du CROUS avec un diaporama de sensibilisation et un dépistage auditif était assuré par 2 audioprothésistes. Mars 2014
- Participations aux Journées Nationales de Regroupements des chargés de mission au Handicap (2-3-4 avril 2014 à Poitiers)
- Organisation d'un colloque sur la dyslexie, 17 octobre 2014

2014-2015

- Permanence aux rencontres après bac, janvier 2015
- Organisation et participation de la Journée Nationale de l'Audition, mars 2015

- Tenue d'un stand ARPEJEH le 26 mars 2015 dans les locaux de la Cellule handicap
- Participation aux Journées Nationales de Regroupements des chargés de mission au Handicap (avril 2015)
- Participation de la chargée d'accueil à une formation de l'INS-HEA, Université Paris 8 Accompagnement du parcours des étudiants handicapés dans l'enseignement supérieur 27-29/5/15

2015-2016

- Permanence aux rencontres post-bac, janvier 2016
- Organisation et participation de la Journée Nationale de l'Audition.
- Participation financière à la Journée Nationale du Sport et du Handicap, organisée par les étudiants de la filière STAPS.
- Participation à la Journée de sensibilisation au handicap, organisé par la mairie d'Avignon.
- Participation aux Journées Nationales de Regroupements des chargés de mission au Handicap (Strasbourg).

2016-2017

- Rencontres Post-bac : 28 janvier
- Journées Portes Ouvertes de l'UFR-ip STS et I.U.T. : 4 février
- Journée Nationale de l'Audition : 9 mars
- Conférence sur l'Autisme : 29 mars
- Journée Nationale des 'Dys', projection d'un film et débat : 10 et 16 octobre sur les deux sites universitaires
- Intervention du Relais handicap lors des conseils :
- UFR-ip STS : 17 novembre - UFR-ip SHS : 26 janvier - UFR-ip DEG : 13 mars - I.U.T. : 05 mai - FTLV : 23 mai
- Participation au JNRH du 28 au 30 mars La Rochelle
- UFR-ip ALL : 07 juin

2017-2018

- Signature de la convention Université/MDPH, le 8 décembre 2017
- Première journée du CoREEP à Brignoles en présence de M. le Recteur
- Les rencontres organisées par la Maison de l'Orientation et de l'Insertion : 14 décembre 2017
- La journée des référents du second degré avec les services départementaux de l'E.N. 15 décembre 2017
- Rencontres Past-bac 20 janvier
- Journée Nationale de l'Audition le 9 mars
- Conférence de l'autisme le 3 avril
- Participation aux JNRH (Rennes)

3-3 CE QUI EST EN COURS D'ÉLABORATION.

Le projet en cours correspond aux années universitaires 2017/2018 et 2018/2019 et s'articule, grâce à cette feuille de route du Handicap, autour des relations étroites maintenues et à maintenir avec la MDPH 84. Une convention a été renouvelée en dé-

cembre 2017 et s'est enrichie des valeurs respectives des deux signataires : le maître mot est de sensibiliser les publics universitaires pour mieux accompagner les étudiants dont les attentes sont identifiées.

Dans ce contexte et grâce à cette convention, nous participons à la réalisation d'un film sur la malvoyance, mettons à disposition nos espaces et nos ressources humaines pour accueillir une conférence sur l'autisme en avril 2018.

Mais c'est surtout dans le domaine des dysfonctionnements des apprentissages que la collaboration est la plus active :

- Une conférence sur les « DYS » ouverte à tous, en novembre 2018 (dans la poursuite de celle menée il y a 4 ans) couronnera plusieurs temps forts destinés à d'autres publics.
- Deux jours de formation continue sont proposés en octobre 2018, à destination de la communauté enseignante mais aussi des personnels administratifs dont les fiches de poste les destinent à accueillir des étudiants : comment aborder les apprentissages de manière différente et les rendre accessibles à tous ?
- La création d'une Unité d'Enseignement d'Ouverture (UEO Handispensable) devrait permettre aux étudiants qui le souhaitent, d'enrichir leur portfolio (leur porte feuille de compétences) devant favoriser l'insertion professionnelle. Cette formation est destinée à des étudiants qui ne sont pas handicapés, mais dont l'université a besoin pour accompagner (tuteur, preneur de notes, rédacteur de composition, et autres activités de proximité retenues dans l'arrêté présidentiel avec une préco-nisation médicale) tous les étudiants en attente. Le Relais handicap et les formations disciplinaires se confrontent chaque semestre à la difficulté de recruter des vacataires étudiants et de recourir à l'aide des étudiants, par les étudiants. C'est dans ce contexte que 2018 voit la création d'une adresse mél générique « référent-étudiant-handicap@univ-avignon.fr » dédiée à un élu étudiant qui pourrait être interpellé par ses camarades. Au plus près de l'étudiant, avec l'étudiant.

La collaboration est essentielle dans le choix des intervenants dans le cadre de l'UEO : plusieurs formateurs sont issus de la société civile et œuvrent dans les associations proches de la MDPH 84.

3-4 CE QUE NOUS DEVONS METTRE EN ŒUVRE

Former les étudiants, adapter les enseignements ne peut être une fin en soi. Former les acteurs du monde passe par une préparation aux activités professionnelles auxquelles leur formation disciplinaire peut donner accès : travailler à une meilleure insertion professionnelle devrait concourir à une meilleure appropriation des savoirs nécessaires à cette préparation. Et cela ne peut s'envisager sans une autonomie des sujets, autonomie d'autant plus complexe que nous nous adressons à un public spécifique.

Tout notre projet consiste donc à mieux percevoir la RELATIVITÉ de cette autonomie, travailler avec les professionnels locaux (en conventionnant) et contribuer ainsi à donner du sens aux formations suivies par le public spécifique du handicap.

C'est donc une double insertion qui fait l'objet de ce challenge universitaire :

- Une inclusion du handicap dans notre société et par conséquent, une approche universitaire plus constructive des compétences acquises par et à travers le handicap.
- Une appropriation par l'entreprise, des compétences acquises par et à travers le handicap.

Les chantiers en cours et ceux sur lesquels nous devons travailler *rapportés dans*

le tableau de synthèse pages 19 à 21, permettent aussi de planifier les actions à venir tout en recherchant une meilleure lisibilité du handicap à l'université d'Avignon.

3-5 LES OPPORTUNITÉS.

Le cadre de référence réglementaire rappelle la place occupée par le handicap dans le quinquennat présidentiel. C'est une opportunité qui s'offre à tout le monde universitaire qui souhaite s'inspirer.

La présidence d'honneur d'une association locale, avec laquelle nous nous efforçons de travailler, dévolue à un Préfet de la République dont une des particularités est d'avoir poursuivi toute sa formation et son engagement professionnel avec un handicap moteur important, est une opportunité locale. Le Préfet PARISOT DE BAYARD est un acteur fort dans le rapprochement des différents publics qui composent les « salles de classe ». Son expertise, son regard sur le monde universitaire, son engagement associatif sont des opportunités dont l'Université d'Avignon doit s'inspirer.

3-6 CINQ CARACTÉRISTIQUES DE NOTRE DISPOSITIF

- a - Une licence s'obtient en 3-4 ou 5 ans
- b - Les commissions handicaps plurielles sont essentielles et l'université ne peut et ne doit pas en faire l'économie.
- c - Mieux expliquer les handicaps peu visibles pour mieux les accompagner : 75% des étudiants interrogent fréquemment la communauté universitaire. (Dysfonctionnement des apprentissages et du langage, ainsi que les difficultés d'ordre psychologique).
- d - Près de 70% d'étudiants en RSE Handicap ne sont pas reconnus par la MDPH.
- e - Les handicaps temporaires ne sont pas déclarés et les étudiants peuvent se trouver en échec aux examens (en STAPS par exemple).

3-7 LES ENJEUX

Au delà des dispositions réglementaires légales et de l'obligation de mettre en œuvre un schéma directeur au sein des établissements d'enseignement supérieur, notre université devait se doter d'un outil organisant ses actions tout en formalisant ses projets. Cet exercice est à associer aux moyens financiers mis en œuvre et à ceux dont l'établissement aura besoin pour « **donner une vie aux handicaps** » à l'université.

Il s'agira de rédiger des Fiches Actions par projet, et d'associer nos partenaires à leur réalisation. Dans ce cadre, l'implication et une plus grande sensibilisation, des acteurs principaux de ce scénario, que sont les membres de la communauté universitaire *principalement les étudiants*, doivent être **les enjeux majeurs** de cette feuille de route.

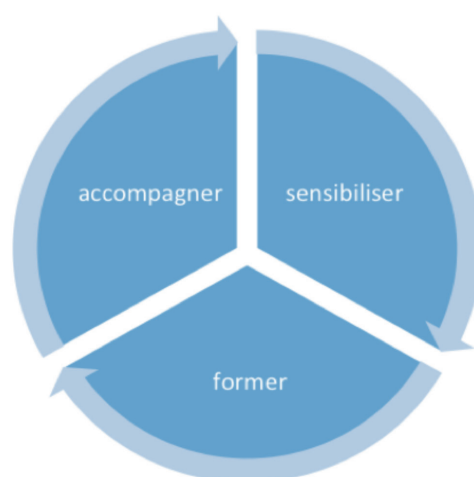
Nos engagements vis à vis du rectorat, des autres établissements universitaires de la région PACA, de nos partenaires institutionnels –dont le CROUS–, constituent des enjeux forts : ***l'INSERTION PROFESSIONNELLE de nos étudiants en situation de handicap (stages, conventions avec les entreprises, etc...)***.

Un autre enjeu réside dans la compréhension par tous, de la place que peut prendre un personnel en situation de handicap au sein de l'établissement : il ne crée pas des contraintes quotidiennes en les vivant mais il permet de transformer l'existant en un espace de vie meilleur, car plus adapté au travail. Nos efforts communs concourent au **bien-être de tous** et participent à rendre l'établissement plus facile à vivre. Le regard de nos personnels en situation de handicap ne doit plus se cacher derrière des obligations mais ouvrir à des perspectives de transformation : augmentons nos marchés publics vers des établissements recevant des publics en situation de forts handicaps (*ESAT* par exemple),

accompagnons nos collègues dans l'expression de leur handicap, *et non simplement par un aménagement du poste de travail*, en adaptant aussi les rythmes de vie universitaire. Faisons le pari, par ces enjeux, de proclamer des recrutements réservés à la Reconnaissance de la Qualité de Travailleur Handicapé (RQTH). Notre objectif sera de faire vivre cette feuille de route en actant que sa rédaction en 2018, constitue le travail de plusieurs années et le point de départ d'une plus grande coordination des travaux à venir, *de l'immobilier, de la sécurité, des partenariats et autres*.

Ensemble faisons de cette question du handicap, **une contribution à l'attractivité de l'Université d'Avignon**.

4 DÉFINIR NOTRE SCHEMA DIRECTEUR AUTOUR DE 3 VERBES D'ACTION



4-1 SENSIBILISER

La communauté éducative.

- Le personnel enseignant en charge des apprentissages
- Les personnels administratifs au contact des étudiants dans la Vie du Campus

Les étudiants.

- Ceux qui ne sont pas en situation de handicap

Les partenaires.

- Ceux qui sont présents sur le territoire et qui nous accompagnent dans l'insertion professionnelle des étudiants.
- Ceux qui conseillent l'université, sur le travail adapté, sur la recherche d'emploi spécifique et sur l'accompagnement des projets.

Il s'agit de sensibiliser tous ceux qui constituent des « lanceurs d'alerte » en accompagnant ceux dont le handicap a pu être identifié et ceux dont les difficultés sont de nature à handicaper l'individu. Quelques désordres psychologiques et psychiques momentanés sont de nature à « handicaper » l'étudiant dans la poursuite de son cursus universitaire. Cela peut aussi entraîner des difficultés passagères pour un personnel, qui au-delà de la qualité de vie au travail, est confronté à une inadéquation du poste de travail.

Comment ?

En communiquant autour de ces difficultés lorsqu'elles apparaissent. Certains professionnels sont présents à l'université –ou en périphérie très proche– pour répondre à cette demande : assistante sociale, psychologue de l'Education Na-

tionale, conseillère d'orientation, médecine préventive universitaire, médecine du travail, Relais handicap, dispositif Ville Campus –volet bien-être-. Lors de la rentrée 2017/2018, un document de synthèse permettra à chacun de mieux appréhender ce qui est proposé aux étudiants sur le campus.

A la lecture des bilans propres à notre établissement, il est essentiel d'identifier les départements et filières qui accueillent plus massivement des étudiants en RSE handicap. Il s'agira de développer des relais pour accompagner et mettre en place les dispositifs identifiés, dispositifs impossibles à mettre en œuvre sans la présence d'étudiants dans les filières ou fin d'études (étudiants de Master prioritairement).

La mise en œuvre plus systématique des commissions plurielles devrait favoriser cette communication avec l'accord préalable de l'étudiant.

De nombreuses campagnes de sensibilisation menées par la médecine préventive, la DRH, le Relais handicap, le CROUS et autres acteurs universitaires (les filières APA Santé développées au sein du STAPS de l'UFRip STS) en collaboration avec des partenaires spécifiques du territoire comme la MDPH et le Rectorat d'Aix-Marseille.

L'objet de cette feuille de route n'est pas de réaliser un catalogue d'actions pertinentes à mettre en place jusqu'en 2021. Il est préférable d'identifier, à partir d'un état des lieux, les ressources de l'Université (financières et humaines), d'activer les réseaux (ou de créer des liens humains) et de permettre la réalisation de tout projet qui « donne du sens » à cette feuille de route directeur.

ACCOMPAGNER

QUI ?

- Les étudiants en situation de handicap dans leurs apprentissages et dans leur vie sur les campus
- Les étudiants qui expriment un mal-être et qui ne peuvent envisager de solution en dehors de leur vie universitaire
- Les personnels qui contribuent aux apprentissages

Comment ?

- Un budget adapté aux nombreux contrats d'étudiants
- En préparant les référents handicap de chaque composante, à maintenir un état soutenu de vigilance tout au long de l'année et plus particulièrement lors de session intensive d'examens.

FORMER

QUI ?

Les personnels enseignants : diverses pathologies, quelques signes symptomatiques
Les référents : par un rassemblement avant le début d'année universitaire.

Comment ?

- Deux séquences de formation pour les enseignants afin qu'ils appréhendent les questions des étudiants en situation de handicap, ou qu'ils détectent des symptômes chez certains étudiants.
- Solliciter une orthophoniste de l'établissement pour ces formations
- Associer les étudiants de L3 & Master 1&2 Activités Physiques Adaptées Santé en organisant des situations de stage pré-professionnel.

4-2 LES ACTIONS DU SCHEMA DIRECTEUR

* en gris, les actions à destination des personnels

LES ACTIONS DE LA FEUILLE DE ROUTE DU HANDICAP A L'UNIVERSITE D'AVIGNON

ATTENTION : en gris, les actions à destination des personnels

Les actions et les partenaires	2017/2018	2018/2019	2019/2020	2020/2021	Quels suivis à opérer ? Quelles Fiches-Actions à rédiger ?
<i>Nouvel arrêté présidentiel et procédures</i>	x				<i>Information de la communauté universitaire</i>
<i>Formation des personnels</i>		x	x		<i>Engagement des UFR. 1^{er} Stage en octobre 2018, puis mars 2019</i>
<i>Outil de communication inter services (dont CROUS et Ville Campus)</i>	x	x			<i>Contribution de la DOSI</i>
<i>Convention et sensibilisation avec MDPH</i>	x	x			<i>Actions</i>
<i>Création d'un pôle santé : relation de proximité avec la M.P.U.</i>		x	x	x	<i>Espace immobilier d'un GUICHET UNIQUE</i>
<i>Formation des référents Handicap</i>	x	x	x	x	<i>Avoir des référents dans chaque service et UFR ip</i>
<i>Organiser une réunion annuelle des référents</i>	x	x	x	x	<i>Décider ensemble des objectifs de l'année</i>
<i>Convention entreprises et rectorat</i>	x	x			<i>Relation Rectorat & AMU</i>
<i>Contribuer à l'attractivité par l'information des lycées</i>	x	x			<i>Etre présent avec M.O.I.</i>
<i>Multiplier les commissions plurielles</i>	x	x	x		
<i>Communiquer sur les valeurs de l'université à travers des produits flockés « université » réalisés en ESAT</i>	x	x			<i>Création d'une boutique à l'Université</i>
<i>Favoriser les contrats avec des ESAT sur des marchés pluriannuels de l'université</i>	x	x	x	x	<i>Révision des marchés</i>
<i>Informier et favoriser les affichages au sein de l'Université : qui est où ? Affectation des amphis équipés pour les malentendants</i>	x	x	x		
<i>Développer le projet Ad'Ap afin de sécuriser les bâtiments et en faciliter l'accès</i>	x	x	x	x	<i>Budget</i>
<i>Multiplie les partenaires à l'Université : les formation APS Santé et des stages de pré-pro</i>		x			<i>Disponibilité de la structure de formation</i>

<i>Campagne d'emplois réservés</i>		x			<i>Capacité à l'emploi</i>
<i>Equiper les services demandeurs de matériel spécifique (fauteuils de sport)</i>	x	x			<i>Demandes motivées et budget alloué</i>
<i>Poursuivre les avancées technologiques avec des outils encore plus performants</i>	x	x	x	x	<i>Budget</i>
<i>Introduire la question du handicap dans les procédures des entretiens professionnels</i>		x			<i>Personnels</i>
<i>Travailler avec « Différent... comme tout le monde » et le Préfet PARISOT de BAYARD : développement de l'action de sensibilisation à l'Université.</i>	x	x	x		
<i>UEO: HANDISPENSABLE</i>		x	x	x	
<i>CYCLE de 6 CONFERENCES -en lien avec l'UEO pour un suivi de formation- ****</i>		x	x	x	<i>Après les « midi-sciences » Pensons aux « soirées de la Santé »</i>
<i>Convention FIPHFP</i>		x	x		<i>DRH et projets</i>
<i>Permanence 2^{ème} et 4^{ème} jeudi de chaque mois, d'un Psychologue du Travail dans le cadre de la QVT – Personnels-</i>	x				
<i>Création d'une adresse générique électronique étudiante. La notion « d'ambassadeur étudiant-handicap »</i>	x	x			<i>Permettre aux étudiants de contacter un étudiant plutôt que directement le Relais.</i>
<i>Développer les projets étudiants afin de sensibiliser aux handicaps</i>		x	x		<i>En relation avec l'adresse électronique dédiée, favoriser l'émergence de projets –pièce annexe projet étudiant-***</i>
<i>Dispositif d'information en faveur des lycées (Proviseurs), des lycéens</i>	x		x		<i>Relation M.O.I.*</i>
<i>Accueil de publics extérieurs à l'Université : l'université au sein de la cité. Mise en place de colloque - conférence</i>	x	x	x	x	<i>Relation MDPH & Vie de Campus. En novembre 2018 : colloque sur les dysfonctionnements.</i>

<i>Le Programme HUGo (Handi yoU Go)**</i>		x			<i>Relation AMU et maquette de formation d'Ingénieur Informatique (CERI)</i>
<i>Travailler sur la santé des étudiants à l'instar de « i-share.fr »</i>				x	<i>Travaux de l'Université de Bordeaux</i>
<i>DIAGNOSTIQUE de la FORME des Personnels – Travaux du SUAPS</i>	x	x			<i>DRH SUAPS</i>
<i>Création d'une association étudiante dédiée aux Handicaps à l'Université ***</i>	x	x			<i>Voir document en page 84</i>
<i>Participation au Réseau Handicap Universitaire PACA</i>		x	x	x	<i>Echange de « bonnes pratiques » et de Fiches Actions. Elaboration commune de convention avec les entreprises (cf. Relation Rectorat). Travail à l'Insertion Professionnelle</i>
<i>Développer le service de Médecine Préventive Universitaire</i>		x	x		<i>Aller vers 100% d'ouverture (70% à ce jour). Création d'un secrétariat médical différent du rôle tenu par l'infirmière.</i>
<i>Faire vivre les expositions d'artistes en situation de handicap</i>	x	x	x		<i>Valoriser l'exposition de M. ROCHER</i>

* M.O.I. = Maison de l'Orientation et de l'Insertion

** Projet Hugo développé sur Marseille. En étude locale – annexe n°19

*** Projet de M. Jean Jacques VILLARET, étudiant élu aux conseils centraux porteurs d'un projet d'exposition photos avec la création d'une association.

**** Construire un cycle de 6 conférences (durée 17h30-19h) avec les partenaires internes (InterAsso, Hygiène sécurité, Formation Master APA Santé, LAPEC, Assistante sociale du CROUS, Ville Campus –volet Bien-être-, SUMPPS) et externes (Professionnels de santé, luttes contre les addictions, MDPH).

4-3 CADRE D'UNE UNITÉ D'ENSEIGNEMENT ET D'OUVERTURE.

UEO - HANDISPENSABLE. Localisation Agrosiences. 12 cours d'une heure 30 avec du travail personnel de recherche sur les thématiques abordées. Mise en place en septembre 2018 sur S1& S2.						
Séances	Thématiques de la sensibilisation	Intervenants	Etat	Contenu	Contraintes et suivis	Capacité d'accueil
1	Quelle place occupe le Handicap dans notre société en 2018 ?	Intervenant: Chargé de Mission Handicap de l'Université et M. VILLARET	OK	Présentation (1 heure) de l'UEO incluant les textes réglementaires et le pourquoi de la sensibilisation. Mais aussi un rappel historique. Intervention d'un étudiant élu sur sa situation -15 minutes-	Impossible le mardi	10 <20
2	Les missions de la MDPH	Mme DUGARET	OK	Retour sur le rôle et les missions d'une MDPH. La sensibilisation et l'accompagnement institutionnel en dehors de l'Université.	Attente document de travail	10 <20
3	Déficience visuelle 1 ^{re} partie	Mme LANGLAIS et Association Valentin	OK	Une déficience sensorielle parmi d'autres atteintes: En lien avec la formation d'étudiants en Licence et Master APA Santé (STAPS - UFR STS). Changer son regard sur les personnes en situation de handicap / Connaître et prendre en compte les personnes déficientes visuelles / Activer les outils pour répondre à l'obligation d'Emploi des Travailleurs Handicapés	Attente document de travail	10 <20
4	Déficience visuelle 2 ^{ème} partie	Mme LANGLAIS	OK	Suite dossier 1ère partie	suite	10 <20
5	Développement du pouvoir d'agir	Mme LE FALHER	OK	Contenus définis pour juin	15 octobre 2018 / 11h30-13h.	10 <20
6	Les dysfonctionnements: Comment on apprend ?	Mme DUMESNY	OK	A la charge de Mme DUMESNY		10 <20
7	Troubles spécifiques des apprentissages	Mme DUMESNY	OK	A la charge de Mme DUMESNY		10 <20
8	La dyspraxie: Et alors ?	Neuro chirurgien	contact avec Jean Jacques VILLARET	Solliciter Jean Jacques VILLARET pour cette intervention en contact avec son neuro chirurgien, pour le contenu de formation: Comment faire avec un étudiant dyspraxique ?		10 <20
9	Témoignage sur la question de l'insertion professionnelle et de l'orientation quand on est un étudiant dyspraxique	Etudiant: M. VILLARET & Olivier BRICHET		Préparer un questionnaire	impossible le mardi	10 <20
10	Autisme et études universitaires	Mme Sophie MARCATAND (Association TDAI) ?	Attente réponse	A élaborer dès que le formateur sera défini.	Réponse Mme DUGARET	10 <20
11	Non au harcèlement.	Mme BONTEMPS: Référente Harcèlement 2nd degré: Infirmière	OK	Attente document de travail	A programmer en juin 2018	10 <20
12	<i>S12 contrôle des connaissances, devoir sur table d'une heure. QCM ou traitement d'une question philosophique avec surveillance de celui qui posera le sujet. Ou dossier au choix de l'étudiant sur le sujet en relation avec l'insertion professionnelle.</i>	Selon le sujet, le surveillant sera le correcteur.				10 <20
13	<i>S13 session de remplacement</i>					10 <20

4-4 ENQUÊTE NATIONALE DU MINISTÈRE DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR ET DE LA RECHERCHE.

Éléments renseignant les enquêtes nationales du Ministère de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche depuis 2012

1. Les procédures de demande, définition et notification du plan d'accompagnement de l'étudiant
2. Les actions globales
*l'orientation
*l'insertion professionnelle
*les partenaires pour soutenir les actions globales
*les moyens mis en œuvre pour les accomplir
3. La population étudiante concernée :
*handicap moteur
*handicap visuel
*handicap auditif
*handicap psychique
*handicap trouble viscéral, maladie chronique
*handicap trouble cognitif
*trouble du spectre de l'autisme, TSA
*autres
*plusieurs handicaps
4. Les dispositifs d'aides humaines et techniques mis en place pour accomplir notre mission :
*prise de notes
*secrétariat d'examen
*soutien pédagogique
*accompagnement sur le campus
*temps majoré
*mise à disposition de matériel adapté
*salle particulière
*épreuve aménagée
*temps de pause
*documents adaptés
5. Le bilan financier détaillé par aides humaines et aides techniques et les achats de matériel adapté

5 NOTRE UNIVERSITE DANS SA GLOBALITE

Par ailleurs cette feuille de route tient compte de la spécificité de l'UAPV: particularités des étudiants, axes identitaires, une université ancrée dans son territoire que quelques chiffres rappellent.

- Création de l'Université en 1303, refondation en 1963 et établissement de plein exercice depuis 1984.
- Université pluridisciplinaire hors santé avec 1 I.U.T. et 4 UFR :
Sciences et Technologies,
Sciences Humaines et Sociales,
Arts, Lettres et Langues,
Droit, Economie, Gestion.
- 7286 étudiants en formation initiale dont 41% de boursiers,
92 stagiaires en formation continue.
686 agents occupés et affectés, répartis comme suit :
515 personnels titulaires dont 228 EC, 48 enseignants et 239 BIATSS,
171 agents contractuels dont 96 personnels enseignants et 75 BIATSS.
- 15 unités de recherche dont 10 unités mixtes avec EPST (CNRS, INRA, EHESS).
- Budget global : 59,3 M€ dont 45 M€ de masse salariale (2016).

L'UAPV dans son territoire

- Aire urbaine de 520 000 habitants, en progression constante.
- Attractivité sur le nord des Bouches-du-Rhône, le Gard rhodanien, le sud de l'Arèche et de la Drôme, soit un espace bas-rhodanien de plus de 750 000 habitants.
- Logique de métropolisation Aix-Marseille, Montpellier, Lyon, Grenoble.

Prévention des risques liés à la santé et à la sécurité au travail

- Une révision globale de la politique de prévention des risques.
 - De nombreuses actions d'ores et déjà mises en œuvre ou en cours telles que :
 - Diffusion d'une note de cadrage rappelant à l'ensemble des personnels les consignes réglementaires relatives aux registres obligatoires de santé et de sécurité au travail.
 - Initialisation d'une procédure d'accompagnement à l'élaboration du document unique avec l'aide du Bureau Veritas,
 - Mise en œuvre d'une cellule d'écoute s'appuyant sur un psychologue du travail du cabinet Belpaeme Conseil,
 - Mise en œuvre d'un dispositif lié à la prévention des risques psycho-sociaux formalisé par la Cellule de Veille Sociale,
- Organisation d'un séminaire de sensibilisation et de responsabilisation des directeurs et chefs de service aux questions de sécurité et de conditions du travail avec des intervenants spécialisés : un avocat du Cabinet Ledoux à Paris, un coordonnateur de l'inspection hygiène et sécurité et conditions de travail de l'IGAENR (Inspection générale de l'administration de l'éducation nationale et de la recherche), un expert en accompagnement et réalisation de document unique.

6 LE FONCTIONNEMENT DU RELAIS HANDICAP

Une chargée de mission au handicap a été nommée en 2005 pour faire suite à la loi du 11 février 2005 portant sur l'égalité des droits et des chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées. En septembre 2016, un nouveau chargé de mission a été nommé et sa mission a évolué. Il est essentiel de retenir que la politique de l'UAPV en matière de handicap englobe les mesures pour les étudiants et celles pour les personnels.

Le Relais handicap est un lieu d'accueil, de ressources pour aider les étudiants dans leur projet d'études et leur avenir professionnel et assure la mise en place des aménagements. Il est doté d'un chargé de mission à la mise en place de la Charte Université/Handicap et d'un personnel administratif qui accompagne les étudiants et veille au respect du contenu du diplôme.

Le Service de Santé Universitaire (ou Médecine Préventive Universitaire) est pourvu d'un médecin agréé par la MDPH et d'une infirmière. Le médecin préconise, entre autres, les aménagements dont l'étudiant aurait besoin. Bien qu'essentiel à l'UAPV, ce service n'est pas assuré par du personnel propre à notre université mais par du personnel de l'AMU. (Aix Marseille Université).

Le « référent handicap » est le lien entre le Relais handicap et sa composante ou le service d'affectation. Au-delà de réelles compétences, c'est une vraie sensibilité au sujet du handicap qui lui permet d'accueillir l'étudiant identifié, et d'alerter le Relais handicap au sujet d'un étudiant dans le besoin.



RELAIS HANDICAP
Affaire suivie par : Joëlle DERBAISSE
Tél. : 04.90.16.25.62
Courriel : relais-handicap@univ-avignon.fr

FICHE DE POSTE

Intitulé de la fonction	RÉFÉRENT HANDICAP
Service « recruteur »	Relais handicap
Mission	<p>Assurer l'accueil de l'étudiant en situation de handicap.</p> <p>Faciliter l'accès aux ressources appropriées aux besoins, en fédérant en interne la direction de l'UFR-ip, de l'Institut ou du service, de son administration et des équipes pédagogiques.</p> <p>Aider à mettre en œuvre la « démarche qualitative régionale du handicap », en collaboration étroite avec le Relais handicap.</p> <p>Identifier ce qui est du projet à court terme (année universitaire), moyen terme (mandat du président) et long terme.</p> <p>Poursuivre le développement de ses compétences en matière de handicap.</p> <p>Sensibiliser l'entourage professionnel aux situations de handicap et aux obstacles rencontrés par les étudiants en situation de handicap.</p>

Les référents du Relais handicap

Bureau des Etudes et de la Scolarité, BEE

Bibliothèque universitaire

Assistante sociale du CROUS

Direction Opérationnelle des Systèmes d'Information, DOSI

Formation Tout au Long de la Vie, FTLV

Hygiène et Sécurité

Médecine Préventive Universitaire

Mission Culture-Communication

Maison de l'Orientation et de l'Insertion, MOI

Maison de l'International

Services Techniques Immobilier et Logistique, STIL

Service Universitaire des Activités Physiques et Sportives, SUAPS

Vice-Président étudiant

Etudiant référent handicap élu en Conseil central

UFR-ip Arts, Lettres et Langues

UFR-ip Droit, Economie, Gestion

UFR-ip Sciences humaines et sociales

UFR-ip Sciences Technologies et Santé, Agrosciences

UFR-ip Sciences Technologies et Santé, CERI,

UFR-ip Sciences Technologies et Santé, STAPS

I.U.T.

RÉGIME SPÉCIAL D'ÉTUDES – ÉTUDIANT EN SITUATION DE HANDICAP

A RENSEIGNER
AVANT LE 31 OCTOBRE (pour l'année universitaire)
AVANT LE 1^{er} MARS (pour le 2nd semestre)

A RENOUVELER CHAQUE ANNÉE

Le **Relais Handicap**, service d'accueil aux étudiants en situation de handicap, vous accompagne dans toutes vos démarches et veille à la mise en place des aménagements spécifiques.
Vous pouvez joindre la chargée d'accueil au **04 90 16 25 62**, par courriel à relais-handicap@univ-avignon.fr ou au bureau **0W18**.

Pour être reconnu étudiant en situation de handicap, prenez rendez-vous avec le médecin de la **Médecine Préventive Universitaire** au **04 90 16 25 72**, bureau **OE38**. Votre dossier médical et la copie de la notification de décision de la MDPH (si vous avez un dossier à la MPDH) sont indispensables lors de la visite médicale.

Lors de cet entretien, vous pourrez opter pour le Régime spécial d'études (RSE) pour étudiant en situation de handicap ou le Régime général. Le médecin remplira avec vous ce document et le transmettra au **Relais Handicap**.

Pour les situations de handicap temporaire (accident, longue maladie, etc.) la procédure est la même.

☐ **Nom, prénom**..... ne demande aucun aménagement particulier et accepte le Régime général

Avis du médecin de la MPU ☐ favorable ☐ défavorable

☐ **Nom, prénom**..... demande le Régime Étudiant en situation de handicap

Avis du médecin de la MPU ☐ favorable ☐ défavorable

Avez-vous un dossier MDPH actuellement ? ☐ oui ☐ non

Une copie de la notification de la MDPH est remise à la MPU ce jour : ☐ oui ☐ non

L'étudiant.e,
date, nom et signature

Le médecin de la Médecine Préventive Universitaire,
date, signature, cachet

1 2 3 4 5 6 7 8 9 10 11

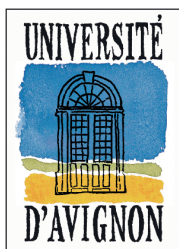
L'étudiant bénéficie des mesures :

Relevant de la compétence de la CDA PH (cocher l'item concerné)

- Accompagnement par un établissement ou un service médico-social ☐
 - Accompagnement par un auxiliaire de vie (PCH ou ATP) ☐
 - Recours à un mode de transport spécifique ☐
 - Reconnaissance de la qualité de travailleur handicapé (RQTH) ☐
 - Carte d'invalidité ou AAH ☐
 - Autre mesure relevant d'une décision de la CDA PH ☐
- Laquelle :

Ne relevant pas de la compétence de la CDA PH

- Accompagnement par un établissement ou un service sanitaire ☐
 - Autre professionnel du soin ou de la rééducation ☐
- Lequel :



UNIVERSITÉ D'AVIGNON
ET DES PAYS DE VAUCLUSE
MINISTÈRE DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR,
DE LA RECHERCHE ET DE L'INNOVATION

Affaire suivie par :
Joëlle DERBAISSE

Téléphone
+33(0)4 90 16 25 62

Courriel
relais-handicap@univ-
avignon.fr

UNIVERSITÉ D'AVIGNON
ET DES PAYS DE VAUCLUSE

RELAIS HANDICAP

Campus Hannah Arendt
74 rue Louis Pasteur
84029 AVIGNON CEDEX 1

<http://www.univ-avignon.fr>

AVIS DU MÉDECIN DE LA COMMISSION DES DROITS ET DE L'AUTONOMIE DES PERSONNES HANDICAPÉES

Vu le code de l'action sociale et des familles, notamment son article L. 114 ;
Vu le code de l'éducation, notamment ses articles L. 123-4-2, D. 613-26 à D. 613-30 ;
Vu la circulaire n° 2011-220 du 27 décembre 2011 relative aux examens et concours de l'enseignement scolaire et de l'enseignement supérieur et à leur organisation pour les candidats présentant un handicap ;
Vu les délibérations de la CFVU du 6 avril 2017 et du CA du 23 mai 2017 ;
Vu la désignation par la commission des droits et de l'autonomie des personnes handicapées du médecin du service universitaire de médecine préventive de l'UAPV ;
Vu la demande de Mme / M. NOM, Prénom : _____
(ci-après « le demandeur ») présentée au médecin du service universitaire de médecine préventive et tendant à obtenir le bénéfice d'aménagements pédagogiques pour la formation ou les épreuves des examens et concours ;
Vu les autres pièces du dossier ;

Article 1^{er}. – Le médecin du service universitaire de médecine préventive de l'UAPV est d'avis que le demandeur :

☐ *Ne bénéficie d'aucun aménagement, ou d'une satisfaction partielle de ses demandes, au(x) motif(s) que :* _____

1. – Peut bénéficier des aménagements suivants pour la formation :

- | | |
|--|---|
| <input type="checkbox"/> Tutorat pour prise de notes | <input type="checkbox"/> Utilisation d'un ordinateur personnel |
| <input type="checkbox"/> Tutorat pour soutien pédagogique | <input type="checkbox"/> Dispense d'assiduité aux enseignements |
| <input type="checkbox"/> Tutorat pour accompagnement sur le campus | <input type="checkbox"/> Autorisation de sortie à la demande |
| <input type="checkbox"/> Aide à l'audition | <input type="checkbox"/> Stationnement au Pôle sportif |
| <input type="checkbox"/> Proximité des écrans et tableaux | <input type="checkbox"/> Accès au site par un véhicule d'accompagnement |
| <input type="checkbox"/> Autres aménagements demandés pour lesquels l'avis est favorable : _____ | |

Nombre de cases cochées : _____

2. – Peut bénéficier des aménagements suivants pour les épreuves des examens et concours :

2.1. – Déroulement des épreuves

- ☐ Sortie à la demande
☐ Temps de repos entre les épreuves
☐ Salle individuelle

Temps de pause de 15 minutes
par heure d'examen

- ☐ aux épreuves écrites
☐ aux épreuves pratiques
☐ aux épreuves orale

Sujet d'examen :

- ☐ Agrandissement du sujet selon le handicap
☐ Reformulation du sujet
☐ Relecture du sujet

Assistance matérielle et humaine :

- ☐ Ordinateur mis à disposition
☐ Logiciel Antidote® (correcteur)
☐ Logiciel Dragon® (reconnaissance vocale)
☐ Secrétariat d'examen
☐ Aide à l'audition

2.2. – Majoration de la durée de l'épreuve (maximum 1/3, sauf exception) :

- ☐ aux épreuves écrites ☐ aux épreuves pratiques ☐ aux épreuves orales

☐ Cumul du temps de pause (2.1.) et de la majoration de la durée de l'épreuve (2.2.).

2.3. – Organisation des sessions

- ☐ Bénéfice d'une session de remplacement en cas de manquement au contrôle continu ;
- ☐ Conservation, durant cinq ans, des notes à des épreuves ou des unités ;
- ☐ Le cas échéant, bénéfice d'acquis obtenus dans le cadre de la procédure de VAE ;
- ☐ Étalement sur plusieurs sessions du passage des épreuves ;
- ☐ Adaptations ou dispenses d'épreuves : _____

☐ Autres aménagements demandés pour lesquels l'avis est favorable : _____

Nombre de cases cochées : _____

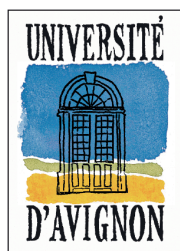
Article 2. – Les aménagements mentionnés à l'article 1^{er} devraient être accordés pour :

- ☐ Le 1^{er} semestre ;
- ☐ Le 2nd semestre ;
- ☐ L'année universitaire en cours ;
- ☐ Une durée de _____ mois.

Article 3. – Le présent avis sera adressé au demandeur et au président de l'Université.

Le : _____

Signature du médecin du
service universitaire de médecine préventive



UNIVERSITÉ D'AVIGNON
ET DES PAYS DE VAUCLUSE
MINISTÈRE DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR,
DE LA RECHERCHE ET DE L'INNOVATION



Affaire suivie par :
Joëlle DERBAISSE

Téléphone
+33(0)4 90 16 25 62

Courriel
relais-handicap@univ-
avignon.fr

UNIVERSITÉ D'AVIGNON
ET DES PAYS DE VAUCLUSE

RELAIS HANDICAP

Campus Hannah Arendt
74 rue Louis Pasteur
84029 AVIGNON CEDEX 1

<http://www.univ-avignon.fr>

LE PRÉSIDENT

Vu le code de l'action sociale et des familles, notamment son article L. 114 ;
Vu le code de l'éducation, notamment ses articles D. 613-26 à D. 613-30 ;
Vu la circulaire n° 2011-220 du 27 décembre 2011 relative aux examens et concours de l'enseignement scolaire et de l'enseignement supérieur et à leur organisation pour les candidats présentant un handicap ;
Vu les délibérations de la CFVU du 6 avril 2017 et du CA du 23 mai 2017 ;
Vu la désignation par la commission des droits et de l'autonomie des personnes handicapées du médecin du service universitaire de médecine préventive de l'UAPV ;
Vu la demande de Mme / M. NOM, Prénom : _____
(ci-après « le demandeur ») présentée au médecin du service universitaire de médecine préventive et tendant à obtenir le bénéfice d'aménagements des épreuves de l'examen d'accès au centre régional de formation professionnelle d'avocats ;
Vu la proposition du médecin du service universitaire de médecine préventive de l'UAPV ;
Vu les autres pièces du dossier ;

ARRÊTE :

Article 1^{er}. – Aménagements pédagogiques

Le demandeur :

☐ *Ne bénéficie d'aucun aménagement, ou d'une satisfaction partielle de ses demandes, au(x) motif(s) que :* _____

1. – Bénéficie des aménagements suivants pour la formation :

- | | |
|--|---|
| <input type="checkbox"/> Tutorat pour prise de notes | <input type="checkbox"/> Utilisation d'un ordinateur personnel |
| <input type="checkbox"/> Tutorat pour soutien pédagogique | <input type="checkbox"/> Dispense d'assiduité aux enseignements |
| <input type="checkbox"/> Tutorat pour accompagnement sur le campus | <input type="checkbox"/> Autorisation de sortie à la demande |
| <input type="checkbox"/> Aide à l'audition | <input type="checkbox"/> Stationnement au Pôle sportif |
| <input type="checkbox"/> Proximité des écrans et tableaux | <input type="checkbox"/> Accès au site par un véhicule d'accompagnement |
| <input type="checkbox"/> Autres aménagements accordés : | _____ |

Nombre de cases cochées : _____

2. – Bénéficie des aménagements suivants pour les épreuves des examens et concours :

2.1. – Déroulement des épreuves

- ☐ Sortie à la demande
☐ Temps de repos entre les épreuves
☐ Salle individuelle

Temps de pause de 15 minutes
par heure d'examen

- ☐ aux épreuves écrites
☐ aux épreuves pratiques
☐ aux épreuves orale

Sujet d'examen :

- ☐ Agrandissement du sujet selon le handicap
☐ Reformulation du sujet
☐ Relecture du sujet

Assistance matérielle et humaine :

- ☐ Ordinateur mis à disposition
☐ Logiciel Antidote® (correcteur)
☐ Logiciel Dragon® (reconnaissance vocale)
☐ Secrétariat d'examen
☐ Aide à l'audition

2.2. – Majoration de la durée de l'épreuve (maximum 1/3, sauf exception) :

- ☐ aux épreuves écrites ☐ aux épreuves pratiques ☐ aux épreuves orales

☐ Cumul du temps de pause (2.1.) et de la majoration de la durée de l'épreuve (2.2.).

2.3. – Organisation des sessions

- ☐ Bénéfice d'une session de remplacement en cas de manquement au contrôle continu ;
- ☐ Conservation, durant cinq ans, des notes à des épreuves ou des unités ;
- ☐ Le cas échéant, bénéfice d'acquis obtenus dans le cadre de la procédure de VAE ;
- ☐ Étalement sur plusieurs sessions du passage des épreuves ;
- ☐ Adaptations ou dispenses d'épreuves : _____
- ☐ Autres aménagements accordés : _____

Nombre de cases cochées : _____

Article 2. – Limites de validité des aménagements

Les aménagements mentionnés à l'article 1^{er} sont valables exclusivement pour la formation ou les épreuves pour lesquelles ils ont été demandés et pour :

- ☐ Le 1^{er} semestre ;
- ☐ Le 2nd semestre ;
- ☐ L'année universitaire en cours ;
- ☐ Une durée de _____ mois.

Article 3. – Exécution

Les services de l'UAPV, notamment le Relais handicap et le secrétariat pédagogique de la formation, sont chargés de l'exécution du présent arrêté.

Article 4. – Notification

Le présent arrêté sera notifié au demandeur et au président du jury ainsi qu'aux membres de l'équipe pédagogique de l'examen ou du concours au titre duquel les aménagements indiqués à l'article 1^{er} sont accordés.

Le : _____

Philippe ELLERKAMP,
Président de l'Université

VOIES ET DÉLAIS DE RECOURS :

Vous pouvez contester le présent arrêté en exerçant un recours gracieux (1) ou un recours contentieux (2).

1. – RECOURS GRACIEUX

Vous pouvez former auprès du président de l'université un recours gracieux contre le présent arrêté.

1.1. – La décision qui sera prise sur votre recours gracieux pourra être implicite ou expresse.

1.1.1. – Une décision implicite de rejet de votre recours gracieux résulte du silence conservé par le président de l'université sur ce recours pendant le délai de deux mois à compter de son introduction.

1.1.2. – Si le président de l'université répond à votre recours gracieux dans le délai de deux mois, sa décision pourra soit accepter, soit rejeter votre demande.

1.2. – À la condition d'avoir été exercé dans le délai de deux mois à compter de la notification du présent arrêté, ce recours gracieux conserve le délai du recours contentieux.

2. – RECOURS CONTENTIEUX

2.1. – Dans le délai de deux mois à compter de la notification du présent arrêté, vous pouvez saisir directement le tribunal administratif de Nîmes : 16 avenue Feuchères, CS 88010, 30941 Nîmes cedex 09.

2.2. – Dans l'hypothèse où vous avez préalablement exercé un recours gracieux dans le délai de deux mois, vous conservez la possibilité d'exercer ce recours contentieux dans un nouveau délai de deux mois à compter de la décision, expresse ou implicite, par laquelle le président de l'université a rejeté ce recours.

7 LA POLITIQUE DU HANDICAP A DESTINATION DES PERSONNELS

Présentée en CHSCT par les services compétents (QVT) de la direction des ressources humaines de l'Université (janvier 2017)

Mise en œuvre de la politique handicap en faveur des personnels

7 -1 LES EFFECTIFS BOE DE L'UAPV

Le service public doit compter parmi ses agents 6 % de personnes en situation de handicap. Ce sont des bénéficiaires de l'obligation d'emploi (BOE). A défaut, l'établissement concerné doit payer au Fonds pour l'Insertion des Personnes Handicapées dans la Fonction Publique (FIPHFP) une contribution de 5000€ environ, par personnel BOE manquant.

Année	Nbre RQTH/Nbre d'agents, (calcul issu du bilan social, sur l'entièreté des personnels en ETP)	Calculs FIPHFP (après réintégration des unités déductibles)
2012	2,2 %	
2013	2,7 %	1,11 %
2014	2,9 %	2,73 %
2015	2,87 %	3,10 %
2016	4 %	4 %

La différence entre ce pourcentage et les 6% obligatoires est convertie en nombre de personnels BOE manquants. Ce nombre permet de calculer la contribution annuelle de l'UAPV.

De ce nombre, le FIPHFP déduit :

- Les commandes passées par l'UAPV à des ateliers adaptés (par ex. : 3280€ de fournitures, achetées en 2014 à ces sociétés, ont été déduits de la déclaration 2015)
- Les actions permettant de faciliter l'insertion professionnelle des personnels de l'UAPV en situation de handicap (par ex. : 3246€ d'aide sociale attribués à 5 personnels BOE + 600€ de formation, soit 3846€ dépensés en 2014 ont été déduits en 2015)
- L'accueil et le maintien dans l'emploi de personnes lourdement handicapées, ou reconnues inaptes (0€ à l'UAPV déduits en 2015)

Jusqu'en 2013, le calcul de la contribution FIPHFP se faisait uniquement pour le personnel payé sur ressources propres (Calcul FIPHFP dans le tableau ci-dessus). Pour 2013, (payé en 2014) l'UAPV s'est acquittée d'une contribution de 28 513€ (2 agents BOE sur 180 au 1er janvier 2013).

La contribution 2014 (calculée en janvier 2015) a été calculée sur l'ensemble des personnels. Elle s'élevait à 98.087€ (18 agents sur 660 au 1^{er} janvier 2014). Mais seuls 32.692€ ont été versés car, jusqu'en 2015, seul le tiers de la pénalité était exigible par le FIPHFP.

Pour 2015, avec 2,87% des effectifs (19 agents sur 662 au 1er janvier 2015), porté à 3,10% après réintégration des unités déductibles, l'UAPV a payé en janvier 2016 une

pénalité de 88 803€ au FIPHFP.

Pour 2016, l'arrivée de 7 personnes BOE en cours d'année 2015 et la RQTH d'un personnel en poste porteront le nombre d'agents pris en compte à 27 personnes (4% des 665 agents), ce qui devrait faire baisser significativement la contribution de l'UAPV au FIPHFP.

7-2 MISE EN ŒUVRE DE LA POLITIQUE HANDICAP DE L'UAPV

Le schéma directeur pluriannuel en matière de handicap se fixe comme objectif d'atteindre un taux d'emploi de 6% des personnels BOE en 2020.

Afin d'atteindre ce taux d'emploi à cet horizon, l'UAPV doit passer de 27 à 40 personnels BOE (+13). Cette augmentation doit également compenser les départs des personnels déjà déclarés (estimés à 2, sur 5 ans). Au final, c'est donc 15 personnels bénéficiant de la RQTH que l'UAPV doit recruter ou identifier dans ses rangs, d'ici 2020.

Parmi ces 15 personnels, 7 pourraient être issus de recrutement et 8 pourraient être issus d'actions de sensibilisation incitant les personnels en place à déclarer ou demander une RQTH.

Politique de recrutement

La règle des 6% s'impose au recrutement des personnel BIATSS et au recrutement des enseignants-chercheurs. (EC)

Afin d'atteindre l'objectif, il est envisagé de recruter 2 personnels par an, pendant 3 ans, et 1 en 2020.

Comme précisé plus haut, du fait de la diversité des handicaps, quel que soit le profil du poste de travail envisagé, il est possible de trouver une personne BOE à même d'assurer les fonctions demandées (moyennant ou non des aménagements de poste). Pour les EC, il convient d'avoir une attitude ouverte et bienveillante et d'utiliser les procédures dédiées aux personnels enseignants BOE1.

Pour les personnels BIATSS, afin de ne pas se limiter aux candidatures liées à la mise en ligne des postes, l'UAPV a signé une convention en septembre 2015 avec Handispensable Conseils et Recrutement, un cabinet de ressources humaines avignonnais spécialisé dans l'identification et le recrutement de personnels bénéficiaires de la RQTH. Ce partenariat, dont la prolongation est envisagée, s'est concrétisé par 3 recrutements en 2015.

La politique d'établissement privilégie également le recrutement de personnels BOE contractuels.

Politique de recrutement

Sensibiliser les personnels aux problématiques liées au handicap est susceptible de faciliter l'identification de personnels ayant, ou susceptibles de demander, une RQTH. L'approche suivie associe communication et expérimentation ludique. L'objectif est de banaliser les situations de handicap et de développer la bienveillance des personnels et des encadrants.

Les axes de sensibilisation portent sur :

- La diversité des situations de handicap, qu'elles soient temporaires ou pérennes
- La banalité des handicaps non visibles, ou peu connus, peu difficiles à prendre en charge (maladies longues, mal au dos, TMS, TOC, ...).
- La facilité de demande de RQTH et son accompagnement possible par l'assistante sociale de l'UAPV

⁽¹⁾Dispositions spécifiques au recrutement d'EC : Dans le cadre de la campagne de recrutement synchronisée, les EC bénéficiant de la RQTH peuvent bénéficier à l'issue d'un Conseil Académique restreint (restreint aux MCF ou aux PR, selon les profils) d'un recrutement direct sans passer par le comité de sélection. Cette décision doit passer en Conseil d'Administration restreint, et ne dispense pas de constituer le comité de sélection (celui-ci sera in fine annulé).

Le schéma directeur prévoit de contribuer ainsi à l'identification de 8 personnels BOE, soit 2 par an d'ici 2020.

Actions programmées :

- Un café débat a été organisé par le pôle GPEEC et le pôle QVT de la DRH en décembre 2015.
- Début 2016, une campagne d'affichage a été mise en place, afin d'inciter les personnels en situation de handicap à demander une RQTH et/ou à se faire connaître.
- A compter de mai 2016, il est proposé, aux chefs de service et de composante, une activité pédagogique et ludique autour des différentes formes cachées de handicap. Ces séances de sensibilisation ont débuté par la BU, la DOSI, la DRH, l'AC, la DFACI et sont d'ores et déjà programmées au STIL, à l'UFR SHS et à la Scolarité. Des contacts sont pris dans les UFR SHS, DEG et au STAPS.
- A la fin du second semestre 2016/2017, un nouveau café débat devrait clore un premier cycle de sensibilisation pédagogique et ludique.
Mise en ligne d'un dossier, pré-rempli pour les personnels de l'UAPV, de demande de RQTH.
- Mise en place programmée, sur la première page du site, web de l'UAPV d'un logo « Handicap, tous concernés » faisant lien vers le site de campagne piloté par le ministère : <http://www.education.gouv.fr/pid351/handicap-tous-concernes.html>

7-3 LES MESURES D'ACCOMPAGNEMENT DES PERSONNELS

Aménagement des postes de travail

Voici un récapitulatif des frais engagés de 2013 à 2015 :

- En 2013 : 3 agents pour 1.461€
- En 2014 : 2 agents pour 3.170€
- En 2015 : 4 agents pour 2.217€

Le FIPHFP finance le supplément d'aménagement des postes de travail des personnels en situation de handicap.

Formations

A titre indicatif, voici les dernières formations accordées :

- En 2014, un agent a bénéficié de 260€ de formation financés par le fonds.
- En 2015, 19.019€ ont été engagés au titre de la formation de 2 agents, dont 11.391€

pris en charge par le fonds.

Le FIPHFP prend en charge toutes les formations des personnels BOE.

Aide à l'insertion

En 2015, les 7421€ versés à Handispensable Conseils et Recrutement ont été pris en charge par le FIPHFP.

7-4 AUTRES MESURES LIÉES AU HANDICAP, CONCERNANT LES PERSONNELS DE L'UAPV

Recrutement de personnels dédiés à l'accompagnement des étudiants handicapés

En 2015, 10 personnels (des étudiants) ont été recrutés et payés en heures de vacation pour accompagner les étudiants en situation de handicap (ESH). Ce soutien correspond à un engagement de l'UAPV de 11.000 € pour une moyenne de 116 heures d'accompagnement par an.

Pour la première fois en 2015, ce coût a été déduit, à hauteur de 8.282€, de la contribution due au FIPHFP (art 98 de la loi 2005-102 2ème alinéa).

Aides Sociales

Les aides sociales versées aux personnels BOE s'élèvent à 2 100€ en 2015. Ce montant est pris en charge par le FIPHFP.

En outre, les personnels de l'UAPV, parents d'enfants handicapés, peuvent recevoir une aide de 158€ par mois, soit 1.896€ par an. Les enfants doivent être reconnus comme ayant plus de 50% d'incapacité.

En 2015, 8 agents ont bénéficié de cette aide pour un montant total de 15.269€. Cette aide, obligatoire et prévue dans la dotation de l'Etat versée à l'UAPV, est entièrement supportée par l'Université.

Politique d'achat

Faire connaître les produits et services des entreprises adaptées (Art L323-8 du code du travail) est essentiel pour valoriser le travail des personnes en situation de handicap. Souvent plus chers, ces produits et services sont cependant soutenus par le FIPHFP qui finance la différence de prix (à hauteur de 2.939€ en 2015).

Un contact a été pris en octobre 2016 pour visiter un ESAT en compagnie du responsable des achats. Les usages des composantes dans cette approche socialement responsable doivent être par ailleurs recensés. Une meilleure connaissance de ces différents acteurs devrait permettre d'augmenter substantiellement les déductions prises en compte à ce titre par le FIPHFP

7-5 PERSPECTIVES

Le coût du non-respect de l'obligation de 6% de BOE, peut être diminué par :

- Le recrutement de BIATSS et d'EC en situation de handicap, et l'utilisation des mesures spécifiques qui leur sont réservées.
- La reconnaissance du handicap des personnels de l'UAPV grâce à l'obtention auprès de la MDPH d'une RQTH (dossier à retirer en ligne et à faire remplir par son médecin traitant, avec l'aide si besoin de l'assistante sociale).

- La déclaration à la DRH des personnels n'ayant pas indiqué qu'ils bénéficiaient de la reconnaissance d'un handicap.

Les actions en faveur des personnes en situation de handicap peuvent être prises en charge par le FIPHFP et par la PIM (Prestation Inter Ministérielle).

En conséquence :

- Les formations et aménagements de poste de travail, pour les personnels bénéficiant d'une BOE, ne doivent pas faire l'objet de restrictions
- Les achats de fournitures et matériels aux entreprises adaptées doivent être favorisés.
- Le recours à des tuteurs, accompagnants les étudiants handicapés, doit être encouragé.
- Les personnels ayant un ou des enfant(s) en situation de handicap doivent se faire connaître auprès de l'action sociale.

Définitions

Handicap : « Préjudice pour un individu qui résulte de sa déficience et de son incapacité et qui limite ou interdit l'accomplissement d'un rôle considéré comme normal compte tenu de l'âge, du sexe et des facteurs socioculturels »

Incapacité : « Réduction (résultant d'une déficience), partielle ou totale, de la capacité d'accomplir une activité dans les limites considérées comme normales pour un être humain »

NB : la variété des handicaps est importante. Ceux-ci peuvent être visibles (personnes sourdes, malvoyantes, en fauteuil roulant, malformations congénitales, problèmes psychiques, etc.) ou non-visibles (maladie des os de verre, problème de reins, de cœur, mal au dos, prothèses, etc.)

BOE : bénéficiant de l'obligation d'emploi

RQTH : Reconnaissance de la qualité de travailleur handicapé

MDPH : Maison départementale des personnes handicapées

8 LE SCHEMA AD'Ap - ACCESSIBILITE ET SECURITE DES BATIMENTS & S.D.I.A.

Si une mesure se voulait commune à tous les usagers universitaires sans distinction, c'est bien l'immobilier et le bâti. La mise aux normes ainsi que l'accessibilité renforcée doivent assurer une sécurité optimale de tous : valides et personnes en situation de handicap.

C'est dans ce cadre réglementaire que notre établissement a établi un projet pluriannuel assorti de mesures budgétaires conséquentes et essentielles. Il est important de remercier aussi tous ceux qui ont concouru à cette réalisation qui se décline en plusieurs étapes : la feuille de route a pour volonté de synthétiser ce dossier dans le cadre du S.D.I.A. 2021.

Certains éléments seront présentés en annexe à ce chapitre. (*Annexe 18*)

ENQUETE ACCESSIBILITE ERP « AD'ap » - Année 2015 - Révisée en 2016

Selon le Décret n° 2014-1327 du 5 novembre 2014 relatif à l'agenda d'accessibilité programmée pour la mise en accessibilité des établissements recevant du public et des installations ouvertes au public

Selon le Décret n° 2014-1327 du 5 novembre 2014 relatif à l'agenda d'accessibilité programmée pour la mise en accessibilité des établissements recevant du public et des installations ouvertes au public																				
N°	Site	Batiments	ADRESSE	VILLE	Etat E	Etat B	Etablissement classé ERP : E (préciser le type) Code du travail : Cdt Sans Objet : SO	Catégorie 1 à 5	Accessibilité en conformité C non en conformité NC	Date de réalisation des travaux de conformité	Travaux programmés (préciser date) ou envisagés (Hors CPER)	Travaux programmés sous réserve du résultat du diagnostic à réaliser en 2015 (Hors CPER) EN KE						CPER 2015-2020 Réhabilitation du site Pastour en KE		
Dépt												2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021		
84	Mise à jour des diagnostics de 2009 initiaux pour tenir compte des normes selon le décret n°2014-1326 du 5 novembre 2014 (financement UAPV)											-	22	-	-	-	-	-	-	-
84	SITE UNIVERSITAIRE SITE MARTE	ST MARTE Batiment NORD	24 rue Louis Pasteur	AVIGNON	E	R	1	1	Catégorie 1 (travaux réalisés en 2016)	En cours	3ème tranche de travaux : Colonne des zones refuges des R+1, R+2 et R+3		200	300					-	
84	SITE UNIVERSITAIRE SITE MARTE	ST MARTE Batiment SUD	24 rue Louis Pasteur	AVIGNON	E	R	1	1	E	-							200		-	
84	SITE UNIVERSITAIRE SITE MARTE	Loge Gardien	74 rue Louis Pasteur	AVIGNON	E		Cdt		NC	-	-								-	
84	SITE UNIVERSITAIRE SITE MARTE	MAISON DE L'ETUDIANT	74 rue Louis Pasteur	AVIGNON	E/AOT jusqu'en juillet 2048		E		NC	-									-	
84	SITE UNIVERSITAIRE PASTEUR	prete produit dangereux	33 rue Louis Pasteur	AVIGNON	E		Cdt		P	-	Bâtiment prévu à être déconstruit opération en CPER 2015-2020	Opération du CPER 2015-2020 Les travaux de mise en accessibilité sont prévus dans le projet de réhabilitation des bâtiments A, B et C. Les bâtiments préfabriqués et D sont démolis							14 900	
84	SITE UNIVERSITAIRE PASTEUR	Bâtiment A	33 rue Louis Pasteur	AVIGNON	E	R	2			-	Bâtiment prévu à être réhabilité opération en CPER 2015-2020									
84	SITE UNIVERSITAIRE PASTEUR	Bâtiment B	33 rue Louis Pasteur	AVIGNON	E	R	2			-	Bâtiment prévu à être réhabilité opération en CPER 2015-2020									
84	SITE UNIVERSITAIRE PASTEUR	Bâtiment C	33 rue Louis Pasteur	AVIGNON	E	R	2			-	Bâtiment prévu à être réhabilité opération en CPER 2015-2020									
84	SITE UNIVERSITAIRE PASTEUR	Bâtiment D	33 rue Louis Pasteur	AVIGNON	E	R	2			-	Bâtiment prévu à être déconstruit opération en CPER 2015-2020									
84	SITE UNIVERSITAIRE PASTEUR	Bâtiment E	33 rue Louis Pasteur	AVIGNON	E	R	2		NC	-	Engagement de démolition des bâtiments opération en CPER 2015-2020	Les Bâtiments sont prévus pour être réaménagés en logement étudiants par le CROUS							-	
84	SITE UNIVERSITAIRE PASTEUR	Bâtiment F	33 rue Louis Pasteur	AVIGNON	E	R	2			-										-
84	SITE UNIVERSITAIRE PASTEUR	Bâtiment G	33 rue Louis Pasteur	AVIGNON	E		Cdt			-										-
84	SITE UNIVERSITAIRE PASTEUR	Serre	33 rue Louis Pasteur	AVIGNON	E		Cdt	-	NC	-	Bâtiment prévu à être déconstruit opération en CPER 2015-2020	Démolition prévue dans le projet de réhabilitation du site Pasteur							-	
84	SITE UNIVERSITAIRE PASTEUR	Logement gardien	33 rue Louis Pasteur	AVIGNON	E		Cdt	-	NC	-	Bâtiment prévu à être réhabilité opération en CPER 2015-2020	Opération du CPER 2015-2020 Les travaux de mise en accessibilité sont intégrés dans le projet de réhabilitation des bâtiments du site Pasteur							-	
84	IMPLANTATION ISOLEE	58 ème RI	23 rue du 58 ème RI	AVIGNON	P		Cdt	-	NC	-		Les Bâtiments sont destinés à être vendus							-	
84	IMPLANTATION ISOLEE	58 ème RI	23 rue du 58 ème RI	AVIGNON	P		Cdt	-		-										-
84	SITE UNIVERSITAIRE CHABRAN	Formation Continue	Avenue St Jean	AVIGNON	E	R	3		NC	-	RESTITUTION 2015 en fin d'opération du CPER 2015-2020	Les bâtiments sont destinés à être cédés avant 2020							-	
84	SITE UNIVERSITAIRE CHABRAN	Chaufferie FC	Avenue St Jean	AVIGNON	E		Cdt	-		-										
84	SITE UNIVERSITAIRE CHABRAN	Logement CROUS	Avenue St Jean	AVIGNON	E			-	NC	-	-	Le bâtiment est affecté au CROUS						-		
84	STAPS SUAPS	Pôle Sport Université	16 rue Lombrès	AVIGNON	E	X	2		P	-								100	-	
84	SITE UNIVERSITAIRE AGROPARC	CERI	339, chemin des Mésanges, AGROPARC	AVIGNON / Montfavet	E	R	3		P	-	L'opération de création du Laboratoire de Microbiologie du CPER inclut la mise aux normes d'accessibilité à ce titre (Université apporte un financement de 200 KE)		200						-	
84	SITE UNIVERSITAIRE AGROPARC	IUT	337, chemin des Mésanges, AGROPARC	AVIGNON / Montfavet	E	R	3		P	-						300			-	
84	SITE UNIVERSITAIRE AGROPARC	Agrosciences	301, rue BARUCH de SPINOZA, MONTFAVET	AVIGNON / Montfavet	E	R	4			-									-	
84	SITE UNIVERSITAIRE AGROPARC	Agrosciences Serre	301, rue BARUCH de SPINOZA, MONTFAVET	AVIGNON / Montfavet	E		Cdt	-	NC	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
84	TOTAL											880	22	400	300	300	250	100	14 900	

Légende : En tenant compte des travaux réalisés en 2015
Site / bâtiment concernés par l'Ad'ap
Site non concernés par l'Ad'ap

La réception des travaux est intervenue le 27 octobre 2016

Les estimations budgétaires tiennent compte des diagnostics réalisés en 2016 et de l'estimation de l'augmentation des prix sur la période.

Le Président de l'Université d'Avignon

Philippe ELLERKAMP



Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFET DE VAUCLUSE

Bordereau d'envoi



direction
départementale
des Territoires
de Vaucluse

Service Ville Logement
Habitat

Unité Construction
Durable

Pôle Accessibilité

Adresse postale :
Services de l'État en Vaucluse
direction départementale
des Territoires
Service Ville Logement Habitat
Unité Construction Durable
84905 Avignon cedex 9

Adresse physique :
direction départementale des
territoires
Cité Administrative –
avenue du 7ème Génie
Avignon

téléphone :
04 88 17 87 73
télécopie :
04 88 17 88 92
courriel :
ddl@vaucluse.gouv.fr
internet :
www.vaucluse.equipement-
agriculture.gouv.fr

destinataire : UNIVERSITE D'AVIGNON ET DES PAYS DE VAUCLUSE
74, Rue Louis Pasteur
84000 AVIGNON

A l'attention de M. Philippe ELLERKAMP

Avignon, le 15 FEV. 2018

objet : arrêté préfectoral de régularisation en date du 9 février 2018 – SCDA ERP du 18 juillet 2017

affaire suivie par : Jean-Michel GILLY - Pôle Accessibilité
Service Ville Logement Habitat – Unité Qualité Construction
Téléphone : 04 88 17 83 58 - Télécopie : 04 88 17 87 92
Courriel : ddt-accessibilite@vaucluse.gouv.fr

nombre de page(s) :

LR/AR n° 2C 116 569 1435 1

Désignation de pièces	Nombre	Observations
<p>Veillez trouver ci-joint l'arrêté préfectoral original portant agenda d'accessibilité programmée pour l'accessibilité des personnes handicapées dans un établissement recevant du public</p> <p><i>Modification du budget prévisionnel à la baisse (AD'AP de l'Université d'Avignon et des Pays de Vaucluse accordé par la SCDA ERP du 19 novembre 2015)</i></p> <p>Dossier AD'AP n° AA 084 007 15 P 0126</p>	1 ex. de l'arrêté	<p>Pour attribution</p> <p>Le chef de pôle qualité construction</p> <p>Jean-Michel GILLY</p>

Transmis par la Présidence			
Reçu le			
Président	15 FEV. 2018	VP	
DGS		VP délégué	
D/GAP/SAJ		UFR-ip/IUT	
DRH	AG	Culture	MDOI
Fondation	DEACI	Comm.	DOSI
SES	MDI	SUAPS	BU
MDR	H & S	STH	FTLV

Copie à GRAND AVIGNON – Pôle ADS Vaucluse Centre
(pour information)

Dossier d'actualisation du rapport d'accessibilité et estimation du coûts des opérations pour l'Université d'Avignon et des Pays du Vaucluse

Ce document est une synthèse du dossier de l'Agenda d'accessibilité programmé (Ad'AP) déposé le 06 octobre 2015 par l'université d'Avignon et des Pays du Vaucluse, et validé par arrêté préfectoral d'Ad'AP - CCDA ERP du 06 octobre 2016

Le dossier de restitution complet comprend la mise à jour des diagnostics d'origine réalisés par Accèsométrie en 2009 sur les différents sites du campus Universitaire.

En effet, les exigences en terme d'accessibilité pour les Établissements Recevant du Public s'étant assouplies notamment avec l'arrêté du 8 décembre 2014.

Notre mission a été de reprendre le diagnostic d'origine point par point et de l'adapter aux nouvelles conformités en vigueur en 2017 pour chaque site.

Le dossier de restitution se compose des pièces suivantes pour chacun des sites:

- Un plan de repérage par niveau jusqu'au domaine public,
 - La mise à jour et inventaire des non-conformité,
 - Une estimation financière par site,
 - Un calendrier des réalisations des travaux conformément à l'Ad'AP
- Le document présent est un fichier de vulgarisation pour faciliter la lecture du dossier de mise à jour des diagnostics et présente l'estimation financière globale.



ARC & Types

8-10 rue de la laune
30400 VILLENEUVE LEZ AVIGNON

Les différents sites

Sainte Marthe Sud



Pôle Sportif



IUT



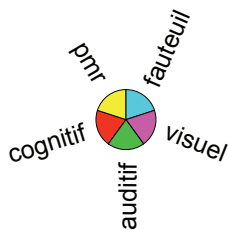
Agroscience



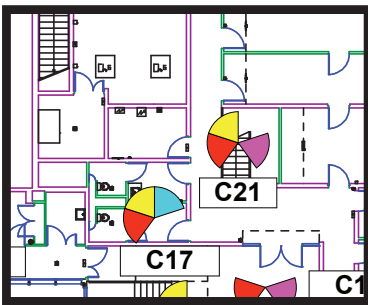
Les documents de mise à jour des diagnostics s'organisent sur la base du document d'origine d'Accès-métrie : en gardant la numérotation des points de non conformité, en présentant son diagnostic et ses préconisations d'origine afin de les confronter aux exigences en vigueur.

La mise à jour des diagnostics s'accompagne d'un jeu de plan de repérage des obstacles afin d'identifier la localisation des travaux à prévoir et de bien les séparer.

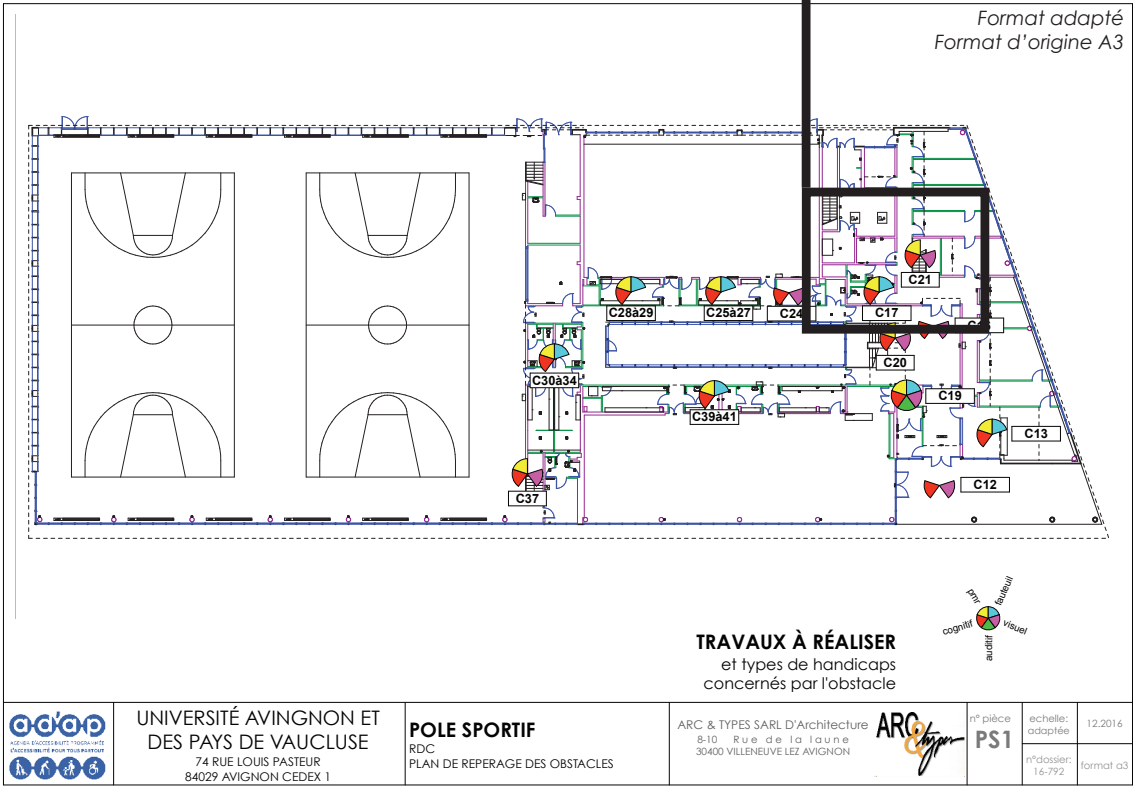
Exemple d'un point de non conformité dans le bâtiment du pôle sportif : C21



Quel handicap concerne l'obstacle ?
L'obstacle C21 concerne: la personne à mobilité réduite, le déficient mental, et la personne souffrant de troubles visuels.



Où ?
Plan de repérage par bâtiment et par niveau.
Le C21 concerne un escalier.



Obstacle décrit dans le documents de mise à jour du diagnostic du pôle sportif :
en deux sous obstacles : la signalétique et la ferronnerie

Identification de l'obstacle selon diagnostic Accessmètrie: N° C21.1

Mise à jour à prévoir :

OUI

~~NON~~

Nature de la non-conformité

Absence de bande podotactile d'éveil en haut des volées de marches
Contremarches non contrastées

L'assouplissement des règles d'accessibilités ne s'applique pas ici : les travaux sont à prévoir.

Préconisations du diagnostic original

Poser une bande d'éveil podotactile au sommet de chaque volée de marches

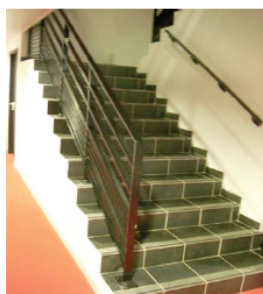
Peinture contrastée de la première et de la dernière contremarche de chaque volée

Préconisations de la maîtrise d'œuvre 2016

- Non modifiées

La préconisation du diagnostic d'origine énoncé ci-dessus reste inchangé.

Photo



Identification de l'obstacle selon diagnostic Accessmètrie:

N° C21.2

Mise à jour à prévoir :

OUI

~~NON~~

Nature de la non-conformité

Main courante trop courte en haut et en bas de l'escalier

Préconisations du diagnostic original

Prolonger la main courante actuelle pour qu'elle soit conforme (dépassant la première et la dernière marche d'une largeur de marche)

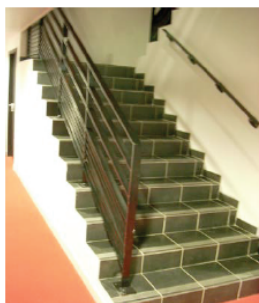
Préconisations de la maîtrise d'œuvre 2016

- Non modifiées

- **PROLONGER LA MAIN COURANTE + ASSURER LA CONTINUITÉ DE LA MAIN COURANTE**

Des préconisations supplémentaires sont apportées quand le diagnostic d'origine les ont oubliées.

Photo



Estimation financière globale

UNIVERSITE AVIGNON, ACCESSIBILITÉ SAINTE MARTHE SUD - POLE SPORTIF - IUT- AGROSCIENCE DECEMBRE 2016				
Variante				
	TAUX	MONTANT HT	TVA 20%	MONTANT TTCREMARQUES
A	Dépenses préalables	23 500 €	4 700 €	28 200 €
	Frais divers Publicité	5 000 €	1 000 €	6 000 €
	Diagnostics techniques	10 000 €	2 000 €	12 000 €
	Relevés de géomètre	3 500 €	700 €	4 200 €
	Etude de sol	2 000 €	400 €	2 400 €
	Huissiers / constats dive	3 000 €	600 €	3 600 €
B	Prestataires intellectuel	69 064 €	13 813 €	82 877 €
	Maîtrise d'o 13,0%	48 532 €	9 706 €	58 238 €
	OPC sur mo 1,5%	5 600 €	1 120 €	6 720 €
	Bureau de c 2,5%	9 333 €	1 867 €	11 200 €
	CSPS 1,5%	5 600 €	1 120 €	6 720 €
C	Travaux par sites	373 320 €	74 664 €	447 984 €
	Sainte marthe sud	150 790 €	30 158 €	180 948 €
	Pole sportif	55 280 €	11 056 €	66 336 €
	IUT	141 850 €	28 370 €	170 220 €
	Agroscience	25 400 €	5 080 €	30 480 €
	Diagnostics avant travaux ou démolitions à réaliser Etude géotechnique et sondage fondations existantes à réaliser			
D	Aléas et imprévus	37 332 €	7 466 €	44 798 €
	Tolérance p 5,0%	18 666 €	3 733 €	22 399 €
	Tolérance p 5,0%	18 666 €	3 733 €	22 399 €
E	Assurances	7 466 €	1 493 €	8 960 €
	Tout risque 0,5%	1 867 €	373 €	2 240 €
	Domage c 1,5%	5 600 €	1 120 €	6 720 €
F	Révision des prix	37 332 €	7 466 €	44 798 €
	Révision de: 5,0%	18 666 €	3 733 €	22 399 €
	Révision de: 5,0%	18 666 €	3 733 €	22 399 €
G	Total toutes dépenses c			657 618 €
	nc 0,0%	548 015 €	109 603 €	657 618 €
		TOTAL		657 618 €
Ratio : Toutes Dépenses Confondues/ Cout HT des Travaux		1,76		

Nota:

- La mise en accessibilité du CERI est incluse dans l'opération du Laboratoire de Mathématiques (CPER 2015-2020) participation de l'université: 200K €
- L'État a octroyé 200K € sur les crédits de mise en sécurité exercice 2017, pour la création des zones de refuges au bâtiment Sainte Marthe Nord

	DEPOT AD'AP de 2015		APRES REVISION DES NOUVELLES NORMES ACCESSIBILITE FIN 2016	
	Budget € TTC-TDC	Programmation	Budget € TTC-TDC	Programmation
Bâtiment NORD	672 000 €	2017 > 2018	200 000 €	2017
Bâtiment SUD	453 000 €	2018	265 623 €	2018
POLE SPORTIF	155 000 €	2021	97 377 €	2021
IUT, CERI, AGROSCIENCES	413 000 €	2019	294 618 €	2019
LMA / CERI	/	/	200 000 €	2017 > 2018
Sous Total Bâtiment Sud, pôle sportif, IUT & Agrosociences	1 021 000 €	2017 à 2021	657 618 €	<u>2018 à 2021</u>
Sous Total Bâtiment nord	672 000 €	2017	200 000 €	<u>2017</u>
Sous total LMA / CERI (CPER 2015 – 2020)	Inclus dans IUT/CERI/Agro	2019	200 000 €	<u>2017 à 2021</u>
Total sur l'ensemble des bâtiments	1 693 000 €	2017 à 2021	1 057 618 €	<u>2017 à 2021</u>
Différentiel			-635 382 €	

CONCLUSION : L'application des nouvelles normes, selon l'étude menée en 2016 devrait générer environ 635 000 € sur la période sous réserve que les 200 000 € suffisent pour créer les 23 zones refuges d'attente sécurisées du bâtiment nord.

9 NOS PARTENAIRES SUR LE TERRITOIRE

La MDPH 84 est un partenaire privilégié depuis de nombreuses années et une convention liant nos deux établissements a été rédigée en 2009. Il a paru essentiel d'actualiser cette convention au regard de l'état des lieux des Régimes Spéciaux d'Etudes à l'Université (RSE Handicap). Cette convention qui est présentée dans ce schéma directeur, a été adoptée par les deux conseils d'administration respectifs et devrait permettre d'entretenir les relations nécessaires et utiles pour le bon fonctionnement de nos établissements. Nous avons constaté que des mises en commun d'actions de sensibilisation pouvaient être rendues délicates par l'absence de règles générales immédiatement applicables.

Cette convention permet aussi de contribuer, comme avec l'ensemble des partenaires identifiés dans ce schéma directeur, à une meilleure insertion professionnelle de nos étudiants tout au long de leur formation.

LES PARTENAIRES ET LES DOSSIERS ASSOCIES	
Maison Départementale des Personnes Handicapées - MDPH 84-	<i>Convention signée</i>
FIPHFP PACA-Fonds pour l'Insertion des Personnes Handicapées dans la Fonction Publique	<i>Etude des dispositions favorables à l'Université d'Avignon</i>
Association « Différent... comme tout le monde »	<i>Rencontre avec M. le Préfet PARISOT de BAYARD</i>
Rectorat d'Aix-Marseille	<i>CoREEP (annexe 14)</i>
	<i>Convention Arpeje'h signée</i>
	<i>Projet de convention avec Thales</i>
	<i>Accompagnement des parcours des élèves en situation de handicap (annexe 17)</i>
Ministère de l'ESRI	<i>Intégration des personnes en situation de handicap (annexe 16)</i>
Aix Marseille Université	<i>Projet de Programme HUGo en formation d'ingénieurs (annexe 19)</i>
Direction Interministérielle de la Transformation publique	<i>Compte rendu de rencontre à Avignon, en mars 2018 (annexe 15)</i>

9-1 CONVENTION MDPH 84



Convention de partenariat

ENTRE

La Maison Départementale des Personnes Handicapées de Vaucluse
Représentée par son Président Monsieur Maurice CHABERT

ET

L'Université d'Avignon et des Pays de Vaucluse
représentée par son Président Monsieur Philippe ELLERKAMP

PREAMBULE

Les missions de la Maison Départementale des Personnes Handicapées (M.D.P.H.)

La loi du 11 février 2005, pour l'égalité des droits et des chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées, pose une exigence de proximité pour l'accès à l'information et aux droits en créant les M.D.P.H.

La M.D.P.H. a pour mission « d'offrir un accès unique aux droits et prestations des personnes handicapées ».

- Elle exerce une mission d'accueil, d'information, d'accompagnement et de conseil des personnes handicapées. A cet effet, elle organise des actions de coordination avec les autres dispositifs sanitaires et médico-sociaux concernant les personnes handicapées (art. 64 de la loi du 11 février 2005 – art. L.146-3 du code de l'action sociale et des familles – CASF).
- Elle organise le fonctionnement de l'équipe pluridisciplinaire chargée d'évaluer les besoins de compensation et de la Commission des Droits et de l'Autonomie des Personnes Handicapées (C.D.A.P.H.).
- Elle assure et/ou organise l'accompagnement nécessaire à la mise en œuvre des décisions de la commission.

Le rôle des établissements supérieurs en matière d'accueil d'étudiants handicapés

La loi du 11 février 2005 pour l'égalité des droits et des chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées introduit dans le code de l'éducation l'article L.123-4-1 prévoyant que « les établissements d'enseignement supérieur inscrivent les étudiants handicapés ou présentant un trouble de santé invalidant, dans le cadre des dispositions réglementant leur accès, au même titre que les autres étudiants et assurent leur formation en mettant en œuvre les aménagements nécessaires à leur situation dans l'organisation, le déroulement et l'accompagnement de leurs études. »

Cette mission s'intègre dans un dispositif national.

Celui-ci vise à faciliter la mise en œuvre, par établissement d'enseignement supérieur, de leur mission d'accueil des étudiants handicapés en combinant les éléments suivants :

- Un comité de pilotage national présidé par le délégué interministériel aux personnes handicapées, la Direction de l'enseignement supérieur et la D.G.A.S élaborent un cahier des charges des accompagnants des étudiants handicapés
- Un conventionnement de chaque établissement d'enseignement supérieur accueillant des étudiants handicapés avec des associations prestataires de service

- La délégation de crédits aux établissements de la part du ministère de l'Enseignement supérieur et de la C.N.S.A. (Caisse Nationale de Solidarité pour l'Autonomie).

Aussi, il a été convenu et arrêté ce qui suit :

Article 1 – Objet

La présente convention a pour objet de déterminer :

- Les modalités d'évaluation et les conditions de mise en œuvre des besoins de compensation des étudiants inscrits à l'Université d'Avignon et des Pays de Vaucluse et résidant en Vaucluse, de manière coordonnée
- Le partenariat mis en place pour faciliter l'accès aux droits, des étudiants
- La mise en commun des savoirs, savoir-faire & savoir-être de chacune des structures, afin d'améliorer les dispositifs de sensibilisation des publics et d'accueil des étudiants en situations de handicap

Article 2 – Modalités d'intervention

Pour chaque étudiant en situation de handicap :

1- L'Université d'Avignon et des Pays de Vaucluse est compétente pour déterminer le plan de compensation pédagogique. L'Université d'Avignon et des Pays de Vaucluse assumera la charge financière des frais de compensation pédagogiques (preneurs de notes, soutien pédagogique, secrétariat d'examen...) conformément à la réglementation et en fonction des crédits attribués par le ministère de l'Enseignement supérieur et la C.N.S.A. L'étudiant pourra bénéficier de toutes les compensations prévues, notamment dans le cadre de la Prestation de Compensation du Handicap (sous réserve de son éligibilité) et du Fonds départemental de Compensation du Handicap.

Le médecin Directeur du service de médecine préventive est le médecin référent pour la mise en place du plan de compensation pédagogique incluant, le cas échéant, temps majoré, aménagement d'études, secrétariat d'examen, preneur de notes....

2- Si d'autres compensations, autres que pédagogiques, s'avèrent nécessaires (aide au déplacement, aide à la vie quotidienne, logement adapté, etc...) l'équipe pluridisciplinaire de la M.D.P.H. procède aux évaluations correspondantes, **après qu'une demande de compensation a été déposée.**

Le plan personnalisé de compensation de l'étudiant est élaboré lors d'une Commission Technique Spécifique à laquelle participe le médecin Directeur du Service de médecine préventive ou son représentant et un représentant du relais handicap de l'Université.

Le plan personnalisé de compensation de l'étudiant, autre qu'une compensation pédagogique, est présenté à la Commission des Droits et de l'Autonomie des Personnes Handicapées (C.D.A.P.H.) pour décision. Un représentant de l'Université peut exposer à la C.D.A.P.H., le plan de compensation pédagogique au côté du référent de l'équipe pluridisciplinaire de la M.D.P.H.

Dans ce cas, l'arrêté du Président de l'Université validant les dispositifs pédagogiques mis en place est transmis à la M.D.P.H. pour information.

Cependant, la Maison Départementale des Personnes Handicapées de Vaucluse est compétente seulement pour les situations d'étudiants ayant acquis leur domicile de secours en Vaucluse et ayant déposé une demande de compensation.

Article 3 – Contenu des prestations

a- Des actions communes et ponctuelles sur la thématique du handicap à visée de sensibilisation du public étudiant et plus largement de tout public.

Ces actions pourront prendre différentes formes (colloque, conférence, atelier...) autour d'un projet commun d'une journée (ou une semaine) et une mise en commun des moyens. Ces temps de sensibilisation seront travaillés en amont par des réunions de travail régulières, au minimum deux fois par an.

b- Des temps d'analyses et de bilans.

Un programme sera établi dans le cadre de ce partenariat, avec les temps de sensibilisation et les rencontres relatives aux situations des étudiants en situation de handicap.

Article 4 – Bilan

Un bilan annuel sera établi :

- Par l'Université d'Avignon et des Pays de Vaucluse, pour des aides apportées au titre de frais de compensation pédagogique, du prêt de matériel, des aides spécifiques éventuellement ;
- Par la M.D.P.H., pour les aides décidées par la C.D.A.P.H. et le Fonds Départemental de Compensation du Handicap, à partir de la liste nominative des étudiants en situation de handicap transmise par l'Université d'Avignon et des Pays de Vaucluse.

Chaque partie établira également un bilan sur les actions communes et les temps d'analyses : le nombre des personnes sensibilisées aux sujets retenus permettra la réalisation d'un tableau récapitulatif et une planification d'événements communs sur des critères déterminés en commun.

Article 5 – Etude commune

Au-delà du traitement des situations individuelles, l'Université et la M.D.P.H. s'engagent conjointement à mettre en œuvre des mesures visant à faciliter l'accès aux droits des étudiants handicapés.

L'Université sera destinataire de l'ensemble des supports d'information élaborés par la M.D.P.H. : informations qui auront fait l'objet d'une validation par ses soins lorsqu'elles concerneront son domaine d'activité.

La M.D.P.H. sera destinataire de l'ensemble des informations permettant d'assurer l'accueil et l'orientation vers les services compétents des étudiants handicapés.

Dans ce cadre et selon les disponibilités respectives, chacune des institutions s'engage à participer aux réunions de travail et d'information organisées par l'autre signataire.

Article 6 – Durée

La présente convention prend effet à la date de sa signature pour une durée de 3 ans, rendant la précédente convention du 3 mars 2008 caduque.

Article 7 – Clause de résiliation

En cas de non-respect, par l'une ou l'autre des parties, des engagements respectifs inscrits dans la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'une ou l'autre partie, à l'expiration d'un délai de trois mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure et restée sans effet.

Article 8 – Règlement des litiges

En cas de litige pour l'application de la présente convention, les signataires décident de s'en remettre à la compétence exclusive du Tribunal Administratif de Nîmes.

Cette convention, qui ne donne pas lieu à des frais d'enregistrement, a été établie en 4 exemplaires.

Avignon, le 8.12.2017

Pour l'Université d'Avignon
et des Pays de Vaucluse,
Le Président

Philippe ELLERKAMP

Pour la Maison Départementale des
Personnes Handicapées de Vaucluse
Le Président

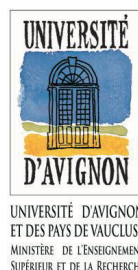
Maurice CHABERT

9-2 AVEC LE RECTORAT D'AIX-MARSEILLE ET L'AMU.

Les services du rectorat ont travaillé par conventions avec des entreprises et des associations d'entreprises, assurant une formation et des emplois adaptés à nos étudiants sur le territoire de recrutement. Par symbole nous nommerons ces deux conventions THALES –ATOUTS POUR TOUS & ARPEJEH.

Afin de traduire sans erreur ces deux conventions qui, en projet, lient l'UAPV au réseau des Rectorats d'Aix-Marseille de Nice, copies intégrales d'un élément explicatif (COPIL ou Projet de rédaction) sont introduites dans le cadre de notre feuille de route.

9-2-1 CONVENTION ARPEJE'H.



Comité de pilotage académique du lundi 3 octobre 2016

14h30 – 17h00

Rectorat d'Aix-Marseille – Salle Dévoluy
Place Lucien Paye
13100 Aix-en-Provence

Etaient présents :

- Anne MALLURET, inspectrice conseillère technique ASH auprès du recteur, Académie d'Aix-Marseille
- Laurent BENSOUSSAN, chargé de mission handicap, Aix-Marseille Université
- Abed STAALI, directeur du pôle insertion professionnelle, Aix-Marseille Université
- Olivier BRICHET DIT FRANCE, chargé de mission Handicap, Université d'Avignon et des pays de Vaucluse
- Hélène NEEL, SCUIO-IP, Maison de l'orientation et de l'insertion, Université d'Avignon et des pays de Vaucluse
- Servane CHAUVEL, déléguée générale adjointe, ARPEJEH
- Sarah ALBERT, chargée de mission, ARPEJEH

Ordre du jour :

- Précisions statistiques sur les actions menées : profil des bénéficiaires, cartographie des partenaires, etc.
- Perspectives d'actions en construction pour 2016-2017
- Etude d'un nouveau conventionnement
- Questions diverses

Introduction

Anne Malluret, inspectrice, conseillère technique ASH auprès du recteur, remercie les personnes présentes à ce comité de pilotage et explique ne pas avoir eu de retours quant à l'absence des autres invités. Elle rappelle dans quel cadre s'inscrit le partenariat entre les quatre signataires de la convention et annonce l'ordre du jour.

ENSEIGNEMENT SUPERIEUR

Servane Chauvel demande si les universités diffusent les actions ARPEJEH aux étudiants. Abed Staali répond que les actions sont diffusées mais qu'il n'y a pas de retour d'étudiants intéressés. Hélène Neel d'UAPV indique également que les actions sont diffusées aux étudiants mais qu'elle n'a pas de retour et ne sait pas s'ils se saisissent de ces opportunités.

AMU revient sur le fait qu'il n'y ait pas d'étudiants qui participent aux actions ARPEJEH. Abed Staali explique que les étudiants ont besoin d'actions individuelles (faire de l'individualisation). Il propose à ARPEJEH de travailler ensemble sur les cas complexes. Servane Chauvel explique qu'ARPEJEH ne peut pas accompagner que les cas les plus difficiles pour lesquels les services universitaires n'auraient pas de solution.

Servane Chauvel explique que sur les autres académies, notamment à Lyon et à Orléans-Tours, des Explorations des Métiers, des cellules ressources et des Ateliers de Préparation Professionnelle sont régulièrement organisés avec les universités et qu'il n'y a aucune difficulté de mobilisation ni du côté étudiant ni du côté du personnel de l'université.

Hélène Neel indique à ARPEJEH qu'un salon est organisé tous les ans dans les locaux d'UAPV et qu'il serait bien qu'ARPEJEH y soit pour se faire connaître. ARPEJEH s'y rendra avec plaisir et attend de recevoir les informations nécessaires. L'an passé, cela avait également été suggéré mais l'invitation n'était pas parvenue à ARPEJEH.

RESEAU D'ENTREPRISES / PROSPECTION

AMU questionne ARPEJEH sur son réseau d'entreprises. Servane Chauvel indique le nombre d'entreprises adhérentes à ce jour et rappelle comment l'association travaille avec elles. Les entreprises doivent adhérer et par conséquent payer une cotisation annuelle.

UAPV demande à ARPEJEH si l'association travaille avec la Compagnie Nationale du Rhône. ARPEJEH répond par la négative mais indique qu'ils prendront contact avec cette entreprise.

Olivier Brichet Dit France interroge ARPEJEH sur leur démarche de prospection auprès d'entreprises locales. Servane Chauvel rappelle qu'au moment de la signature de la convention en 2013, un certain nombre d'entreprises devaient adhérer, ce qui n'a jamais eu lieu. Depuis, l'association a acheté des fichiers entreprises auprès de la CCI pour prospecter. Madame Malluret a également permis un rapprochement avec les entreprises des ingénieurs pour l'école mais aucune adhésion n'a été concrétisée à ce jour. Elle ajoute que l'association est présente sur les différents salons de l'académie et notamment sur les salons de l'étudiant et de l'apprentissage à Avignon et à Marseille. Anne Malluret rajoute qu'ARPEJEH est présent sur les forums de l'orientation, de la formation et des métiers adaptés de l'ASH chaque année pour rester au plus près des jeunes, de leurs professeurs, des associations et organisations locales. ARPEJEH participe également à des réunions multi-entreprises auxquelles sont présents les responsables de missions handicap. Anne Malluret propose à ARPEJEH de les mettre en relation avec l'association Salut l'artiste, ce qui est déjà fait : Servane Chauvel a déjà rencontré Madame Maccioni.

Abed Staali interroge sur le ratio entreprises prospectées/entreprises adhérentes. Servane Chauvel répond qu'à l'inverse de l'Île-de-France où les entreprises viennent directement vers l'association pour adhérer, pour l'académie d'Aix-Marseille l'association a besoin d'un réseau local et du soutien des signataires de la convention. A ce jour, ce soutien n'est pas là et qu'en l'état, l'association a des difficultés pour continuer son développement en dehors de Marseille.

Alors que la volonté est que tous les jeunes aient des propositions similaires, cela est impossible aujourd'hui du fait d'entreprises principalement basées sur la région marseillaise.

Olivier Brichet Dit France questionne l'organisation de l'équipe ARPEJEH. Servane Chauvel explique que l'association est composée de 7 personnes. Les actions sont donc organisées en conséquence et un accompagnement très personnalisé comme cela est proposé dans les SCUIO ne peut pas être effectué par l'association, en particulier auprès des étudiants.

Olivier Brichet Dit France rappelle l'intérêt de comprendre les enjeux du partenariat à long terme. Anne Malluret complète en disant que les entreprises ne peuvent pas s'engager à court terme, c'est un travail sur le long terme qui commence dès la 3^{ème}. Elle rappelle que les chiffres montrent une forte déperdition de scolarisation des élèves en situation de handicap entre le lycée et l'université.

II – Plan d'actions pour 2016-2017 et renouvellement de la convention

AMU indique son souhait de travailler avec ARPEJEH sur l'accompagnement des étudiants mais souhaite formaliser les modalités de collaboration dans la nouvelle convention.

AMU et UAPV expliquent qu'ils ont besoin d'évaluation, d'indicateurs et de chiffres pour savoir si le partenariat est utile et pour l'évaluer. Un partenariat avec ARPEJEH est une opportunité pour eux mais celui-ci doit être formalisé de manière précise dans la nouvelle convention. Servane Chauvel les questionne sur le fait de tout écrire dans la nouvelle convention : cela fera-t-il évoluer positivement la difficulté de mobilisation des étudiants sur les actions et la manière de travailler ? UAPV répond qu'il faudra mettre en place un suivi et un cadre commun pour travailler ensemble.

Anne Malluret demande à ARPEJEH de fournir un compte rendu précis des activités sur l'année 2015-2016 en distinguant les élèves des étudiants, et dans les étudiants ceux qui viennent d'AMU et d'UAPV (cf. annexes).

Elle souhaite également mettre en place un groupe d'écriture pour travailler sur la nouvelle convention qui aura une durée de 3 ans.

AMU souhaite que la liste des actions soient écrites dans la nouvelle convention.

Anne Malluret propose qu'un article spécifique sur les étudiants apparaisse dans la convention.

UAPV souligne le fait qu'ARPEJEH doit s'approprier les besoins des étudiants.

AMU souligne le fait qu'ARPEJEH a un vrai rôle à jouer entre le secondaire et le supérieur avec un parcours de formation.

UAPV questionne le fonctionnement des actions côté élèves. Anne Malluret répond qu'il y a besoin d'élargir le réseau des établissements scolaires car il y a un problème de communication et de mobilisation, notamment pour l'ADM.

Servane Chauvel ajoute qu'il est dommage qu'Anne Malluret ne soit pas accompagnée d'autres représentants de l'Education Nationale et que les accompagnants des élèves ne soient pas présents à ce comité de pilotage pour évoquer les difficultés de mobilisation côté jeunes et pouvoir travailler cela ensemble. En effet, la majorité des actions ARPEJEH s'adresse aux jeunes et aujourd'hui l'objectif est de développer la participation des élèves et de leurs professeurs.

Anne Malluret demande à ARPEJEH pourquoi l'association ne souhaite pas être présente sur l'académie de Nice. Servane Chauvel rappelle les raisons pour lesquelles le Conseil d'Administration de l'association ne souhaite pas ouvrir la convention à l'académie de Nice dans l'immédiat :

- Le dispositif ARPEJEH n'est pas encore bien implanté dans tous les départements de l'académie d'Aix-Marseille actuels (Vaucluse, Hautes-Alpes et Alpes-de-Haute-Provence notamment).
- La mobilisation sur les actions reste difficile, même pour celles qui se déroulent dans l'agglomération marseillaise.
- Le dispositif, pour bien fonctionner, a besoin d'avoir des entreprises locales ou ayant leur siège sur l'académie. A ce jour, une seule entreprise membres ARPEJEH a son siège à Marseille (Digitick). Pour développer les actions de l'association, il convient de développer les possibilités d'accueil en local.
- ARPEJEH n'a pas les moyens humains de s'implanter dans deux nouveaux départements (une seule chargée de mission).

Anne Malluret indique qu'il serait plus facile à ARPEJEH de développer le partenariat sur Nice/Sophia Antipolis que sur le reste de la région.

Olivier Brichet Dit France interpelle ARPEJEH sur le fait de ne pas négliger la région Avignon/Orange.

Questions diverses

Les questions ont été évoquées tout au long des échanges précédents.

9-2-2 CONVENTION ATOUTS POUR TOUS - THALES



Convention de partenariat

**en vue d'une meilleure insertion
professionnelle des élèves et des
étudiants en situation de handicap**

La présente Convention régionale de partenariat est conclue entre *(liste provisoire à valider)* :

L'Académie d'Aix-Marseille

L'Académie de Nice

Les Etablissements d'enseignement supérieur et de recherche suivants :

Aix-Marseille Université (AMU)

L'université d'Avignon et des pays de Vaucluse (UAPV)

L'université Nice Sophia Antipolis

L'université de Toulon

Ecole centrale Marseille

La direction régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation et de l'emploi Provence Alpes Côte d'Azur (DIRECCTE)

La Délégation Régionale de l'Agefiph

La délégation régionale de l'Office National d'Information sur les Enseignements et les Professions (DRONISEP)

La direction régionale et interdépartementale de l'alimentation, de l'agriculture et la forêt (DRIAAF)

Le GIP-

Les entreprises, branches, filières et employeurs suivants :

- AIRBUS HELICOPTERS
- AMADEUS SAS
- ARKOPHARMA
- ATHOS
- BANQUE POPULAIRE DE LA COTE D'AZUR
- CAPGEMINI
- ERDF COTE D'AZUR
- GALDERMA
- KONE
- LYON DELL BASELL
- RTE
- SAP LABS
- STMICROELECTRONICS
- SCHNEIDER ELECTRIC
- THALES

Préambule

Cette convention formalise la création d'un cadre de référence et de travail partagé par tous les partenaires signataires. Elle repose sur des valeurs et principes de solidarité, de démocratie, de lutte contre les discriminations et d'égalité des chances.

Elle vise à mettre œuvre, à l'échelle de la région PACA, une politique coordonnée d'accompagnement des jeunes en situation de handicap, dans leurs études et dans leurs parcours de qualification et d'accès à l'emploi ; elle contribue également à prévenir et corriger les situations de décrochage et la situation de jeunes handicapés « sans solution ».

Elle permet d'assurer une collaboration étroite entre enseignement secondaire (milieu ordinaire et spécialisé), enseignement supérieur et entreprises. Les partenaires s'engagent à conduire une politique d'accompagnement globale pour favoriser l'insertion professionnelle fondée sur la mobilisation des moyens alloués par les entreprises.

La présente convention s'inscrit dans le cadre du Plan Régional d'Insertion des Travailleurs Handicapés (PRITH) piloté par la Commission Handicap du Comité Régional de l'Emploi, de la Formation et de l'Orientation Professionnelle (CREFOP). Elle n'a pas vocation à se substituer aux accompagnements ou dispositions de droit commun ou prévus dans la réglementation.

Cette convention a vocation à accueillir de nouveaux signataires, partenaires ou employeurs privés ou publics, partageant la finalité des objectifs poursuivis et désireux d'y apporter leurs contributions respectives. Après information des partenaires signataires et accord du comité de pilotage, un avenant sera signé par le nouvel entrant.

Article 1 : Objet

La présente « Convention régionale de partenariat » permet d'accompagner les élèves, étudiants ou apprentis, ainsi que les stagiaires de la formation continue, reconnus ou déclarés en situation de handicap par la commission des droits et de l'autonomie des personnes handicapées dans le but de :

- améliorer la qualification et l'accès à l'emploi en élaborant une politique d'accompagnement globale et anticipée,
- favoriser et soutenir la poursuite d'études par une information ciblée, des compléments d'accompagnement et de compensations matérielles et humaines afin qu'ils soient incités à se projeter dans leur cursus et à le mener à son terme,

Article 3 : Axes de partenariat

Les actions menées au titre de la présente convention, que ce soit au niveau régional ou local, le cas échéant, sous couvert des conventions spécifiques, devront s'inscrire autour des axes de partenariat suivants :

1. Information des jeunes handicapés
2. Accompagnement des jeunes handicapés
3. Insertion professionnelle des jeunes handicapés
4. Recherche et développement

3.1 : Information des jeunes handicapés

Les partenaires conviennent de renforcer la diffusion d'informations sur le handicap aux équipes éducatives, d'identifier les « jeunes handicapés » afin de :

- les informer des modalités d'accompagnement appropriées à leurs besoins,
- proposer une information large sur les perspectives qui leur sont offertes,
- concevoir et favoriser des rencontres entre écoles, lycées, collèges, établissements spécialisés, centres de formation des apprentis (CFA), établissements d'enseignement supérieur et entreprises.

3.2 : Accompagnement des jeunes handicapés

Les partenaires conviennent de coordonner leurs efforts afin de permettre d'optimiser l'accompagnement individuel de chaque « jeune handicapé », par exemple, en mettant en place un dispositif mutualisé permettant le financement d'aides techniques d'urgence (matériel informatique, transport...) et d'aides au travail personnel.

Les partenaires conviennent également de mutualiser leur savoir-faire dans l'accompagnement des « jeunes handicapés » et de travailler conjointement au transfert de savoir-faire. Un point d'attention particulier sera fait concernant certains types de handicaps dont l'accompagnement en milieu professionnel pourrait se révéler encore problématique.

3.3 : Insertion professionnelle des jeunes handicapés

Les partenaires conviennent d'optimiser et de coordonner leurs efforts pour permettre aux « jeunes handicapés » d'aborder dans les meilleures conditions leur insertion dans le monde professionnel. Ils intègrent dans leur démarche le fait que l'insertion professionnelle ne débute pas après l'obtention du diplôme mais doit se préparer tout au long du parcours de formation ou de qualification.

A ce titre, les partenaires conviennent :

- de développer une offre et une politique de stages (obligatoires ou optionnels) et de périodes de mise en situation en milieu professionnelle (PMSMP), adaptées aux « jeunes handicapés » et en conformité avec le cadre réglementaire du parcours avenir,
- d'organiser les échanges concernant la recherche et l'offre de stages, en France et à l'étranger, ainsi que de périodes de mise en situation en milieu professionnel (PMSMP),
- de favoriser pour les « jeunes handicapés » la formation en apprentissage en travaillant conjointement sur les formations et offres d'alternances dans des conditions adaptées,
- de contribuer à la mise en place de dispositifs d'accompagnement vers l'accès au premier emploi des jeunes en situation de handicap.

Article 4 : Modalités d'actions des partenaires

Afin de répondre aux axes de partenariat précédemment définis, chacun des partenaires sera conduit à organiser des actions spécifiques, dont entre autres :

Contribution aux axes par les académies d'Aix-Marseille et de Nice

- concevoir et favoriser les rencontres écoles-entreprises ;
- identifier et organiser, en fonction des contraintes des différentes filières, les diverses modalités de stages favorisant les rencontres et le suivi au sein des groupes industriels ou commerciaux ;
- proposer une information large aux élèves en situation de handicap et à leur famille, sur les perspectives qui leur sont offertes ;
- identifier les élèves en situation de handicap intéressés afin de leur proposer individuellement ou en groupes d'élèves des modalités d'accompagnement adaptées à leurs besoins. Ces modalités d'accompagnement pourront être de nature diverses : accompagnement à la scolarité, aides humaines, matériels adaptés.

Contribution aux axes par la délégation régionale de l'ONISEP PACA

- contribuer à la définition des besoins des jeunes concernés, de leur famille et des professionnels en matière d'information ;
- contribuer à la conception et à la réalisation de documents d'information sous format numérique et/ou papier ;
- contribuer à la diffusion des documents d'information réalisés.

Contribution aux axes par le GIP

- Le GIP est la structure qui collectera les fonds alloués par les entreprises permettant la mise en œuvre des actions citées ci-dessus, validées en comité de pilotage. Il participera et rapportera devant le comité de pilotage les actions par les structures financées : universités, établissements, DSDEN ou ONISEP.
- Les conditions de versement des subventions sont fixées annuellement dans des conventions attributives de subvention.
- Il pourra être alloué au GIP une subvention par les services de la DIRECCTE, ainsi qu'un contrat aidé de type « emploi d'avenir » ou autre, afin de favoriser le développement des emplois induits par les actions validées par le comité de pilotage.

Contribution aux axes par les universités

- définir et mettre en œuvre les divers dispositifs d'accompagnement et envisager le volet formation des « accompagnateurs » des élèves et des étudiants dans le cadre de leur étude ;
- inciter les étudiants à s'engager dans des actions d'accompagnement auprès d'élèves en situation de handicap ;
- offrir aux étudiants accompagnateurs une valorisation selon des modalités propres à chacune des universités et écoles ;
- faciliter l'accès à des stages dans les entreprises engagées dans la convention ;
- proposer des stages spécifiques en entreprises visant l'insertion professionnelle ;
- accompagner les étudiants en situation de handicap pour permettre la réussite de la formation et atteindre l'insertion professionnelle.

Contribution aux axes par la DIRECCTE

- accompagner la mise en œuvre des contrats en alternance, en associant les centres de formation en alternance (CFA) et les organismes de formations professionnelles habilités à accompagner les contrats de professionnalisation ;
- favoriser l'accès de jeunes en situation de handicap sur les mesures prioritaires pour l'emploi (contrats de génération, contrats uniques d'insertion...) ;
- assurer le suivi des entreprises dans le cadre de leur obligation d'emploi des travailleurs handicapés avec ou sans accord pour travailleurs handicapés ;
- accompagner et suivre les jeunes dans le cadre des missions du service public de l'emploi.

Contribution aux axes par les entreprises

- identifier l'offre d'emploi disponible pour les jeunes en situation de handicap et la nature des postes proposés ;
- proposer des rencontres avec les établissements scolaires ;
- proposer des périodes de formation ou des stages dans des conditions adaptées en milieu professionnel, le plus tôt possible dans le cursus de formation répondant aux exigences du cursus de l'enseignement suivi ;
- proposer des contrats de travail dans le cadre de formations en alternance et dans des conditions adaptées ;
- participer à l'organisation et au suivi du dispositif ;
- participer au financement, dans la limite des budgets alloués, des actions engagées d'un commun accord auprès des élèves et étudiants en situation de handicap ;
- participer à la valorisation professionnelle des parcours des étudiants accompagnateurs ;
- favoriser l'utilisation des sites de l'académie, des universités et des entreprises.

Article 6 : Modalités d'accompagnement des jeunes handicapés

Des chargés de mission d'insertion professionnelle mis à disposition par les rectorats assureront la coordination inter-académique du dispositif d'accompagnement et interviendront pour stabiliser des processus et des modes de coopération efficaces entre les établissements d'enseignement (établissements secondaires de l'Éducation nationale ou de l'enseignement agricole, CFA, établissements d'Enseignement Supérieur), les acteurs du service public de l'emploi (Pôle emploi, Cap emploi, Mission locale), les entreprises, les acteurs de l'insertion (structures de l'insertion par l'activité économique, entreprises adaptées, ESAT...) et les établissements et services médico-sociaux.

Les chargés de mission « handicap » des universités et des établissements d'enseignement supérieur détermineront les modalités pertinentes de mise en réseau de leurs expertises respectives afin de proposer aux étudiants handicapés les solutions les plus favorables en matière d'accompagnement.

9-2-3 CoREEP (Annexe 14)



RÉGION ACADÉMIQUE
PROVENCE-ALPES-CÔTE D'AZUR

MINISTÈRE
DE L'ÉDUCATION NATIONALE
MINISTÈRE
DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR,
DE LA RECHERCHE
ET DE L'INNOVATION

Aix-en-Provence, le 26 septembre 2017

Conseil de région académique pour les élèves et les étudiants à besoins éducatifs particuliers (CoREEP)

Dossier suivi par :

Anne Malluret
Conseillère technique
régionale ASH
Tél : 04 42 91 72 50
Fax : 04 42 91 70 06
anne.malluret
@ac-aix-marseille.fr

Service pour les
affaires régionales
(SAR)
Pascal Benoit
Tél : 04 42 91 71 47
ce.sar@ac-aix-
marseille.fr

Rectorat d'Aix-
Marseille
Place Lucien Paye
13621 Aix-en-
Provence cedex 1

Le 20 septembre 2017, lycée Janetti, Saint-Maximin-La Sainte Baume.

Ordre du jour :

- Construire l'Ecole inclusive au sein de la région académique : le CoREEP
Bernard BEIGNIER, Recteur de la région académique PACA
- Des priorités pour les élèves à besoins éducatifs particuliers
Anne MALLURET, Conseillère technique ASH
- FOCUS autour de 4 actions : CAPPEI, RAPR, partenariat ARS, et PAP
Anne MALLURET, Conseillère technique ASH
- Présentation de 2 dispositifs régionaux
- CASNAV : *Patrice GROS, IA-DAASEN*
- Cellule inter-académique EIP : *Corinne TRAN, IA-IPR*

Ouverture de la séance à 16h.

- **Construire l'école inclusive au sein de la région académique : le conseil
de région académique pour les élèves et les étudiants à besoins
éducatifs particuliers (CoREEP)**
Bernard BEIGNIER, Recteur de la région académique PACA

Depuis la mise en place de la région académique Provence-Alpes-Côte d'Azur, la création de nombreuses instances régionales s'inscrit dans le cadre d'ambitions stratégiques communes aux académies d'Aix-Marseille et de Nice pour définir, en lien avec les partenaires régionaux, une politique cohérente à l'échelle de la région académique.

C'est la raison pour laquelle, suite à la mise en place d'une conseillère technique régionale pour la scolarisation des élèves à besoins éducatifs particuliers, le CoREEP est une instance de coordination des politiques académiques et départementales dans le cadre des partenariats de la région académique Provence-Alpes-Côte d'Azur avec ses partenaires institutionnels.

Avec 21 130 élèves scolarisés avec un PPS dans la région académique PACA, les missions du CoREEP sont étroitement liées avec les enjeux de la mission de région académique pour la scolarisation des élèves à besoins éducatifs particuliers (MiRAEP).

	Aix-Marseille	Nice	Région
2013-2014	11 120	6 000	17 720
2015-2016	13 530	7 600	21 130

Les objectifs fixés pour la MiRAEP accordent une priorité à l'accessibilité de l'école afin de :

- garantir la continuité des parcours, favoriser la formation et l'insertion professionnelle des jeunes en situation de handicap ;
- renforcer la formation initiale et continue des personnels de l'Education nationale en coopération avec l'ESPE ;
- œuvrer collectivement en faveur de tous les élèves du territoire en consolidant les partenariats (ARS, Conseil régional, etc...).

Au service d'une école inclusive, différents pôles de ressources ont été créés :

- le pôle régional des IEN-ASH ;
- les groupes thématiques régionaux pluri-catégoriels qui concernent par exemple l'évaluation des élèves en situation de handicap, la scolarisation des élèves avec autisme, les pôles de scolarisation des élèves sourds, les parcours des élèves en ULIS dans le 2nd degré et le fonctionnement des dispositifs, l'accompagnement des élèves en situation de handicap (AVS) ;
- la mise en place des inspecteurs référents pour chaque collège d'inspecteurs.

Par ailleurs, des dispositifs sont mis en place pour construire des parcours de formation sécurisés pour favoriser l'accès à l'enseignement supérieur et à l'insertion professionnelle :

- la mise en œuvre des PAP, les attestations de compétences professionnelles, l'application de suivi des projets personnalisés de scolarisation (GANESH) ;
- le suivi renforcé des lycéens, les fiches de liaison avec le supérieur, les projets de tutorat ;
- la convention « atout pour tous », la voie de l'apprentissage, la plateforme d'accompagnement pour la formation et l'insertion professionnelle (PAFIP).

Pour la mise en œuvre de ces dispositifs au sein des classes, la feuille de route de la mission de région académique inclut le développement des compétences des personnels de l'Education nationale par le biais de la formation initiale et continue notamment avec le concours des ESPE.

➤ **FOCUS autour de 4 actions : CAPPEI, RAPR, partenariat ARS, PAP**
Anne MALLURET, Conseillère technique ASH

Le certificat d'aptitude professionnelle aux pratiques de l'éducation inclusive (CAPPEI), mis en œuvre à la rentrée 2017, est une certification unique et commune pour le premier et le second degré qui se substitue au 2 CA-SH et au CAPA-SH.

La formation des candidats à la certification, sous la forme de modules accessibles en formation continue, se décline sur une durée totale de 300h sur l'année précédant l'examen. L'examen englobe une séance pédagogique, un dossier portant sur la pratique professionnelle et un témoignage du rôle de la personne-ressource.

Le réseau académique des professeurs-ressources (RAPR)

Ces professeurs assurent un rôle d'accompagnement au sein d'un réseau d'établissements en apportant de manière réactive leur expertise. A cet égard, ces professeurs :

- contribuent à la mise en œuvre d'une communauté d'apprentissage au sein des établissements ;
- développent la mutualisation des pratiques ;
- accompagnent les équipes pédagogiques sous forme de conseils, d'aide méthodologique et pédagogique dans la mise en œuvre des PPS et des PAP (adaptations et aménagements pédagogiques).

Une fiche de liaison/navette assure le suivi des demandes des enseignants et de l'équipe éducative via le chef d'établissement. Ces demandes sont traitées par le coordonnateur du RAPR à destination des professeurs ressources ou de l'ESPE.

Le partenariat avec l'ARS

Ce partenariat définit une orientation et des priorités communes formalisées par une convention sur les volets de la prévention de la santé et du médico-social.

Promotion de la santé et la prévention :

- définition d'un programme régional d'actions pour la promotion de la santé et la prévention ;
- inscription des travaux dans le cadre du parcours éducatif en santé pour la région académique et du projet régional santé pour l'ARS ;
- concertation sur des propositions d'études et d'expertises épidémiologiques, projets expérimentaux sur la santé des jeunes scolarisés.

Construction de l'école inclusive :

- démarche commune de conventionnement des unités d'enseignement ;
- soutien à la coopération entre les établissements scolaires et les établissements médico-sociaux, les services médico-sociaux ou de santé ;
- développement de formations conjointes, interprofessionnelles ou intersectorielles ;
- promotion des pratiques et méthodes d'organisation innovantes, notamment celles s'appuyant sur les ressources numériques.

Sur la base du décret du 2 avril 2009, un travail avec les DSDEN va permettre l'élaboration de nouveaux documents types qui accompagneront la nouvelle convention. Un travail important a déjà été accompli (projets pédagogiques) pour constituer les unités d'enseignement.

La plan d'accompagnement personnalisé

Ce dispositif concerne les élèves scolarisés dans le premier et le second degré présentant des difficultés scolaires durables en raison d'un trouble des apprentissages.

Le formulaire de demande ainsi que le livret d'adaptations et d'aménagements, qui peut être complété en format PDF, sont disponibles sur le site académique des EBEP à l'adresse : http://www.pedagogie.ac-aix-marseille.fr/jcms/c_10359691/fr/modalites-du-pap

➤ **Le pilotage régional des centres académiques pour la scolarisation des élèves allophones nouvellement arrivés et des enfants issus de familles itinérantes et de voyageurs (CASNAV).**

Patrice GROS, IA-DAASEN

Une organisation à l'échelle de la région académique s'est mise en place depuis le 16 novembre 2016 incluant le comité régional académique, les DSDEN et le groupe opérationnel. Ce groupe se réunit périodiquement pour fixer les actions dans le cadre :

- de l'expertise pédagogique des formateurs ;
- de la mutualisation des pratiques de formateurs ;
- du partage des outils à destination des enseignants et des élèves ;
- de la mise en commun des modules de formation élaborés sur chacun des territoires ;
- de la construction des ingénieries de formation permettant de gagner en efficacité pédagogique auprès des enseignants assurant un service en classe ordinaire ou en unités pédagogiques pour les élèves allophones arrivants (UPE2A).

➤ **la cellule inter-académique des élèves intellectuellement précoces (EIP)**

Corinne TRAN, IA-IPR

Constat : environ 200 EIP sont accompagnés dont 90 % sur l'académie d'Aix-Marseille.

La cellule inter-académique a mis en place une organisation qui assure le maillage entre :

- une référente unique pour la région académique ;
- des référents départementaux ;
- des référents en appui sur le 2nd degré ;
- un groupe de pilotage inter-catégoriel (PERDIR/ Inspecteurs/ enseignants) ;
- un groupe de formateurs académiques (enseignants 1^{er} et 2nd degré) ;
- une chargée de mission pour l'accompagnement pédagogique en établissement.

Dans l'académie d'Aix-Marseille, six formations d'établissement ont permis :

- une sensibilisation sur la précocité et une présentation d'outils pédagogiques ;
- un approfondissement sur les outils pédagogiques.

La cellule a pour objectif d'étendre ces formations dans l'académie de Nice et de mettre en place un réseau de personnes ressources pour accompagner la mise en œuvre des outils pédagogiques.

La procédure d'accompagnement des EIP est déclinée comme suit :

- envoi du formulaire par la famille via le site EIP ;
- prise de contact avec l'établissement, l'inspecteur ou les services du rectorat (si besoin) ;
- mise en place de solutions personnalisées.

Le repérage des EIP peut être réalisé par les enseignants spécialisés et les psychologues scolaires.

Madame Fetnan, chef du service académique de l'information et de l'orientation dans l'académie de Nice précise la création pour la rentrée 2017 du nouveau corps unique des psychologues scolaires. Les missions de ces personnels englobent le champ de l'inclusion scolaire et la prise en compte des parcours de tous les élèves.

Monsieur le Recteur Beignier rappelle les points abordés durant la rencontre régionale avec les MDPH qui a été organisée en prélude à la réunion du CoREEP.

Il encourage le développement des échanges entre les membres du CoREEP et les services de l'Education nationale.

Il souligne une augmentation inquiétante des budgets académiques dédiés à la politique d'inclusion scolaire. A cet égard, en lien avec le travail des MDPH, des axes de progrès pourraient être envisagés en optimisant l'utilisation des ressources déployées.

L'augmentation des demandes d'aide à la scolarisation des élèves à besoins éducatifs particuliers implique un vivier important d'AVS dont le recrutement, la gestion et la formation sont des axes prioritaires de cette politique d'inclusion.

Par ailleurs, la scolarisation des élèves à besoins éducatifs particuliers doit considérer l'ensemble du parcours scolaire de l'école primaire jusqu'à une certification en mesure de permettre une insertion dans la vie active.

Fin de la séance à 18h.

Le recteur de la région académique
Provence-Alpes-Côte d'Azur,
Recteur de l'académie d'Aix-Marseille,
Chancelier des universités

Bernard BEIGNIER



10-1 FIPHFP.

Une des questions de cette feuille de route, au regard des emplois de l'UAPV (cf. note de service ministérielle, Enseignement supérieur n°2017-0024 relative au handicap) est de s'interroger sur l'intérêt de signer une convention avec le FIPHFP.

Nous avons rencontré M. Ludovic MERCIER, délégué territorial Handicap du FIPHFP. Dans un premier temps, il nous accompagnera en 2017-2018 lors de la rédaction de nos projets concernant l'emploi adapté et la définition des profils de poste. Puis dans un second temps, si l'UAPV en ressent le besoin il sera envisagé de passer une convention ; cette action sera à planifier dans la dernière partie du présent schéma directeur.

Par ailleurs, M. MERCIER est expert au Conseil National du Handicap créé en 2013 dont l'objectif principal est « de sensibiliser, informer, proposer » de manière à améliorer la situation des personnes handicapées et de leur faciliter l'accès à tous les domaines de la vie. Un des objectifs du CNH n'est pas d'augmenter la contribution mais d'augmenter le nombre de contributeurs.

Les propositions du CNH se déclinent en 2 axes :

Axe 1. Evolution des principes.

1. Une évolution du principe actuel de « sanction » vers un principe de type assurantiel considérant que toute personne en activité peut être confrontée au handicap quelle qu'en soit la cause.
2. Dans ce contexte, chaque personne en activité peut bénéficier des dispositifs de compensation du handicap, et toute activité professionnelle contribue, même modestement.
3. Une adaptation du taux d'emploi en fonction du secteur d'activité ou de fonction publique.

Axe 2. L'architecture du nouveau modèle.

1. Une contribution fixe universelle basée en pourcentage de la masse salariale
2. Une contribution variable basée sur :
 - a. Le nombre d'ETP manquants par rapport au taux d'emploi fixé,
 - b. Un bonus résultant de la sous-traitance
 - c. Un bonus/malus résultant du nombre de recrutements.

10-2 HANDI-PACTE PACA, DE QUOI S'AGIT-IL ?

Une action collective concertée des trois fonctions publiques en PACA pour l'emploi et le maintien dans l'emploi des personnes handicapées

Pour accroître son soutien aux employeurs des trois fonctions publiques, le Fonds pour l'Insertion des Personnes Handicapées dans la Fonction Publique (FIPHFP) a décidé de doter, pour une durée de trois ans (2014-2016), chaque région d'un outil d'animation et de développement des partenariats régionaux au service d'une politique publique pour l'insertion professionnelle et le maintien dans l'emploi des personnes handicapées.

Un comité de pilotage de ce dispositif comprenant un représentant du Directeur du FI-

PHFP, un représentant du Directeur régional de la Direccte ainsi que le Directeur et le conseiller action sociale et environnement professionnel de la plate-forme régionale d'appui interministériel à la gestion des ressources humaines, placée auprès du SGAR (Secrétaire Général pour les Affaires Régionales), est présidé par le Préfet de région.

11 DIFFERENT ...COMME TOUT LE MONDE



Jean-Christophe PARISOT, préfet en mission de service public oeuvrant contre l'exclusion, est à l'initiative de l'action Différent comme tout le monde, qui se concrétisera en février 2014 par l'accueil d'élèves de classes de cinquième au domaine de Grammont à Montpellier (du 4 au 20 février) et dans la salle des Costières à Nîmes (du 10 au 14 février). Au total, 55 collèges du Languedoc-Roussillon se sont inscrits pour participer à cet événement solidaire, soit un quart des collèges de la région.

A ce jour, 2 712 collégiens figurent sur la liste des participants. « Le principe est simple, explique le préfet PARISOT. En cette période pessimiste et morose, nous avons souhaité créer un projet citoyen de sensibilisation au handicap qui génère l'enthousiasme de la population. La jeunesse a envie de s'engager ; c'est par elle que changera le regard porté sur le handicap. Cette action n'a rien de larmoyant. Elle vise à montrer comment on peut vivre au quotidien avec un handicap.

Naître avec un handicap, ce n'est pas grave, si la société nous donne les moyens de mieux vivre ensemble. La France a besoin de personnes qui croient que la citoyenneté et le vivre ensemble sont notre avenir. Concrètement, cette action apolitique offrira divers espaces de découverte aux collégiens, qui auront préalablement mené une réflexion sur le handicap avec leurs enseignants.

Il est le premier préfet handicapé de France. Jean-Christophe Parisot de Bayard est un homme engagé.

Peu de préfets en France sont autant que lui concernés par la question des inégalités. Jean-Christophe Parisot de Bayard est préfet en mission de service public dans le domaine de l'exclusion. Préfet et handicapé. Atteint d'une forme de myopathie, l'alpha-sarcoglycanopathie, il combat chaque jour une maladie évolutive qui lui fait perdre progressivement l'usage de ses muscles. Un jour, sa grand-mère lui a dit : «Ce qui compte ce n'est pas le nombre des années que l'on vit mais ce que l'on en fait.»

« Un quémandeur d'allocations »

Encore aujourd'hui, son chemin s'avère semé d'embûches. Lorsqu'il vise le rétroviseur, Jean-Christophe Parisot est formel : *« Le plus dur, c'est de convaincre les autres que le handicap n'est pas un frein, mais un moteur. On me voit souvent comme un quémandeur d'allocations, pas comme quelqu'un qui assume des responsabilités et qui commande des gens »*. Au fil des années, les exemples s'accumulent. A la faculté où il donne des cours, *« Quand j'entre dans l'amphithéâtre, tout est très accessible, sauf l'accès au siège de professeur. Je suis obligé de donner mes cours sur un siège d'étudiant... Dans les réunions, parfois quand on me voit arriver, on demande où est le préfet... »* Les mentalités évoluent, mais par petits pas. La suspicion est toujours là, tapie dans l'ombre. *« Est-ce que j'ai vraiment les compétences ou est-ce un coup de communication ? »*.

L'Université d'Avignon souhaite rencontrer M. le Préfet et poursuivre l'accueil de l'association qu'il parraine. Un premier accueil a eu lieu au printemps 2017 et a permis à quelques collégiens du Vaucluse, de participer à ces journées handicitoyennes.

Notre engagement pourra se réaliser autour de la sensibilisation de nos étudiants sous des formes tout aussi ludiques que pour les collégiens. Nous proposerons aussi des conférences inscrites dans un cycle de formation en licence, par le biais de la création d'une UEO Handicitoyenne « Différent comme tout le monde », proposée dans le cadre du guide de l'accompagnement de l'étudiant handicapé à l'Université (CPU 2012- page 79).

12 LES BUDGETS.

L'évolution des budgets ne correspond pas à l'évolution des besoins de prise en charge et d'accompagnement qui ont doublé en moins de 10 ans, au sein des universités. Malgré l'engagement de l'université, il devient de plus en plus complexe de répondre aux demandes : des arbitrages s'opèrent et les investissements devraient être réduits pour apporter au fonctionnement ainsi qu'à la masse salariale, les éléments probants d'une politique engagée.

Budget 2018

Recettes : 31 620 euros
1-Ministère : 15 000 euros
2-Université : 16 620 euros

Dépenses prévisionnelles :
Masse de personnels : 15000 euros
Fonctionnement : 9620 euros
Investissement : 7000 euros

Budget 2017 (pour information)

Recettes: 35 000 euros dont Ministère 15 000 euros & Université 20 000 euros

Dépenses :
Masse personnel : 15000 euros
Fonctionnement : 7000 euros
Investissement : 13000 euros

13 APPEL À PROJETS.

Extraits de « CAPACITE »

A partir du travail mené par Monsieur le vice président du CFVU de l'Université d'Avignon et d'un groupe de rédacteurs, le projet de nouvelles licences doit être compris et analysé afin de mieux accompagner les publics en RSE Handicap.

Nous avons choisi, en cette période charnière essentielle, de retenir quelques notes du projet dans lequel le travail du Relais handicap doit s'inscrire. Ce sont ces notes que nous vous communiquons en annexe.

Nous apprécierons tout particulièrement que certains accompagnements et aménagements d'étude pour nos étudiants handicapés soient repris dans ce travail , élargissant par ailleurs le dispositif aux étudiants dont le décrochage important peut et doit être traité par de meilleures conditions d'orientation et de choix de formations.

Nous n'innovons pas assez alors que nous en avons l'obligation. L'étudiant ne souhaitait pas abandonner ses études mais ses études présentaient de réelles contraintes que l'individualisation des cas ne pouvait traiter qu'en partie.

**APPEL A PROJETS
NOUVEAUX CURSUS A
L'UNIVERSITE
2018**

Acronyme du projet

CAPACITÉ

DOCUMENT DE PRESENTATION

Acronyme du projet	CAPACITÉ
Titre du projet	Cursus Adapté au Projet d'Avenir, aux Centres d'Intérêts et à la personnalité de l'Étudiant
Project title in English	Degree programme tailored to the student's personality, fields of interest and future goals
Responsable du projet	Nom, Prénom : POLIDORI, Ange Qualité : Professeur, vice-président Commission Formation et Vie Universitaire Etablissement : Université d'Avignon
Aide demandée	8,8 M€ TVA non récupérable incluse
Effectifs concernés	Effectifs année 1 : 2 500 / année 5 : 3 700 / année 10 : 5 000
Établissement coordinateur	Nom de l'établissement : Université d'Avignon et des pays de Vaucluse
	Ce projet est-il conçu au sein d'une IDEX / I-SITE ? <input type="checkbox"/> Oui Acronyme de l'IDEX / I-SITE :

Liste des autres projets PIA auxquels ce projet est lié (notamment IDEFI, IDEFI-N, DUNE, DISRUPT'CAMPUS, LABEX,...)

Acronyme des projets	Type de projet (IDEFI, etc.)
FLEX'HYBRID Partenaire FIGURE	AMI 2017 Transformation pédagogique et numérique 5 CMI labellisés, 1 en cours, 1 en projet

Liste des établissements partenaires

Autres	Statut
Rectorat Aix-Marseille	réseau des lycées du Vaucluse
CMQ 3A	réseau des établissements de formation et des organisations professionnelles de l'alimentation
CMQ développement culturel	réseau des établissements de formation et des organisations professionnelles de la culture

**APPEL A PROJETS
NOUVEAUX CURSUS A
L'UNIVERSITE
2018**

Acronyme du projet

CAPACITÉ

DOCUMENT DE PRESENTATION

SOMMAIRE

1. RÉSUMÉ non confidentiel	3
2. DESCRIPTION DU PROJET : CARACTERE INNOVANT ET STRUCTURANT	4
2.1 Présentation du contexte	4
2.2 Description du projet	6
2.3 Présentation du/des public(s) cible(s)	17
2.4 Liens avec le monde socio-économique	18
2.5 Contribution du projet à l'attractivité européenne et internationale	19
3. MESURE DE L'IMPACT	20
4. DIFFUSION DES RESULTATS ET ESSAIMAGE DES PROJETS	22
4.1 Essaimage	22
4.2 Diffusion des résultats	23
5. ORGANISATION ET PILOTAGE DU PROJET	23
5.1 Consortium	23
5.2 Pilotage du projet	24
6. FINANCEMENT DU PROJET	29
6.1 Justification des dépenses	29
6.2 Plan de financement	30
6.3 Prise en charge du coût du projet à l'issue de la période financée	30

LISTE DES ACRONYMES

UAPV - Université d'Avignon et des Pays de Vaucluse
CMQ - Campus des Métiers et des Qualifications
UEO - Unité d'Enseignement d'Ouverture
MOI - Maison de l'Orientation et de l'Insertion
CMI - Cours Master Ingénierie
SAIO - Service Académique d'Information et d'Orientat
ECTS - European Credit Transfer Scale
UE - Unité d'Enseignement
APEC - Association Pour l'Emploi des Cadres

SFTLV - Service de Formation Tout au Long de la Vie
PÉPITE - Pôle Étudiant pour l'Innovation, le Transfert et l'Entrepreneuriat
DAGAP - Direction des Affaires Générales et de l'Aide au Pilotage
TICE - Technologie de l'Information et de la Communication pour l'Enseignement
MAPUI - Mission d'Appui à la Pédagogie Universitaire Innovante
SASIE - Service d'Aide au Suivi Individualisé des Etudiants

QCM - Questionnaire à choix multiples
SI - Système d'Information
INRA - Institut National de la Recherche Agronomique
CRITT - Centre régional d'innovation et de transfert de technologie
SFR - Structure Fédérative de Recherche

**APPEL A PROJETS
NOUVEAUX CURSUS A
L'UNIVERSITE
2018**

Acronyme du projet

CAPACITÉ

DOCUMENT DE PRESENTATION

1. RÉSUMÉ NON CONFIDENTIEL

Le projet CAPACITÉ proposé par l'Université d'Avignon et des pays de Vaucluse (UAPV) mise sur les atouts de la taille humaine de l'établissement et propose une architecture de la licence renouvelée dans un cadre institutionnel transformé. Il vise à améliorer les taux de réussite en faisant évoluer le cadre des licences et en adaptant le parcours de l'étudiant à son projet professionnel ou académique et à l'évolution constante de ses capacités personnelles. Il s'agit donc de réussir la prise en charge d'un public fortement hétérogène en actionnant trois leviers de changement majeurs :

- une **liaison resserrée entre l'université et les autres formations post-bac du territoire** pour assurer l'information, l'orientation et l'accompagnement à la réussite des étudiants. Il coordonnera l'information et l'orientation au sein du réseau des lycées partenaires et des autres établissements constituant les deux campus des métiers et des qualifications portés par l'UAPV.

- **quatre types de parcours individualisés**, du parcours mono-disciplinaire classique au parcours professionnel en passant par des parcours pluri-disciplinaires et des parcours tournés vers l'entrepreneuriat. Leur mise en œuvre sera facilitée par des moyens numériques ambitieux de mise à distance des enseignements qui permettront leur ouverture vers les publics de la FTLV.

- des **actions d'accompagnement renforcées et ciblées** pour tous les publics à l'arrivée en licence avec la mise en place d'un contrat pédagogique individualisé adapté au projet et au profil de chaque étudiant. Il proposera aux étudiants en difficulté une L1 adaptée en 2 ans, ALLURE (Accompagnement à La Licence Universitaire et à la Réussite Etudiante), ou une propédeutique.

2. DESCRIPTION DU PROJET : CARACTERE INNOVANT ET STRUCTURANT

2.1 PRESENTATION DU CONTEXTE

La **taille humaine** de l'UAPV (276 enseignants et enseignants-chercheurs titulaires, 230 personnels techniques et administratifs) est idéale pour mener à bien un projet qui vise à assurer un suivi individualisé des étudiants tout au long de leur parcours de formation. Elle permettra une **mobilisation et une réorganisation rapide de ses équipes pédagogiques, administratives et techniques** au service de ses 7 500 étudiants, dont 13 % d'étudiants étrangers, autour du projet CAPACITÉ. Cet effectif est réparti entre **deux campus spécialisés** en sciences d'une part, en lettres, langues et sciences sociales d'autre part. Ces deux campus ne sont éloignés l'un de l'autre que d'une dizaine de kilomètres. Le territoire économique vauclusien, dans lequel l'UAPV est particulièrement bien ancrée, est dominé par l'industrie agro-alimentaire, le tourisme et la culture. Le **label French Tech Culture** couronne l'émergence d'un secteur d'économie créative fort de 5 000 emplois. Ce contexte a conduit l'UAPV à mener une politique de spécialisation de sa recherche et de sa formation autour de deux axes identitaires : « **Agro&Sciences** » et « **Culture, Patrimoines, Sociétés numériques** ». La population du Vaucluse souffre d'une pauvreté (niveau de salaire inférieur de 6 % à la moyenne nationale, 12,3 % de chômage contre 9,7 % au niveau national) et d'un manque de qualification supérieurs à la moyenne nationale (25,4 % de la population titulaire d'un diplôme de l'enseignement supérieur contre 33,5 % au plan national), si bien que l'UAPV accueille en 1^{ère} année de licence plus de 50 % de boursiers. Ces étudiants n'ont pas les moyens d'aller étudier dans une université plus lointaine. De plus 12 % des inscrits en L1 ont un baccalauréat professionnel (contre 9,1 % nationalement) et 18 % ont un baccalauréat technologique (contre 15,4 % nationalement). Ces chiffres éclairent les faibles taux de réussite en L1 (34 % vs 40 % au niveau national) et les taux d'abandon supérieurs à 30 % enregistrés au cours du 1^{er} semestre de la L1. Face à **l'hétérogénéité importante de ses publics**, l'UAPV mise sur plusieurs atouts :

1°) Son offre de formation de 1^{er} cycle comprend 15 mentions de licences générales et 13 licences professionnelles. 100 % de ses maquettes de licence sont déjà structurées selon un modèle unique intégrant un bloc d'enseignement transversal commun à l'établissement (langue, méthodologie du travail, initiation BU...) et un autre bloc transversal au domaine de formation (ALL, SHS, DEG, STS). Dans chaque parcours de licence générale, 10 % de la formation est ouvert chaque semestre à la découverte d'autres champs disciplinaires, aux pratiques culturelles, associatives et sportives ou à l'engagement citoyen. Cette individualisation des parcours est valorisée par des ECTS attribués à des **Unités d'Enseignement d'Ouverture** (UEO) dont le catalogue est riche de plus de 100 options. Ces UEO, spécificité forte de l'UAPV, sont de véritables supports d'ouverture et d'intégration. Des **Cursus Master Ingénierie** organisés dans le cadre des deux axes identitaires attirent des étudiants en recherche de licences d'excellence validant un nombre d'ECTS plus important (210 ECTS). Des **régimes spéciaux d'études** sont définis au cas par cas pour une très large palette de situations sociales et permettent une organisation pédagogique et une validation des connaissances adaptées à chacun

DOCUMENT DE PRESENTATION

de ces étudiants. Les compétences sociales et comportementales acquises hors de l'université sont valorisées par des équivalences et des ECTS (artistes et sportifs de haut niveau, engagement associatif, social et solidaire, volontariat de service civique...).

2°) Une maison de l'orientation et de l'insertion (MOI) porte des UE dédiées à **l'orientation, à l'accompagnement et à l'insertion professionnelle** des étudiants et a mis en place depuis 2014 une **cartographie** très précise de la réussite des néo-bacheliers en L1 et en L par type de baccalauréat et établissement d'origine. Mise à disposition des établissements partenaires et des enseignants de l'UAPV, elle participe à l'effort d'information déployé dans le cadre du plan étudiant. La MOI a de plus élaboré un dispositif **d'accompagnement à la création d'entreprise** avec le soutien de nombreux acteurs du territoire. Il concerne plus de 200 étudiants qui se distinguent chaque année sur les podiums des « 36H chrono de la création d'entreprise » organisé par le PÉPITE et des « Entrepreneuriales en Vaucluse ».

3°) L'UAPV est porteuse de **deux campus des métiers et des qualifications (CMQ) construits autour de ses deux axes de développement** (« Agrosociétés, agroalimentaire, alimentation » et « Développement culturel »). Ils organisent les relations de l'UAPV avec l'ensemble des établissements post-bac et pré-bac. Créés en 2015 et 2016, ils ont vocation à établir des passerelles et à définir des parcours de réorientation, dans l'ensemble de l'offre de formation. Ils favorisent des adossements à des voies professionnalisantes. Par ses deux campus, l'UAPV présente la spécificité d'être déjà inscrite dans un réseau d'établissements partenaires du continuum Bac-3/Bac+3.

4°) Une politique très incitative **d'innovation pédagogique** et de formation des enseignants est mise en œuvre au sein de l'UAPV par la Mission d'Appui à la Pédagogie Universitaire Innovante (MAPUI) pour une valorisation des bonnes pratiques pédagogiques. Les enseignants labellisés sont reconnus en termes financier et d'avancement de carrière. La labellisation Flex'hybrid, soutenue par un Appel à Manifestation d'Intérêt de la DGESIP (2017), encadre le développement de l'hybridation des formations.

5°) L'UAPV est reconnue nationalement pour la qualité de sa **vie de campus**. La mise à disposition d'un patch culture permet l'accès à 54 établissements culturels partenaires à un tarif préférentiel. Le projet **Ville Campus** financé dans le cadre d'un AAP CNOUS à hauteur de 900 K€ vise l'amélioration des conditions d'accueil et de vie des primo-arrivants en œuvrant dans les domaines de l'information, du bien-être et de l'écocitoyenneté.

Ces atouts ont un impact positif sur les parcours étudiants, mais ils ne **permettent pas d'atteindre les individus qui en ont le plus besoin faute de gestion coordonnée**. La déconcentration et la multiplication des dispositifs existants sont également **pénalisantes pour les enseignants** qui pourraient en être des prescripteurs. De plus les enseignants comme les étudiants considèrent que les licences existantes sont actuellement **trop contraignantes** du point de vue de leur organisation et ne sont pas en capacité de répondre aux besoins de chaque étudiant, qu'il soit en difficulté, qu'il présente un projet personnel original ou qu'il soit particulièrement brillant. Ce projet s'attache donc à répondre **aux besoins de prise en charge individuelle des étudiants**, en y répondant par des **moyens adaptés d'accompagnement ou de construction du cursus**.

**APPEL A PROJETS
NOUVEAUX CURSUS A
L'UNIVERSITE
2018**

Acronyme du projet

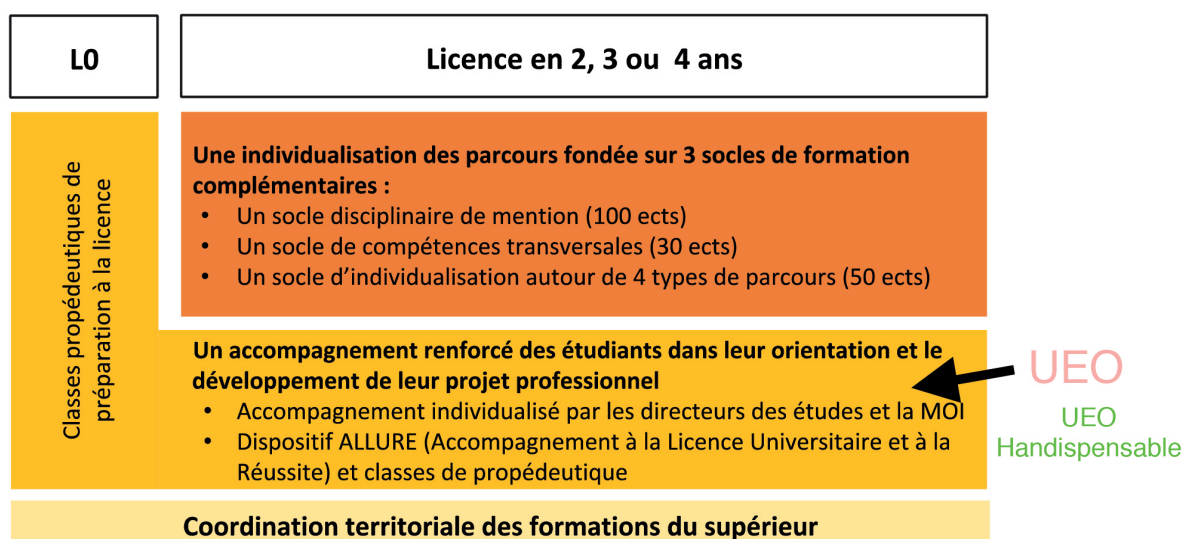
CAPACITÉ

DOCUMENT DE PRESENTATION

2.2 DESCRIPTION DU PROJET

Le projet CAPACITÉ, par la taille humaine de l'UAPV, permettra d'assurer la prise en charge réussie de l'ensemble des étudiants de licence et de son public fortement hétérogène en actionnant trois leviers de changements majeurs :

- la coordination des dispositifs d'information, d'orientation, de remédiation et de passerelles à travers un réseau de lycées partenaires et à travers les établissements constituant les 2 CMQ portés par l'UAPV,
- une individualisation du parcours des étudiants en licence dès la L1,
- un accompagnement renforcé de tous les publics à l'arrivée en licence avec la mise en place d'un contrat de réussite pédagogique adapté au projet et au profil de chaque étudiant qui sera suivi de manière centralisée.



2.2.1 Coordination territoriale des formations du supérieur : une liaison resserrée entre les formations post-bac des lycées et de l'UAPV pour assurer l'information, l'orientation et l'accompagnement à la réussite des étudiants

Le projet CAPACITÉ a l'ambition de **décloisonner le 1^{er} cycle universitaire** et les formations portées par les autres établissements post-bac. Il est structurant pour le territoire car il implique la mise en place d'une **coordination territoriale de l'offre de formation** et de la gestion des parcours étudiants. Il vise en premier lieu à organiser une coordination des formations post-bac du territoire afin de renforcer les synergies et les **passerelles entre les différents parcours**. Cette coordination s'avère particulièrement nécessaire au vu de plusieurs constats :

- la 1^{ère} année de licence est pour beaucoup d'étudiants une inscription par défaut, vécue comme une simple année de maturation d'un projet de formation et une passerelle vers un parcours de réorientation,
- ces réorientations sortantes et entrantes sont actuellement faites sans réel accompagnement des étudiants par les établissements d'enseignement supérieur et sans aucune vision de leurs parcours.

DOCUMENT DE PRESENTATION

- nombre de ces étudiants sont en fait en recherche de formations courtes que l'université ne peut aujourd'hui que rarement leur offrir.

Il s'agit donc de travailler en **partenariat avec les établissements à formation post-bac** pour développer la carte des formations du territoire tout en partageant les coûts et en mutualisant les compétences. Il faut **organiser les réorientations et les passerelles** pour leur donner une lisibilité plus forte en prenant notamment appui sur la carte des BTS.

L'UAPV a la capacité de porter ce projet car elle possède déjà une grande expérience d'ouverture auprès des lycées. Depuis plus d'une décennie, elle a multiplié les rencontres très structurées et originales avec les lycées publics et privés sous contrat autour de l'information et de l'orientation. L'UAPV est également au centre du réseau d'établissements de ses 2 CMQ. L'UAPV a déjà procédé à une cartographie de la réussite des étudiants provenant des lycées qui lui fournissent 90 % de ses publics de L1. Enfin, de nombreux enseignants du secondaire sont déjà impliqués dans les conseils de perfectionnement des licences.

Pour mener à bien ce projet, une **commission de coordination territoriale de l'enseignement supérieur sera créée** avec l'appui du Recteur de l'académie d'Aix-Marseille. Cette instance s'articulera avec les réseaux de l'Education Nationale du territoire. Elle réunira autour de l'UAPV, représentée par son président et le Vice-président CFVU, les proviseurs des lycées du territoire sous l'autorité de leur Directeur Académique et du Directeur de l'Enseignement Supérieur représentant le Recteur de l'académie (cf lettre d'appui par le rectorat en annexe). Cette commission sera chargée, par ordre de chronologie et d'urgence, des missions suivantes :

Handicap



1. Identifier les formations qui font l'objet de migrations étudiantes inter-établissements régulières, par l'observation statistique des parcours étudiants inter-établissements. Dans le cadre de la commission territoriale, l'Observatoire des Formations et de l'Insertion Professionnelle de la MOI travaillera avec le Service Académique d'Information et d'Orientation (SAIO) pour la mise en place d'une **traçabilité des parcours étudiants** et de leur analyse statistique.
2. **Sécuriser, renforcer et coordonner les passerelles entre formations** les plus fréquemment empruntées : les passerelles régulièrement utilisées entre les formations seront sécurisées par une table des équivalences en ECTS validée par l'ensemble des parties. Des conventions inter-établissements formaliseront ces conditions d'accueil. Les flux concernés feront l'objet d'un suivi statistique.
3. Identifier les parcours et les possibilités de **création de nouvelles formations** : la commission fera l'inventaire des mutualisations de compétences afin de créer de nouveaux parcours conjoints entre l'UAPV et les formations post-bac. À titre d'exemple l'UAPV, l'Ecole Supérieure d'Art d'Avignon et l'un des principaux lycées d'Avignon étudient la possibilité de créer une filière Design et une licence arts plastiques qui n'existent pas dans le territoire.

Travailler avec les établissements partenaires permettra de développer l'offre de formation en L et en LP à moindre coût par co-portage des projets. Cela consolidera les formations adossées aux axes identitaires de l'UAPV et à ses laboratoires et diversifiera l'offre de formation du territoire. Grâce à la

DOCUMENT DE PRESENTATION

position centrale de l'UAPV dans le territoire, il est possible de formaliser à l'avenir un système matriciel qui ira au-delà des CMQ pilotés par l'établissement et du réseau des lycées partenaires. Il pourrait toucher l'ensemble des établissements publics, privés sous contrat et même certaines formations privées. Il fixera les passerelles possibles et les conditions d'accès de chaque formation vers toute autre afin de faciliter les réorientations, de sécuriser les parcours, et de garantir à chaque étudiant un cycle diplômant adapté à ses compétences et à ses aspirations au sein du territoire. L'objectif est d'offrir à tout étudiant inscrit dans ce réseau l'assurance d'une qualification au bout des deux à trois années des cursus proposés.

2.2.2 Des parcours individualisés de formation

Le projet CAPACITÉ a pour objectif de favoriser la réussite des étudiants par l'individualisation de leurs parcours. Il s'agit de s'affranchir des cadres contraignants qui ne conviennent ni aux étudiants en difficulté ni aux excellents étudiants. L'enjeu pédagogique est de permettre à chaque étudiant un parcours adapté à son projet et à ses capacités. Un étudiant pourra disposer de deux années pour réunir des UE capitalisant les 60 ECTS d'un premier niveau de licence, un autre pourra réussir en deux ans à capitaliser les 180 ECTS qui créditent actuellement une licence complète.

a) Une architecture de l'offre de formation fondée sur 3 socles de formation complémentaires

<p>UEO Handispensable</p> <p>Objectif et modalités</p> <p>Volume</p>	<p>Socle disciplinaire</p>	<p>Socle de compétences transversales</p>	<p>Socle d'individualisation</p>
	<p>Acquérir une maîtrise effective des savoirs fondamentaux d'une discipline</p>	<p>Développer des compétences transversales à partir d'une offre de blocs d'apprentissage communs à l'ensemble des licences</p>	<p>Individualiser son parcours dès la L1 ou la L2 en choisissant :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Un parcours mono-disciplinaire • Un parcours bi ou pluri-disciplinaire • Un parcours de spécialisation professionnelle court • Un parcours Entrepreneuriat
	<p>100 ECTS</p>	<p>30 ECTS</p>	<p>50 ECTS (a minima)</p>

Les trois socles de formation constituant la nouvelle licence à l'UAPV permettent à tout étudiant d'acquérir un ancrage disciplinaire fort, de développer des compétences transversales et d'individualiser son parcours. Les licences délivrées à l'UAPV continueront à être des diplômes nationaux correspondant à la nomenclature officielle et à leurs compétences associées. Les **socles de formation** sont constitués de plusieurs **blocs d'apprentissage** organisés sur une, deux ou trois années dans une logique disciplinaire permettant l'accès à des compétences bien définies. Les blocs d'apprentissage peuvent être constitués de plusieurs **Unités d'Enseignements** (UE). Ils seront annualisés afin de permettre l'élasticité du parcours étudiant.

Le parcours pédagogique individualisé conduira chaque étudiant à colorer son parcours selon ses choix et selon une cohérence discutée avec un directeur des études. Les parcours individualisés de licence de chaque étudiant feront l'objet d'un **contrat pédagogique** sous la responsabilité du directeur des

DOCUMENT DE PRESENTATION

études. Un directeur des études pourra suivre un maximum de 50 étudiants de la L1 à la fin de la L2. Le contrat d'études est établi lors d'un entretien préalable obligatoire pour tous les néo-bacheliers, au début de l'année universitaire de L1. Il précise pour les 3 années à venir les blocs d'apprentissage que l'étudiant suivra. Le choix de ces blocs pourra être révisé lors de l'entretien de fin d'année. Le directeur des études veille à la logique pédagogique et à l'adéquation de ces choix avec le projet personnel de l'étudiant. En partenariat avec la MOI, il informe l'étudiant des choix d'orientation post 1^{er} cycle qui peuvent en résulter.

Les 100 ECTS du **socle disciplinaire** sont définis comme indispensables à l'obtention d'une mention de licence. Le choix de ce socle disciplinaire devra être stabilisé à l'issue de la 1^{ère} année de licence après une possible phase de spécialisation progressive.

Un **socle de compétences transversales** de 30 ECTS, commun à l'ensemble des licences, permettra d'accéder à une certification en langue, à une certification de la maîtrise des outils numériques (PIX) à une maîtrise de la méthodologie universitaire et à une maîtrise des compétences comportementales apportée par les activités associatives, culturelles et sportives disponibles dans un catalogue de plus de 100 Unités d'Enseignement d'Ouverture (UEO) (cf *infra* 2.2.2.c). Ce socle accueillera également des UE d'accompagnement du projet d'orientation professionnelle de l'étudiant et de mise en place du Portefeuille d'Expérience et de Compétences. Les UEO de ce bloc de compétences sont un outil d'individualisation supplémentaire des parcours. Elles permettent de plus d'assurer la mise en place d'un parcours d'accompagnement individualisé (ALLURE cf *infra* 2.2.3) pour les étudiants en difficulté d'apprentissage. Des UEO ALLURE ciblées sur les publics en difficulté sont ainsi prévues au catalogue général des UEO.

 Pour nos
handicaps
?

Enfin le **socle d'individualisation**, totalisant 50 ECTS, peut être prédéfini ou être constitué de 50 ECTS pris dans plusieurs socles d'individualisation. Il permet de diversifier un parcours vers une autre discipline, vers une spécialisation professionnelle courte ou vers une formation à l'entrepreneuriat.

Afin de faciliter l'organisation des emplois du temps, ces blocs d'apprentissage individualisés et les unités d'enseignement qui les constituent auront vocation à entrer prioritairement dans le dispositif de macro-hybridation Flex'hybrid déjà en place à l'UAPV (cf *infra* 2.2.2.b), qui assurera la formation à distance. L'individualisation pourra commencer en première ou en deuxième année de licence.

Ce socle d'individualisation adossé au dispositif de macro-hybridation Flex'hybrid, va permettre de repenser le 1^{er} cycle universitaire dans une démarche agile d'accès aux publics de la formation tout au long de la vie. Le rapprochement des publics de formation initiale et de formation tout au long de la vie est un élément important de la pérennisation du projet et de son équilibre financier. Ce rapprochement permettra au 1^{er} cycle universitaire de l'UAPV de bénéficier de l'expertise de son service FTLV en matière de suivi de la qualité des formations.

Le **socle d'individualisation** sera structuré autour de **4 types de parcours** :

- **parcours académiques mono-disciplinaires** « classiques (180 ECTS) » ou « renforcés (CMI, 210 ECTS) », centrés *notamment* autour des 2 spécialisations thématiques de l'établissement. Les 180 ECTS y sont prédéfinis par l'équipe pédagogique de la mention et correspondent à un parcours classique d'une mention de licence. Dans les parcours renforcés CMI, des modules supplémentaires conformes

DOCUMENT DE PRESENTATION

au référentiel du réseau FIGURE et une immersion semestrielle dans les laboratoires de recherche permettent de compléter la formation « classique » pour que les étudiants aient acquis le niveau ingénieur en fin de MASTER. Les 6 formations labellisées CMI recouvrent les deux axes de développement thématique de l'UAPV, « Agro&sciences » et « Culture, patrimoines, sociétés numériques » : ingénierie des productions végétales, ingénierie de la production alimentaire, ressources en eau et environnement, ingénierie informatique, ingénierie en histoire et multimédia, modélisation géographique des territoires.

- **parcours académiques pluri-disciplinaires** : un étudiant peut, à côté d'un bloc disciplinaire majeur de 100 ECTS, choisir de s'investir dans une ou plusieurs autres disciplines dans la limite de 50 ECTS. Ces 50 ECTS seront alors choisis à l'intérieur d'un ou plusieurs socles d'individualisation proposés par chaque mention de licence dans son socle disciplinaire. L'étudiant obtient une mention de licence du corpus disciplinaire majoritaire. Un tel parcours permet d'intégrer un MASTER de l'UAPV ou d'une autre université. Il peut être également complété par un parcours renforcé CMI. Les blocs d'apprentissage constituant le socle d'individualisation des parcours pluri-disciplinaires seront identifiés à l'intérieur de chaque mention. Après 3 années d'expérimentation du projet CAPACITÉ, toutes les mentions de licences auront défini les UE ouvertes à l'individualisation des parcours et donc offertes aux étudiants inscrits dans une autre mention de licence.

- **parcours entrepreneuriat** : les étudiants bénéficieront d'un accompagnement intensif, mobilisant notamment des intervenants externes/professionnels. Ce dispositif proposera à l'étudiant intéressé par le développement de compétences entrepreneuriales et/ou porteur d'un projet entrepreneurial, plusieurs phases évolutives d'accompagnement individualisé :

* *une phase de sensibilisation à l'entrepreneuriat et de détection de projets* dispensée sous forme d'UEO accompagnement à la création, mais aussi sous forme de jeux concours de création ou de gestion d'entreprise, encadrés par des professionnels. Ces événements seront parrainés par des entrepreneurs créateurs de start-up.

* *une phase d'accompagnement à la création d'entreprise* par des partenaires professionnels experts de la création d'entreprise et une possibilité de certification par le jeu pédagogique d'apprentissage de la création d'entreprise « Les entrepreneuriales ».

* *une labellisation « étudiant-entrepreneur »*, dans le cadre du dispositif PÉPITE PACA Ouest,

* *une formation à « l'Entrepreneuriat »* complètera ce dispositif d'accompagnement en proposant des blocs d'apprentissage en entrepreneuriat qui pourront être insérés dans une licence à 180 ECTS ou ajoutés à 180 ECTS d'un autre parcours (parcours renforcé entrepreneuriat). Les compétences délivrées par des enseignants de l'UAPV et des intervenants extérieurs relèveront de la création et de la gestion de l'entreprise, de la gestion de projet, des techniques de management, des stratégies d'innovation et de développement. Le DU Étudiant Entrepreneur du dispositif PÉPITE servira de modèle. L'ensemble sera mis en place avec l'aide des partenaires extérieurs et de la CCI de Vaucluse. Les blocs d'apprentissage du parcours entrepreneuriat peuvent être ajoutés et/ou combinés aux blocs d'apprentissage d'un parcours de spécialisation professionnelle, mono ou pluri-disciplinaires.

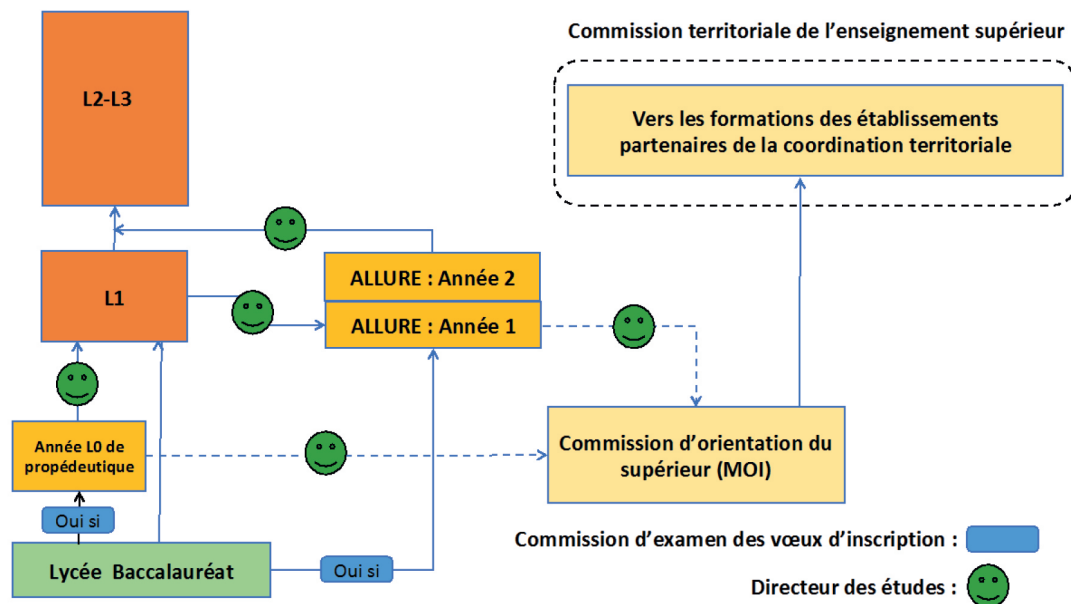
- **parcours de spécialisation professionnelle courte** centré *notamment* autour des 2 spécialisations thématiques de l'UAPV : « Agro&sciences » et « Culture, patrimoines, sociétés numériques ».

**APPEL A PROJETS
NOUVEAUX CURSUS A
L'UNIVERSITE
2018**

Acronyme du projet

CAPACITÉ

DOCUMENT DE PRESENTATION



Tous les étudiants et les enseignants auront accès à un guichet unique appelé **Service d'Aide au Suivi Individualisé des étudiants (SASIE)** en capacité de prendre en charge leurs démarches et questionnements concernant la formation et la vie étudiante. Le SASIE permettra de :

- ⇒ **centraliser** l'accueil de l'étudiant en simplifiant l'organisation générale de l'accueil pédagogique et en repensant l'architecture des services,
- ⇒ **coordonner** son aiguillage vers les services dont il peut avoir besoin, tant pour son suivi administratif que pour ses inscriptions administratives et pédagogiques, ou encore ses demandes sociales ou son accès à la vie de campus et aux activités sportives et culturelles.

Les **commissions d'examen des vœux d'inscription** n'autoriseront l'inscription à l'université des étudiants ne disposant pas des pré-requis (oui si) qu'à la condition qu'ils acceptent de suivre un parcours spécifique. Pour eux comme pour tous les étudiants en difficulté, CAPACITÉ met en place un accompagnement renforcé :

le Relais Handicap devrait se placer dans ce cadre

- ⇒ une L1 aménagée en 2 ans (**parcours ALLURE**) est proposée aux inscrits sous condition (oui si) ou aux étudiants en difficulté au cours de leur L1,
- ⇒ une **année de propédeutique** est proposée aux inscrits sous condition (oui si). C'est une année préparatoire à l'entrée en L1 destinée aux étudiants ne disposant pas des pré-requis indispensables à une poursuite d'étude dans l'enseignement supérieur,
- ⇒ tous les étudiants inscrits dans ces dispositifs de remédiation seront accompagnés par des **parrains** étudiants,
- ⇒ ils seront suivis par un **tableau de bord pédagogique en ligne (BoardZ)**,
- ⇒ ils bénéficieront d'un dispositif d'**orientation active** piloté par la MOI en lien avec la commission territoriale de l'enseignement supérieur.

DOCUMENT DE PRESENTATION

Le dispositif **ALLURE** (Accompagnement à La Licence Universitaire et à la Réussite Etudiante) **adapte la durée de la licence** en fonction des capacités de l'étudiant. Ce dispositif sera en cours d'expérimentation sur deux mentions de licence à l'UAPV en septembre 2018 et accompagne le dispositif d'inscription sous condition de la loi Orientation et Réussite Etudiante. Il accompagne les néo-bacheliers inscrits sous conditions à l'université (oui si) ayant des pré-requis insuffisants pour réussir dans la mention de licence ciblée et les étudiants rencontrant des difficultés lors de leur 1^{er} semestre de L1. ALLURE organise le contenu pédagogique habituel d'une 1^{ère} année de licence sur deux années de formation. Dans ce laps de temps, l'étudiant suit, en plus des modules de formation de sa mention de licence étalés sur deux ans :

Ce que l'on
fait déjà
avec le
handicap



- des **cours de remise à niveau disciplinaire** sur certains pré-requis indispensables à sa réussite et disponibles dans l'une des deux années de propédeutique,
- des **cours de soutien** dans les disciplines fondamentales de la mention de licence,
- des **cours d'expression écrite et orale**,
- une **sensibilisation aux métiers liés aux deux CMQ** de l'UAPV, par des mises en situation de l'étudiant en milieu de découverte métier (visite et stage d'entreprise, projet pédagogique en plateau technique, tables-ronde sur les métiers...).

Ces enseignements seront validés par des crédits ECTS et seront intégrés au catalogue des Unités d'Enseignement d'Ouverture (UEO) de l'établissement qui permettent l'individualisation des parcours. Dans un parcours classique de licence, l'étudiant doit obtenir une UEO par semestre (18h de cours validés par 2 ECTS) de la licence, soit un total de 6 UEO (12 ECTS). Ces UEO permettent aux étudiants, à travers un catalogue très large (± 100 UEO), de pratiquer des activités sportives, culturelles, associatives ou citoyennes. Les étudiants inscrits dans un parcours ALLURE pourront valider par anticipation ces 12 crédits en suivant ces UEO spécifiques ALLURE de remédiation. Il est à noter que l'étudiant conservera un accès aux UEO dans la suite de son cursus de licence. Il pourra continuer à faire du sport et des activités culturelles à travers le suivi d'une UEO libre par semestre qui ne donnera cependant pas lieu à validation de crédits ECTS.

À l'issue ou au cours de la 1^{ère} année du parcours ALLURE, les étudiants désireux de se réorienter seront pris en charge par la commission d'orientation du supérieur. Pour faciliter leur orientation, le parcours ALLURE permettra aux étudiants de suivre et valider des modules dans d'autres formations des établissements de la coordination territoriale de l'enseignement supérieur, par exemple en BTS. Un travail de coordination sera réalisé par des ingénieurs en orientation de la MOI avec la collaboration des autres acteurs de l'orientation du territoire, des CMQ et des lycées partenaires. Il se déroulera au sein d'une commission permanente d'orientation.

Deux **classes de propédeutique L0**, complémentaires du dispositif ALLURE, sont destinées aux bacheliers n'ayant pas les prérequis pour réussir une première année universitaire mais envisageant néanmoins des études supérieures. L'une de ces propédeutiques sera axée sur les humanités avec des UE spécifiques de lettres, de langues, de sociologie, d'histoire, de géographie et de droit, l'autre sera tournée vers les sciences avec des UE spécifiques de chimie, de physique, de biologie, de mathématiques, d'informatique. Les étudiants qui s'y engageront valideront ainsi une année de préparation aux études supérieures avec laquelle ils pourront s'inscrire en L1 ou s'orienter vers un

DOCUMENT DE PRESENTATION

autre type de formation post-bac. Ceux qui s'inscriront en L1 auront capitalisé quelques crédits ECTS correspondant à la discipline dans laquelle ils entameront leur parcours de licence.

Ainsi, avec ALLURE et les propédeutiques, tous les étudiants qui ne sont pas encore en capacité de s'inscrire dans un parcours de licence classique sont pris en charge par des dispositifs complémentaires. Les étudiants y seront suivis par un parrain et accompagnés par une série d'entretiens avec un ingénieur en orientation de la MOI, et par des rendez-vous avec le directeur des études référent. Par ailleurs, au cours du 1^{er} semestre de la L1, tous les étudiants en demande ou détectés comme décrocheurs potentiels par le tableau de bord pédagogique pourront intégrer ces dispositifs.

Les **parrains** sont des étudiants de 3^{ème} année engagés dans une UEO « accompagnement à la méthodologie universitaire ». Ils sont formés par la MOI puis encadrés par un directeur des études. Un directeur des études pourra être accompagné de 5 étudiants parrains. Chaque parrain s'occupera de 10 étudiants de sa filière en parcours de remédiation. En plus du suivi individuel, il organisera des activités de groupes afin d'assurer la sociabilisation des étudiants et de favoriser la collaboration et l'apprentissage par les pairs. Ces approches seront facilitées par la mise en place dans les bibliothèques des deux campus, de box adaptés au travail de groupe. Ces parrains seront des relais privilégiés pour les étudiants fragiles. Ils sauront leur indiquer comment, via le SASIE, accéder aux dispositifs

handicap



- de prise en charge de leurs problèmes sociaux (assistante sociale),
- de régime spécial d'études,
- d'aide face aux problèmes de santé psychologiques ou physiques (service de santé),
- de construction de projet via le dispositif de césure.

Les parrains seront également les premières sentinelles du dispositif de lutte contre le décrochage, ils auront pour mission d'alerter le directeur des études aux premiers signes de décrochage d'un étudiant.

Le dispositif d'alerte au décrochage sera complété par le **tableau de bord pédagogique** (BoardZ actuellement sous forme de prototype en phase de test). Il permet aux enseignants de suivre le parcours d'apprentissage de chaque étudiant en fonction de ses activités pédagogiques numériques et de ses résultats. BoardZ dispose d'un système d'alerte aux enseignants, aux étudiants et aux référents qui signale les risques de décrochage et permet leur prise en charge rapide. BoardZ propose également à chaque étudiant de suivre sa progression pédagogique (via le contrôle continu des connaissances ou des QCM de positionnement) en la comparant à celle des autres étudiants de sa promotion.

En cas de décrochage, les ingénieurs de la MOI accompagneront les étudiants du dispositif vers les **diverses possibilités de réorientation** en relation avec leur projet personnel et leur profil vers les formations des lycées partenaires ou des deux CMQ. Ces réorientations seront étudiées par la commission d'orientation du supérieur pilotée par la MOI et constituée des différents établissements d'enseignement des CMQ et des lycées partenaires. De plus tous les néo-bacheliers inscrits normalement en L1 devront, à l'issue du 1^{er} mois de cours, renseigner des QCM de positionnement dans des UE disciplinaires importantes qui permettront de détecter les profils les plus à risque. Ceux-ci seront reçus individuellement par le directeur des études référent qui pourra leur proposer de bénéficier d'ALLURE ou des propédeutiques.

DOCUMENT DE PRESENTATION

Supérieur (CLES) sera ouverte à tous les étudiants identifiés par les enseignants de langue comme susceptibles de la réussir. La mobilité à l'international est déjà rendue obligatoire dans certaines filières ou parcours, comme en CMI, qu'elle soit de stage ou d'études.

3. MESURE DE L'IMPACT

Il est essentiel de s'assurer de l'efficacité du projet. En amont du contrôle de gestion du projet (cf 5.2.1), il est important d'en mesurer les impacts en temps réel afin d'agir sur le déroulé du projet au plus tôt et de le rendre le plus efficace possible par une démarche d'**amélioration continue**. L'évaluation des impacts du projet permettra d'**alimenter le pilotage stratégique du projet** et nourrira les indicateurs du comité de suivi et d'évaluation (cf 5.2.1). Les résultats de ces analyses seront également utilisés pour **donner sens au projet, en interne**, favorisant ainsi son essaimage, et **en externe** auprès des publics cibles (lycéens et famille, employeurs, partenaire), pour accroître l'**attractivité de l'université**.

Afin que cette analyse d'impacts ne soit pas parasitée par des implications opérationnelles, plusieurs **experts externes** interviendront dans l'évaluation du projet. Le **laboratoire de recherche** d'Aix-Marseille Université ADEF (Apprentissage, Didactique, Evaluation, Formation) a été sollicité. Il se consacre aux sciences de l'éducation et est associé à l'ESPE. Il mènera des recherches/actions pour donner le regard de la recherche sur les actions menées et sur leurs impacts. Certains sujets de recherche ont déjà été identifiés :

- impacts sur l'approche pédagogique de l'hybridation d'un enseignement,
- étude comparative de la réussite étudiante dans des dispositifs macro-hybridés,
- attractivité d'une voie professionnelle courte au sein même d'une licence académique,
- effets de l'adossement d'un parcours CMI sur l'ensemble de la promotion de la filière porteuse.

Par ailleurs une **consultante internationale en pédagogie universitaire et qualité de l'enseignement supérieur**, Lætitia Gérard, chercheuse associée au laboratoire EXPERICE de l'Université Paris 13, docteure en Sciences de l'éducation (cf CV en annexe), garantira l'évaluation des impacts pédagogiques tout au long du projet.

La Direction des Affaires Générales et de l'Aide au Pilotage (DAGAP), aidée par la MAPUI et la MOI, sera en charge de la remontée des indicateurs chiffrés de suivi d'impacts.

La **méthodologie** pour l'évaluation des impacts croisera une approche quantitative et des analyses qualitatives. L'analyse se fera au regard des 3 leviers d'action du projet : la coordination territoriale, l'individualisation du parcours et l'accompagnement individualisé.

La première année du projet sera consacrée à la définition précise de la méthode de collecte de chacun des indicateurs ainsi qu'à la soumission de questionnaires d'enquêtes aux étudiants et aux enseignants. Le recueil de données qualitatives complètera l'analyse quantitative. On organisera des focus groupes et on réalisera des entretiens avec les différentes parties prenantes. L'analyse quantitative se fera à l'aide du logiciel SPSS, l'analyse qualitative utilisera Nvivo. Le suivi sera annuel

DOCUMENT DE PRESENTATION

avec production d'un rapport d'analyse. Les jalons N+3 et N+6 seront l'occasion d'une étude plus globale, incluant l'ensemble de l'historique et les conclusions en termes de perspectives stratégiques du projet afin de préparer les évaluations ANR de ces deux jalons.

Le levier d'action 1 qu'est la **coordination territoriale** sera analysé selon l'**efficacité de l'information reçue par les étudiants** et par l'adéquation de leur parcours de formation avec leur profil et leur projet personnel. Pour cela, chaque année, des **enquêtes systématiques de satisfaction** seront menées auprès de tous les nouveaux étudiants à l'UAPV comme chez ses partenaires. Une **analyse qualitative** sera également produite à N+3 et N+6 sur le suivi de trajectoire des étudiants dans le dispositif pour faire apparaître les interconnexions entre les diverses formations post-bac ainsi que les usages réels des passerelles mises en place.

L'**individualisation des parcours**, levier d'action 2, a pour objectif opérationnel de proposer une meilleure adéquation du parcours de formation de chacun avec son profil et son projet personnel. Il vise ainsi à améliorer la réussite des étudiants dans leur parcours académique et leur insertion professionnelle. Pour en mesurer l'efficacité globale, les indicateurs suivants seront utilisés :

Des items
dont on
a besoin
au relais
handicap

- le taux de réussite en L1 en 1 ou 2 ans ventilé selon le profil scolaire de l'étudiant,
- le taux de réussite de la licence en 3 ou 4 ans ventilé selon le profil scolaire de l'étudiant,
- le taux d'insertion professionnelle à 3 et 6 mois pour les 4 parcours types,
- le taux de poursuite d'études pour les 4 parcours types,
- le nombre d'étudiants dans chacun des 4 parcours types,
- le nombre d'étudiants en FTLV suivant les modules de licence.

L'adéquation avec le projet personnel sera plus précisément étudiée grâce aux analyses suivantes :

- des enquêtes de satisfaction auprès des étudiants, des directeurs d'études et des étudiants parrains,
- des entretiens sur des échantillons représentatifs d'étudiants, des directeurs d'études et des étudiants parrains. Ces entretiens, mis en perspective avec les enquêtes précédentes, permettront de produire une analyse plus fine de l'adéquation des parcours individualisés avec les attentes des étudiants.

Enfin pour évaluer l'efficacité et la portée du troisième levier qu'est l'**accompagnement individualisé**, on analysera tout le long de la mise en œuvre du projet :

- le taux d'étudiants rentrés dans le dispositif par la voie « oui si »,
- le taux d'étudiants orientés dans le dispositif par le directeur des études ou l'équipe pédagogique,
- le taux de décrochage comparé entre étudiants dans et hors dispositif,
- les trajectoires des étudiants passés par l'année propédeutique,
- les trajectoires des étudiants passés par le parcours ALLURE,
- le taux d'étudiants du dispositif effectuant une réorientation vers les formations des partenaires de la commission territoriale de l'enseignement supérieur,
- le taux d'étudiants « disparus » (avec lesquels l'établissement n'a plus aucun contact),
- le taux d'étudiants persistants à N+1 (étudiants qui 1 an après leur première inscription sont restés dans le dispositif d'enseignement supérieur du territoire).

**APPEL A PROJETS
NOUVEAUX CURSUS A
L'UNIVERSITE
2018**

Acronyme du projet

CAPACITÉ

DOCUMENT DE PRESENTATION

Enfin l'adoption du dispositif par ses acteurs sera observée au travers d'entretiens individuels auprès d'échantillons représentatifs d'étudiants et de directeurs des études.

14 UNE ADRESSE référent-étudiant-handicap@univ-avignon.fr.

La dynamique du handicap à l'Université, ne peut reposer que sur l'énergie des référents et l'engagement du Relais Handicap : le rôle des étudiants est essentiel.

Nous avons évoqué, dans le cadre des nouvelles Licences « Projet CAPACITE », l'accueil de l'étudiant par l'étudiant. On peut parler « d'ambassadeur » qui faciliterait l'insertion professionnelle des étudiants par une meilleure connaissance des métiers et des formations permettant d'accéder aux compétences requises.

Pour nos étudiants à besoins spécifiques –RSE Handicap-, cet accueil devrait être encore plus présent et ne pourrait pas se résoudre à la simple création d'une adresse générique référent-étudiant-handicap. Derrière cette adresse, il faut des étudiants qui traitent les sujets : il est devenu essentiel de créer une Association Etudiante qui se structure et se mobilise en relation avec le Relais Handicap et la Médecine Préventive Universitaire.

Par le « hasard » d'un étudiant élu, engagé dès sa 1ère année à l'Université, après un long parcours scolaire, un groupe s'est constitué autour de Jean-Jacques VILLARET : création de l'association « Handispensable ». Le nom de l'association est identique à celui du projet d'UEO et s'inscrit dans un prolongement logique.

Nous nous autorisons à communiquer les travaux étudiants en cours (exposition photos) en mars 2018, en pages 84, 85, 86. Ces travaux évolueront naturellement au gré des contextes et feront l'objet d'un suivi plus particulier par le Relais Handicap.

Villaret Jean-Jacques

Référent étudiant handicap à L'UAPV

Licence 1 Histoire

06.24.42.27.56

jean-jacques.villaret@alumni.univ-avignon.fr

Projet :

« La perception du handicap dans les études universitaires »



« Les 5 sens des handicapés sont touchés mais c'est un 6e qui les délivre ; bien au-delà de la volonté, plus fort que tout, sans restriction, ce 6e sens qui apparaît, c'est simplement l'envie de vivre. » Grand Corps Malade

II) La présentation du porteurs du projet

Je me présente à vous. Je m'appelle Jean-Jacques Villaret, j'ai 26 ans, je suis étudiant en première année de licence d'histoire à l'université d'Avignon. En tant que délégué des étudiants de ma licence et de la CFVU, je tiens à m'investir dans toutes les instances représentatives des étudiants de cette université. Cet investissement est une démarche personnelle et citoyenne qui fait suite à l'évolution de mes divers engagements militants et associatifs. Suite à l'obtention de mes diplômes dans la vente (bac pro commerce), j'ai découvert très jeune le monde du travail et ses valeurs. Cet apprentissage de six ans m'a permis de développer mon esprit d'équipe, l'écoute, l'empathie, le dynamisme. J'ai pu réaliser le montage opération et animation commercial.

Ma reprise d'étude s'inscrit dans mon projet d'insertion professionnelle pour travailler, malgré mon handicap, afin de construire un véritable projet de vie et assurer mon avenir. Depuis la rentrée, mes études confortent ma volonté de poursuivre mes efforts par un travail quotidien intensif. Je suis conscient de mes difficultés dues à mon handicap, mais je les surmonte jour après jour avec le soutien de mes enseignants.

Je suis reconnaissant que l'université puisse apporter à tous les étudiants une opportunité de construction de soi en se formant tout au long de la vie.

Étant étudiant handicapé, J'ai une maladie neuro dégénérative à cause inconnue (maladie orpheline). Je suis dyspraxique ce qui m'occasionne une grande fatigabilité et des problèmes moteur. Les thèmes de l'accessibilité des personnes handicapées à l'université me tiennent à cœur. Mon engagement d'aider les étudiants handicapés dans leurs épanouissements et leur réussite dans le cas de leur étude supérieure.


L'origine de ce projet arrive après mon engagement auprès du relais handicap de l'université Avignon en tant que poste de « représentant des étudiants handicapés ». J'aimerais si cela est possible de changer les mentalités et permettre à d'autres handicapés de pouvoir accéder à l'université et de s'épanouir dans leur projet de vie.

La personne porteuse d'un handicap est consciente (de ses difficultés et je pense qu'on a beaucoup à apprendre des personnes ayant un handicap ce sont des personnes fortes et courageuses. Les moyens utilisés par ces personnes pour contourner leurs difficultés en trouvant de nouveau stratagème, méthodes est une leçon de vie

Je remercie de la confiance de monsieur BRICHET DIT FRANCE directeur du relais handicap de madame DERBAISSE, ainsi que le service interuniversitaire de médecine préventive et de promotion de la santé de l'université Avignon. Ainsi que l'association étudiantes inter'asso pour le soutien à l'élaboration du projet.

Les membres de l'équipe : **Jean-Jacques VILLARET** (chef de projet), **Matthieu LACROIX** (directeur de photographie), **Julie NODIN** (secrétaire du projet), **Chloé SUDRE** (trésorière du projet), **Sarah BERAUD** (1ere assistante de photographie), **Fabrice FERREIRA** (directeur de la communication du projet) **Anis ABROUS** (coordinateur du projet dans le campus Jean-Henri Fabre) **Luana CALBA** (coordinatrice du projet avec les associations), **Geoffrey MANDON** (coordinateur du projet pour l'association Inter-Asso Avignon), **Carla Barre** (coordinatrice du projet pour la commission FSDIE et création de l'association étudiantes)

III- Le descriptif du projet :

- **Lieux :** prise de photo campus Hannah Arendt  Exposition dans les deux campus / possibilité de passage de l'exposition dans le campus Jean Henri Fabre
- **Date :**
 - Prise de photo vacances d'avril (moins de monde à l'université) avec d'autre journée prévu.
 - Exposition rentrée 2018 (fin septembre début octobre) passage de l'exposition dans le campus Jean Henri Fabre mi- Janvier 2019 (Vu avec Monsieur EMBLANCH)
- **Descriptif du projet :**

Le projet 100% étudiant s'articulera dans une exposition avec un parcours à thématiques différentes sur le handicap dans plusieurs pôles.

Pour inciter les étudiants à découvrir les lieux de l'université et comprendre le handicap.

Mais aussi permettre aux personnes handicapées de connaître leur droit, libérer la parole, et connaître toutes les mesures en place pour qu'il puisse vivre et étudier normalement.

Dans chaque pôle 2 photos grand format 70cm / 105cm et 5 en A3

Les deux grands tirages serviront à interpeller le spectateur par une image pouvant amener une vision violente mais réaliste d'une problématique d'une personne ayant un handicap qui ressent tous les jours dans sa vie quotidienne et universitaire. Mais aussi cette photo grande format sert à montrer les actions et les aménagements qui sont mis en place par l'université Avignon.

Le but est clairement de sensibiliser les personnes valides aux problématiques du handicap de leurs camarades mais aussi poser des questions et faire réagir (ex : comment je ferais si j'étais aveugle pour faire mes études ?)

La série de 5 images A3 va servir à poser d'autre problématique sur les handicaps. Le changement de format nous permet de pouvoir placer plus de tirage et donc plus de problématiques.

Il y aura donc 18 photos grandes format et 50 tirages A3

Sur 9 pôles : Pôle sportif, Pôle cafeteria\resto U, Pôle ancien Bâtiment, pôle SIUMPPS, pôle présidence, pôle MOI, Pôle amphithéâtre, Pôle Jean-Henri Fabre, Pôle lieu handicap

15 FAIRE ÉVOLUER LA FEUILLE DE ROUTE : UN DISPOSITIF ACADÉMIQUE D'ÉVALUATION DES ACTIONS ET D'ENRICHISSEMENT DES FICHES -ACTIONS

Nous comptons sur l'ensemble des contributeurs de cette feuille de route pour apporter leurs contributions annuelles : avenants. Ce qui a été mis en œuvre et peut être poursuivi ou abandonné, est ce qui relève d'un plan pluriannuel et doit être construit collectivement.

Nous portons aussi beaucoup d'espoir dans la création d'un réseau Handicap Universitaire PACA, fort par ailleurs de sa capacité d'échanges et de mutualisation des actions et des moyens nécessaires à toute mise en œuvre. Sont engagés à ce jour, les établissements suivants :

- IEP Marseille
- Ecole Centrale Marseille
- Université de Toulon
- A.M.U. (Aix Marseille Université)
- Université d'Avignon

L'évaluation doit porter sur la rédaction des fiches-actions en cours d'élaboration collective et sur ce qui doit être réalisé pour accompagner l'université dans sa politique du handicap.

Une double évaluation est à mettre en œuvre :

- celle portée par le Projet « CAPACITE » dans lequel s'inscrivent nos étudiants à besoins spécifiques,
- celle des actions qui n'ont pu aboutir pour des questions de financement propre : une demande toute particulière devra être inscrite dans le dialogue avec le ministère de l'enseignement supérieur.

Une perspective d'évolution doit aussi s'envisager en collaboration avec les collectivités territoriales de proximité : à ce jour, exception faite de la convention avec la MDPH 84, rien n'a été encore élaboré.

A l'horizon 2021.... !

ANNEXES

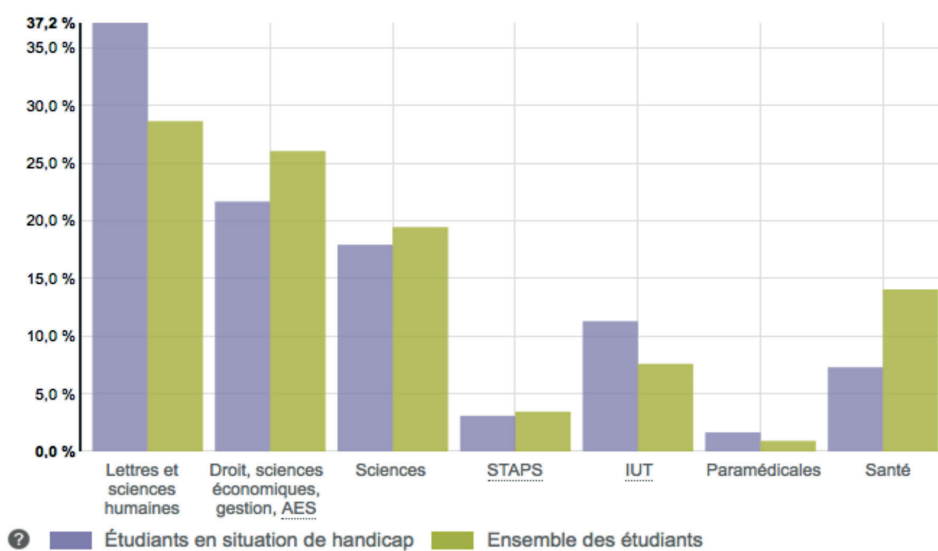
ANNEXE - 1

Chiffres clés

Part des étudiants handicapés inscrits en Master à l'université	22,6 %
	2015-2016 France métropolitaine + DOM
Part des étudiants handicapés inscrits en Doctorat à l'université	0,7 %
	2015-2016 France métropolitaine + DOM
Effectif d'étudiants handicapés à l'université	21 254 étudiants
	2015-2016 France métropolitaine + DOM
Part des étudiants handicapés inscrits en Licence à l'université	76,6 %
	2015-2016 France métropolitaine + DOM

ANNEXE - 2

Répartition par discipline et filière de formation des étudiants en situation de handicap inscrits à l'université en 2015-16 ()



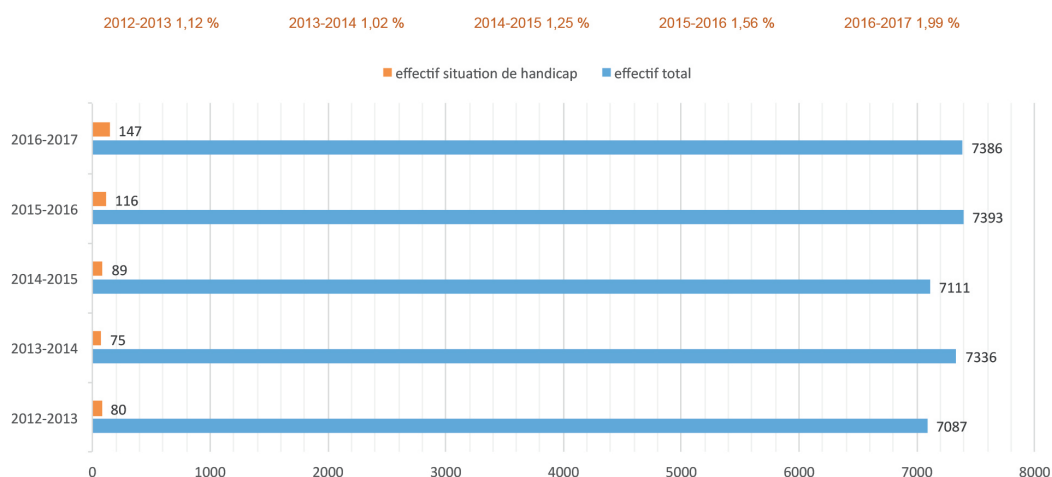
37,2 % des étudiants en situation de handicap suivent une formation en Lettres et sciences humaines contre 28,6 % de l'ensemble des étudiants en 2015-16.

ANNEXE - 3

ETAT DES LIEUX DES ETUDIANTS EN SITUATION DE HANDICAP à l'Université d'Avignon

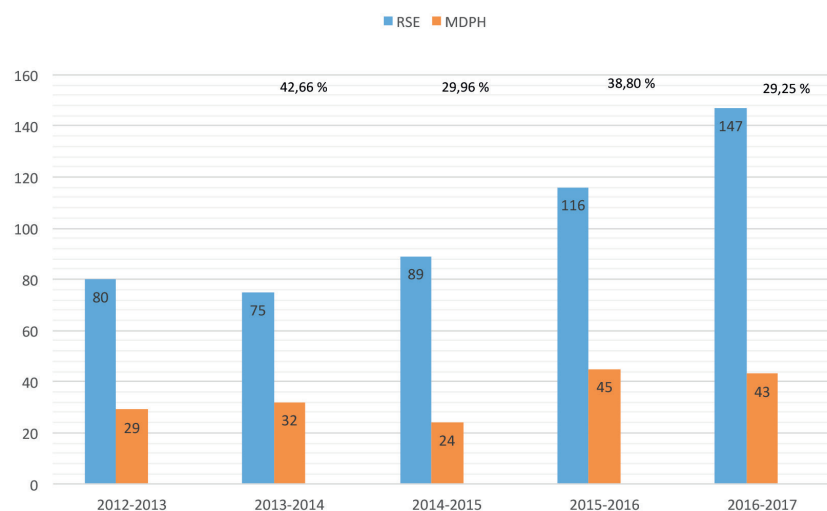
* RSE = Régime Spécial d'Etudes - * MDPH = Maison départementale des Personnes Handicapées

% d'étudiants inscrits relevant d'un Régime Spécial d'Etudes* -RSE- handicap de 2012 à 2017



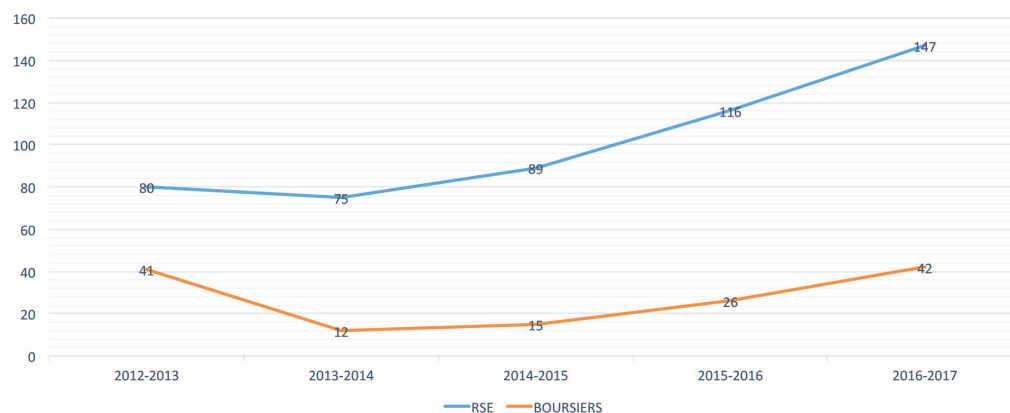
ANNEXE - 4

% d'étudiants Maison Départementale des Personnes Handicapées* -MDPH- par rapport au RSE* accordé



ANNEXE - 5

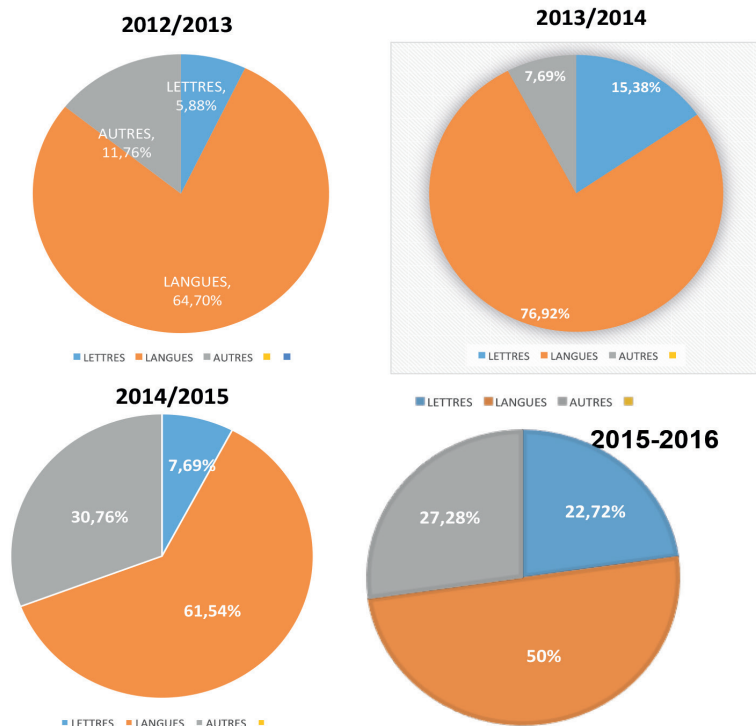
Nombre d'étudiants en RSE handicap, boursiers



ANNEXE - 6

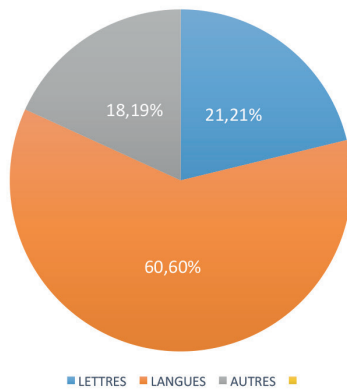
% étudiants en RSE handicap par UFR et par année

Arts Lettres et Langues



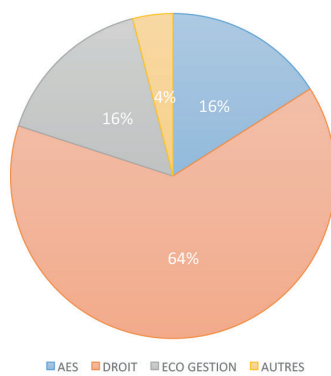
ANNEXE - 6 suite

2016-2017

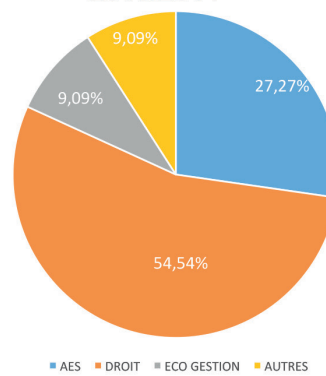


Droit Economie Gestion

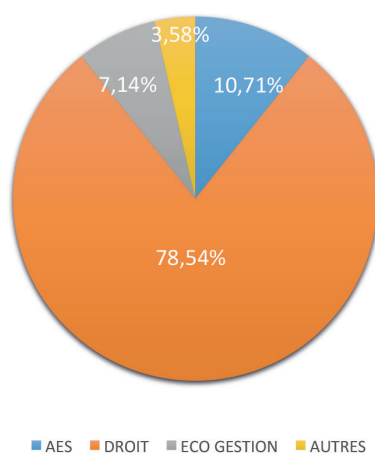
2012/2013



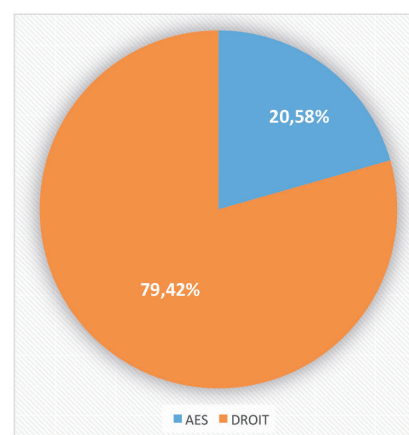
2013/2014



2014-2015

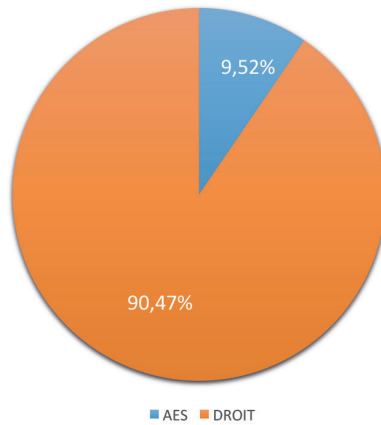


2015-2016



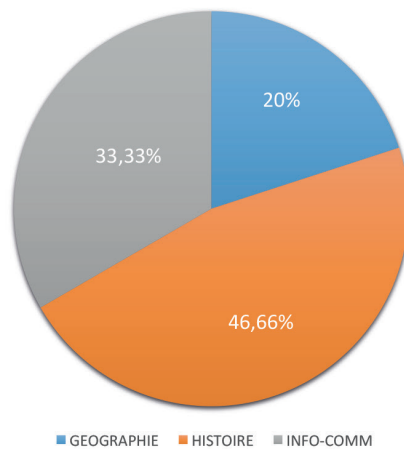
ANNEXE - 6 suite

2016-2017

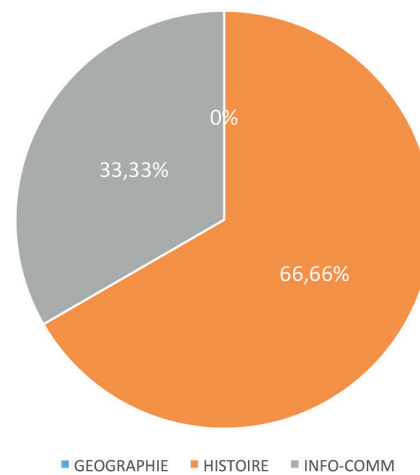


Sciences Humaines & Sociales

2012/2013

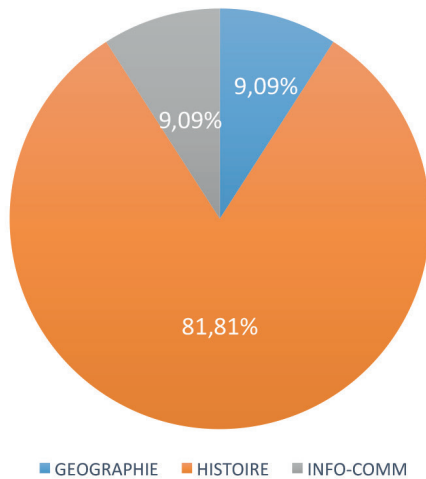


2013-2014

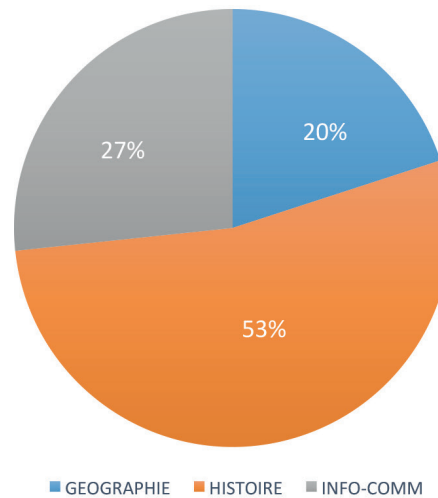


ANNEXE - 6 suite

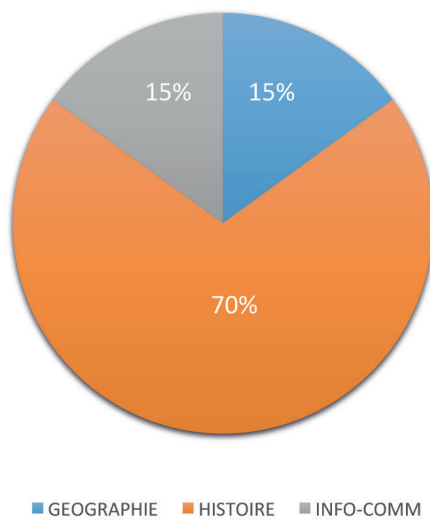
2014-2015



2015-2016

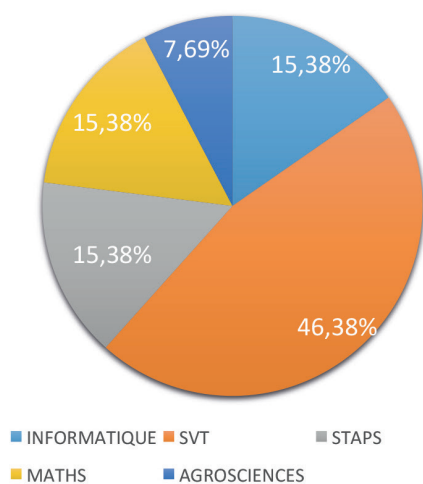


2016-2017

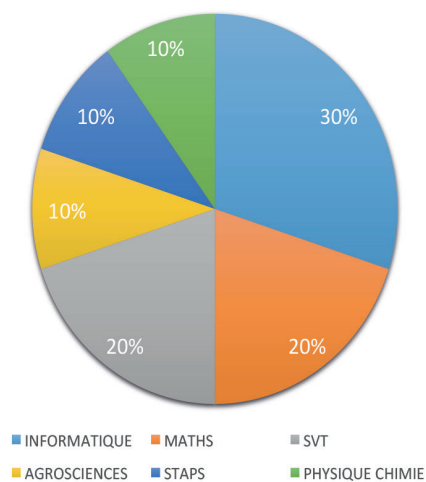


Sciences Technologie Santé

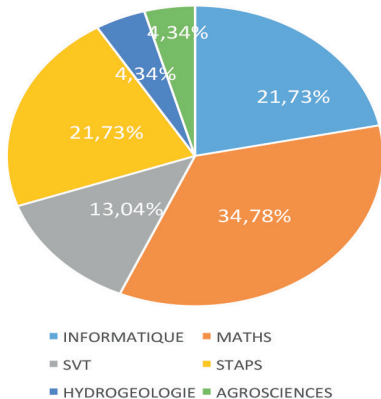
2012/2013



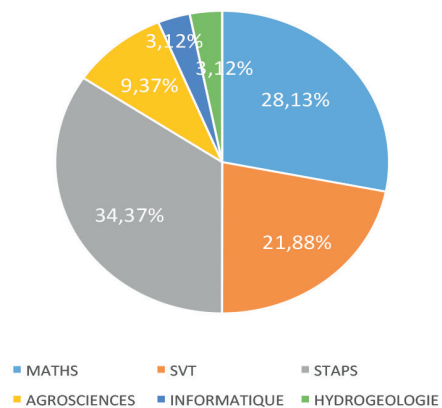
2013-2014



2014-2015

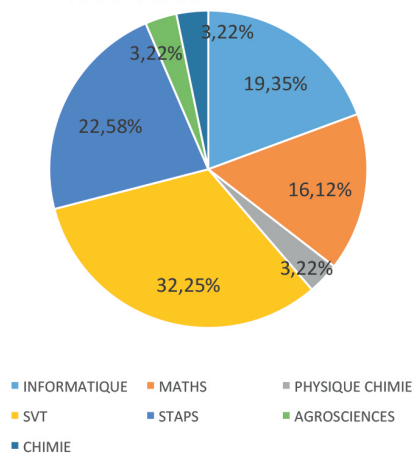


2015-2016

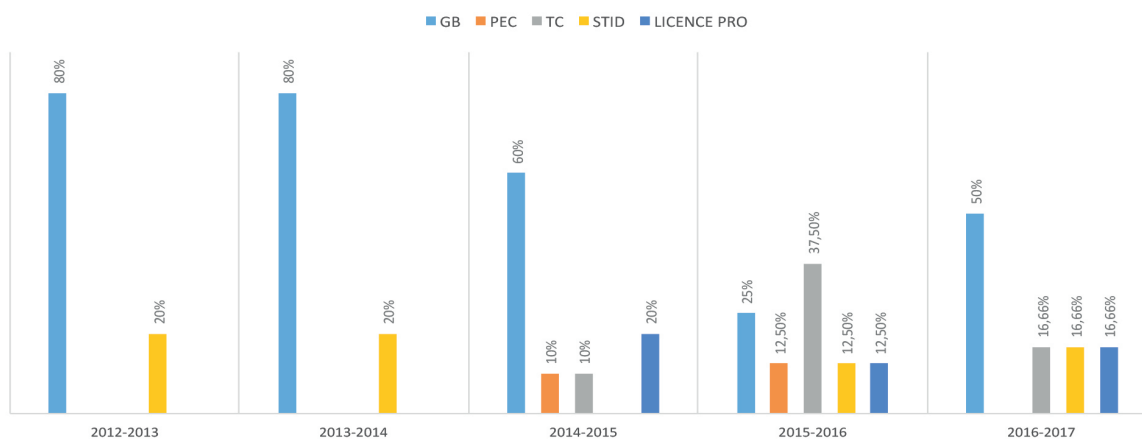


ANNEXE - 6 suite

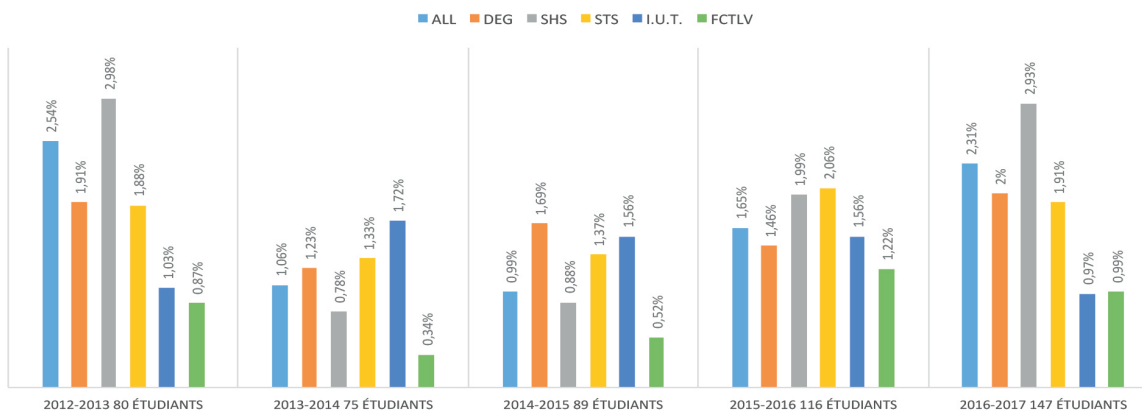
2016-2017



Institut Universitaire de Technologie – IUT-

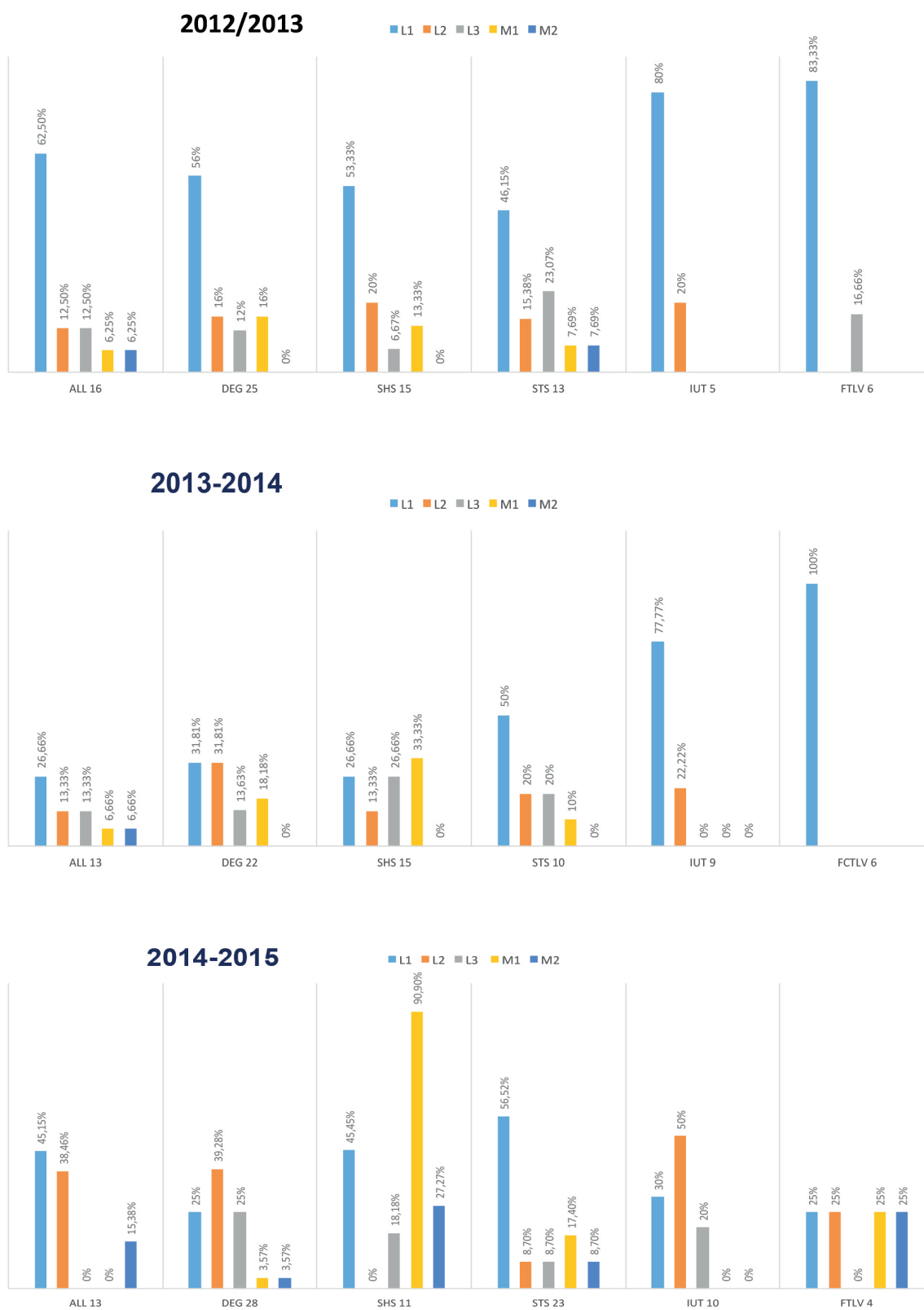


% d'étudiants en RSE par UFR-ip



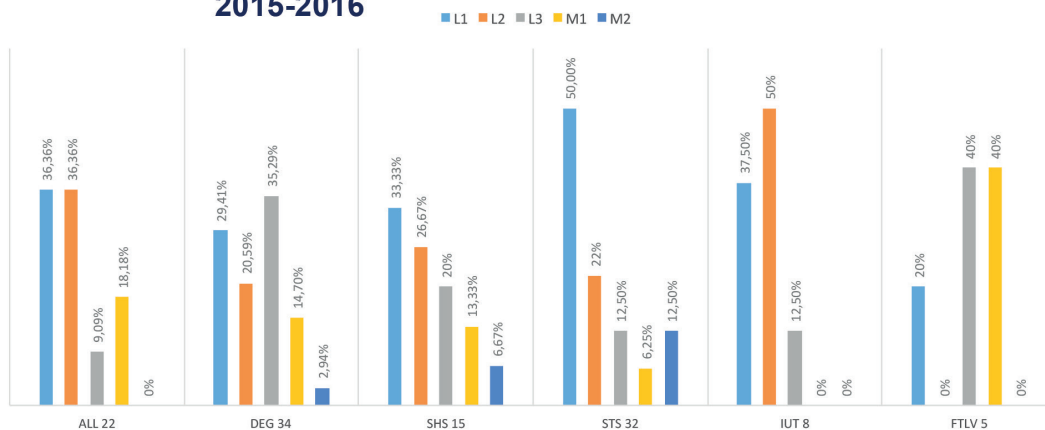
ANNEXE - 7

% d'étudiants en RSE par année L1-L2-L3-M1-M2,

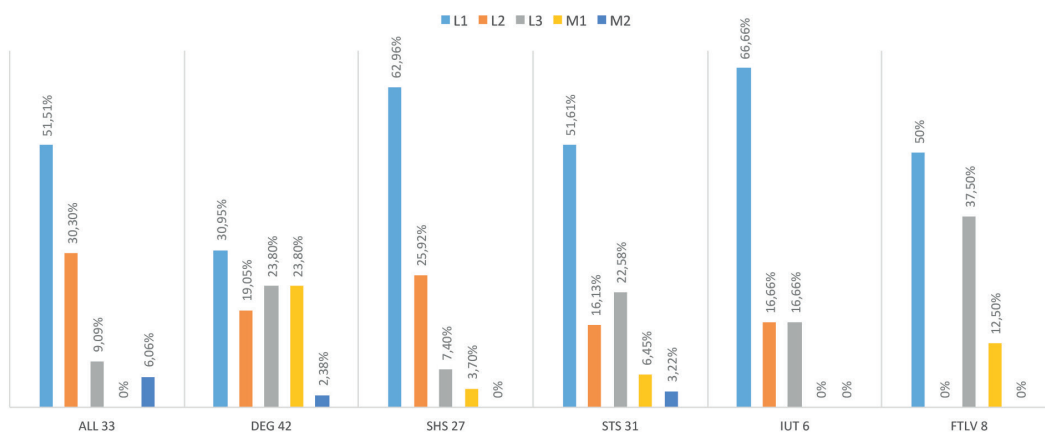


ANNEXE - 7 suite

2015-2016

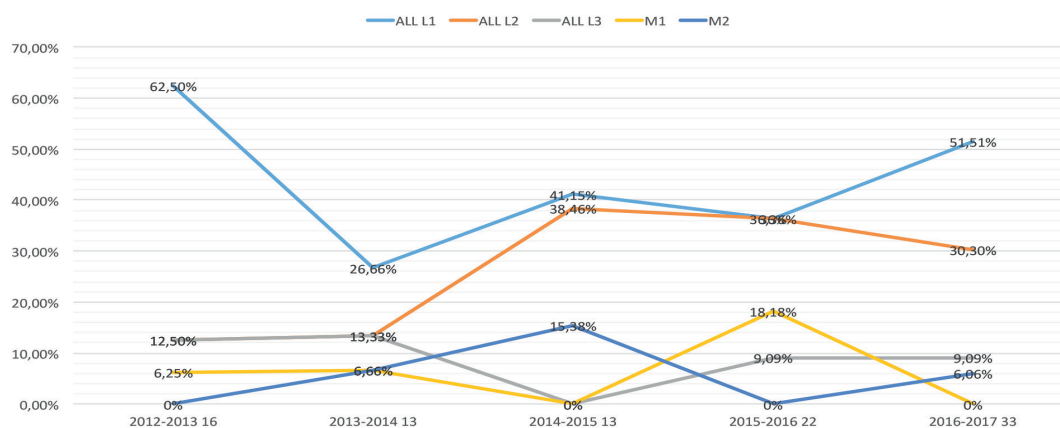


2016-2017



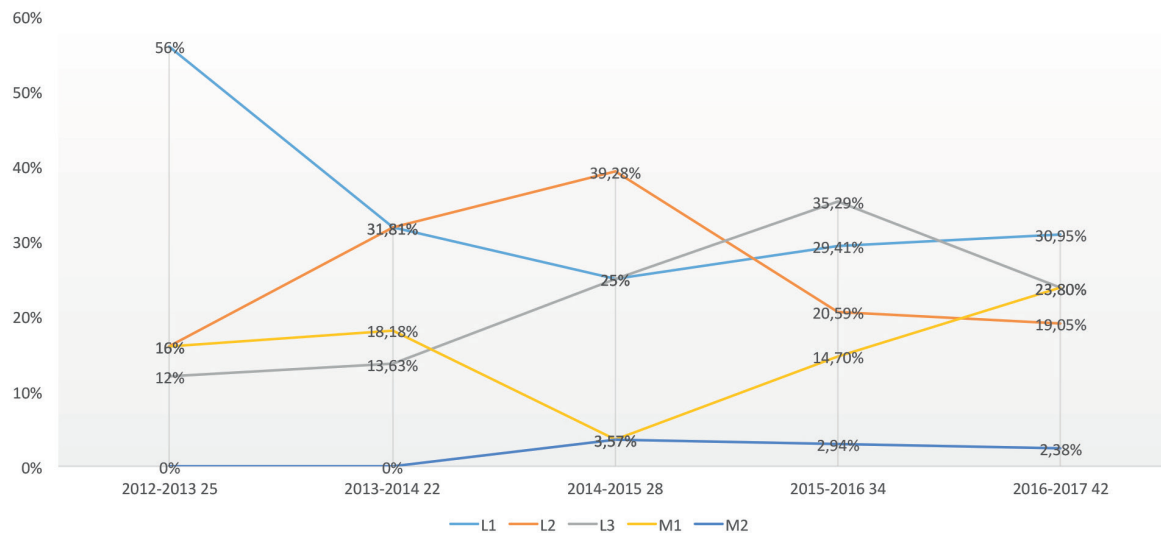
ANNEXE - 8

Arts Lettres & Langues -ALL-

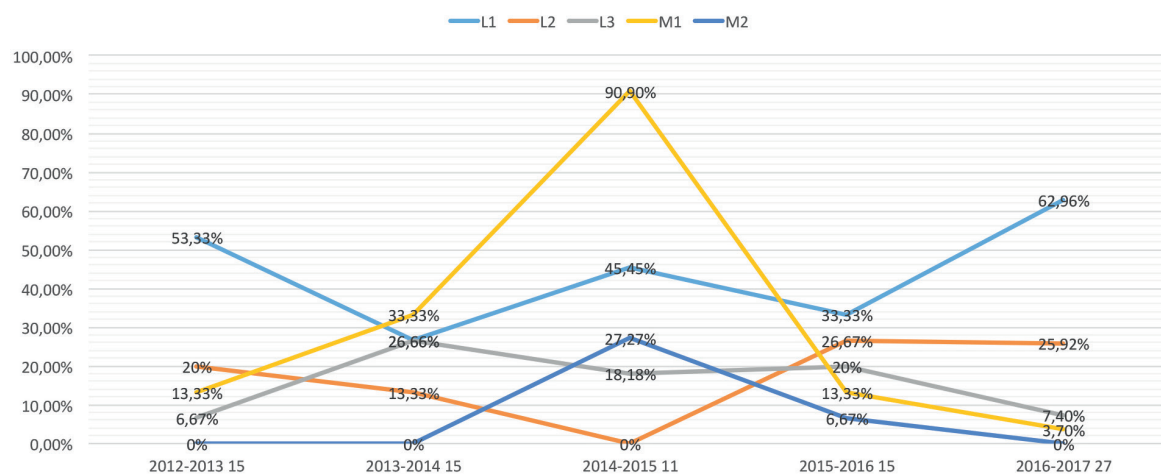


ANNEXE - 8 suite

Droit Economie Gestion

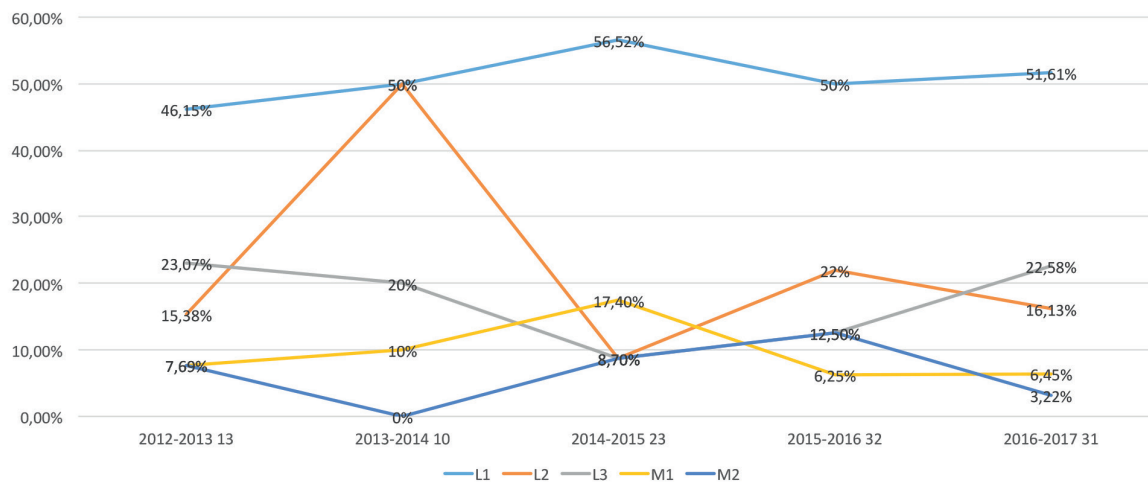


Sciences Humaines et Sociales

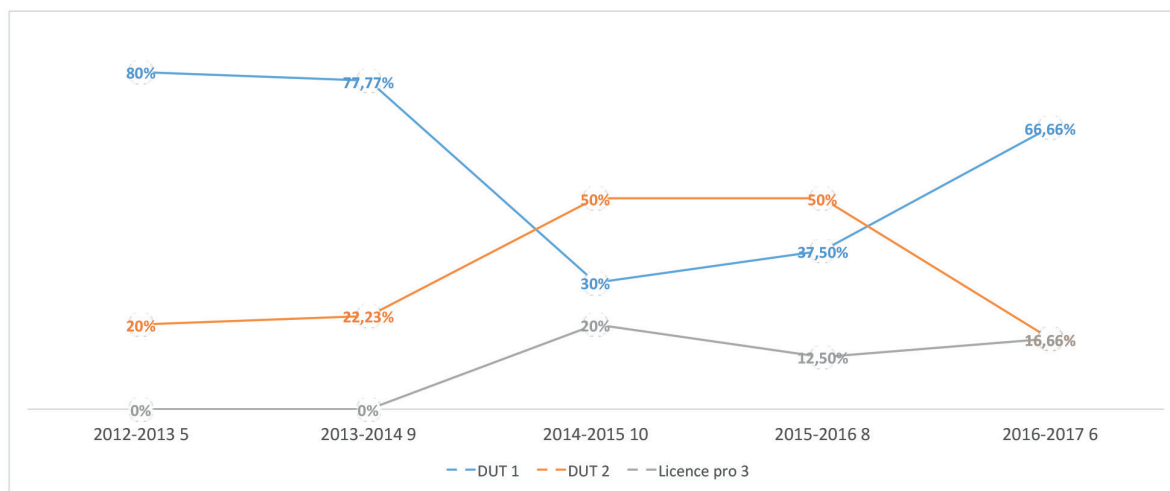


ANNEXE - 8 suite

Sciences Technologie Santé

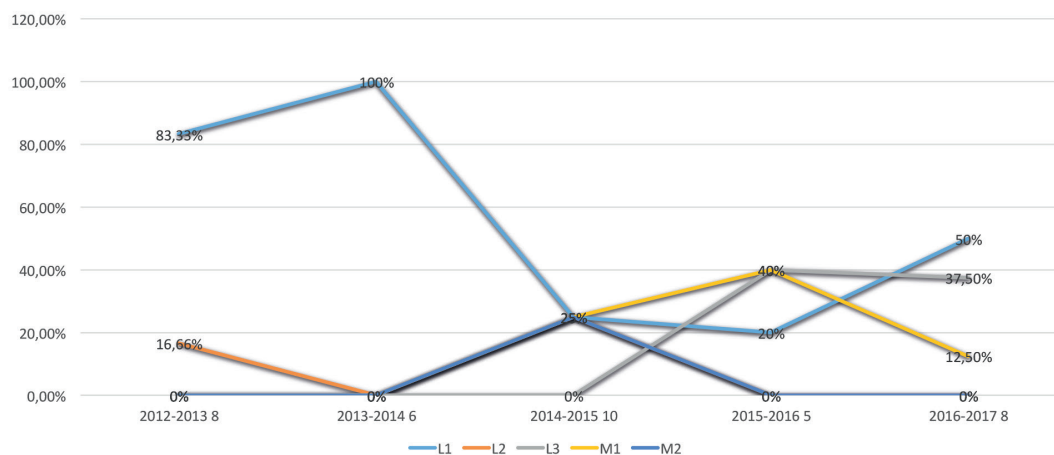


I.U.T.



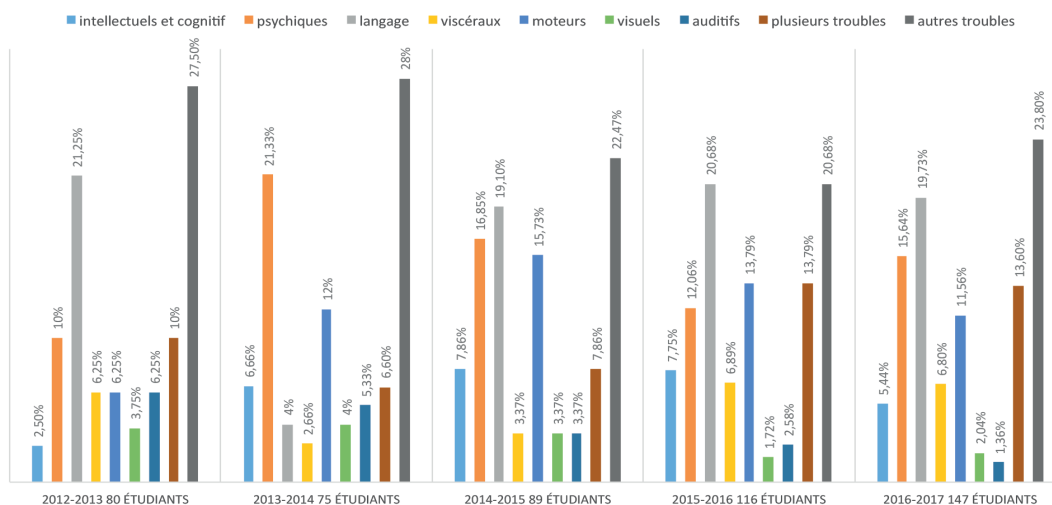
ANNEXE - 8 suite

Formation Tout au Long de la Vie - FTLV-



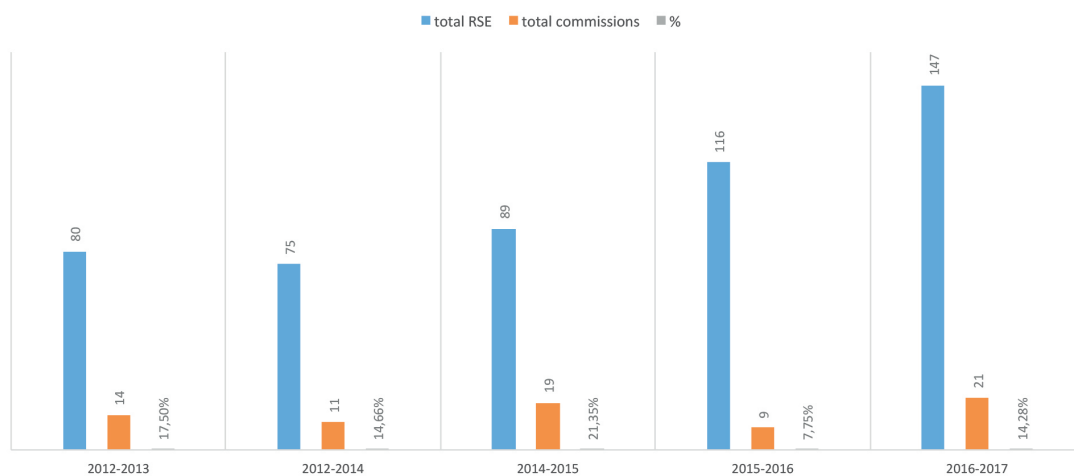
ANNEXE - 9

% de chaque type de handicap répertorié dans l'université



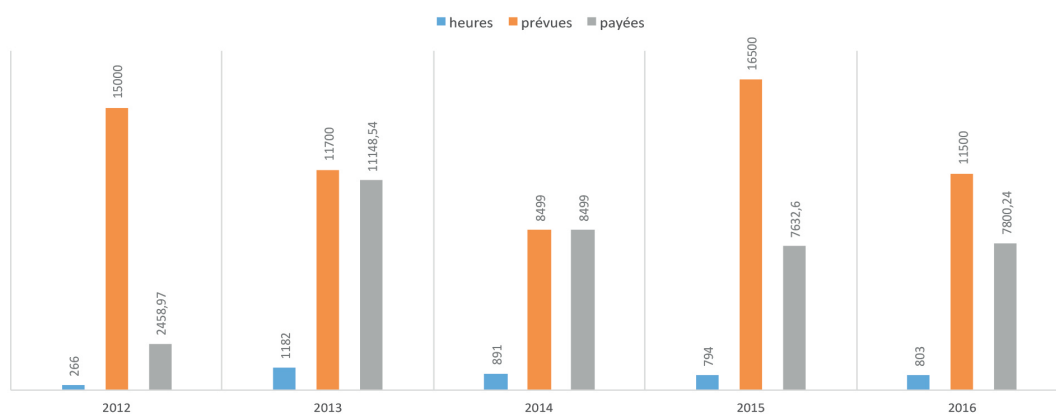
ANNEXE - 10

% de commissions plurielles réunies au nombre de RSE accordés



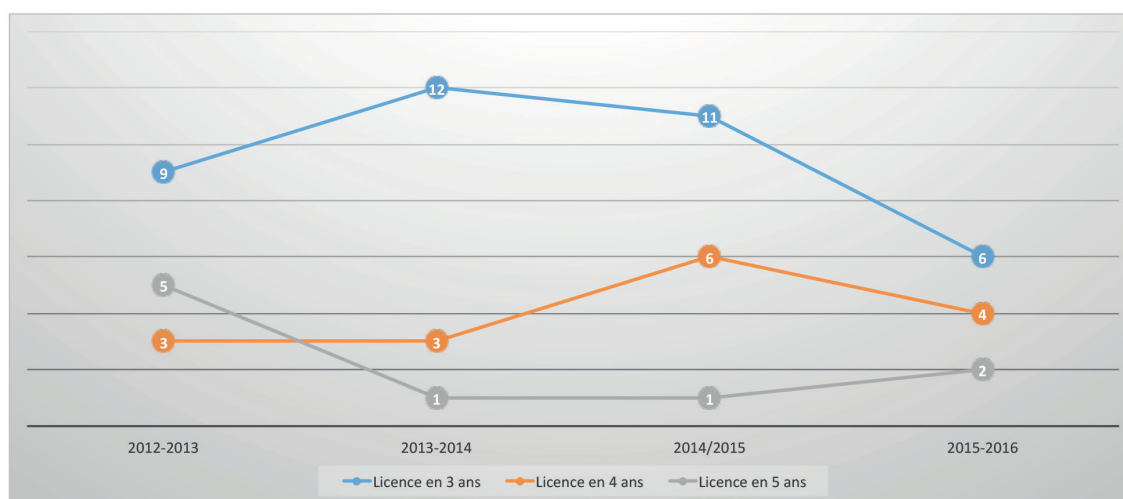
ANNEXE - 11

Nombre d'heures d'accompagnement prévu pour les étudiants en RSE, et réellement effectuées et payées



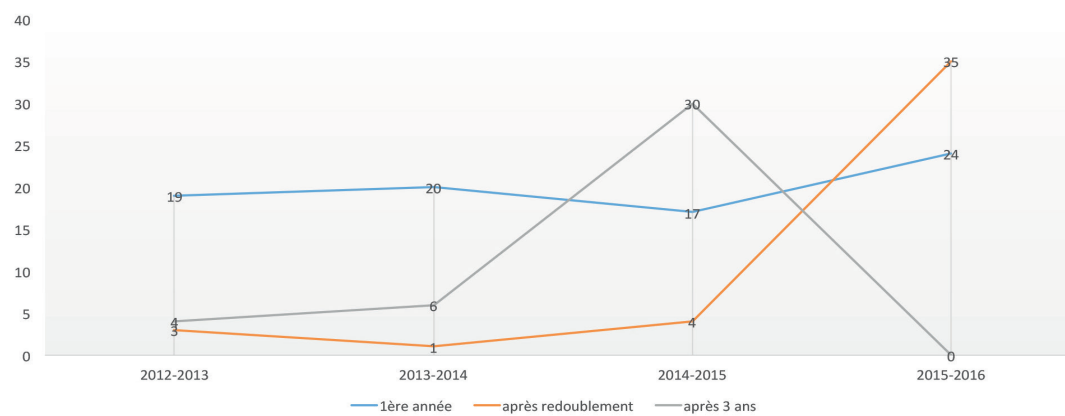
ANNEXE - 12

Nombre d'étudiants en RSE qui sortent de l'UAPV avec un diplôme



ANNEXE - 13

Nombre d'étudiants RSE handicap qui abandonnent



ANNEXE - 14



académies
Aix-Marseille
Nice
RÉGION ACADÉMIQUE
PROVENCE-ALPES-CÔTE D'AZUR
MINISTÈRE
DE L'ÉDUCATION NATIONALE
MINISTÈRE
DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR
DE LA RECHERCHE
ET DE L'INNOVATION

**Mission de
région académique
Scolarisation
des élèves
à besoins éducatifs
particuliers**

Dossier suivi par
Anne Malluret
CTRA ASH
Téléphone
06 37 26 01 29
Mél
ce.ctash
@ac-aix-marseille.fr

Place Lucien Paye
13621 Aix-en-
Provence cedex 1

Aix-en-Provence, le 4 septembre 2017

Le recteur de la région académique
Provence-Alpes-Côte d'Azur,
Recteur de l'académie d'Aix-Marseille,
Chancelier des universités

Le recteur de l'académie de Nice,
Chancelier des universités

à

Mesdames et Messieurs les membres du conseil régional
pour les élèves et les étudiants à besoins éducatifs
particuliers (CoREEP)

Objet : invitation

La création du conseil régional pour les élèves et les étudiants à besoins éducatifs particuliers a vocation à coordonner les politiques académiques et départementales dans le cadre des partenariats de la région académique Provence-Alpes-Côte d'Azur avec ses partenaires institutionnels.

A cet égard, nous vous invitons à participer à la première réunion de cette instance le **mercredi 20 septembre de 16H00 à 18H00** au lycée Maurice JANETTI, Route d'Aix, Quartier Mirade, 83 470 Saint Maximin la Sainte Baume.

L'ordre du jour prévu pour cette réunion est le suivant :

- Promouvoir l'école inclusive dans le cadre de la région académique, présentation d'une instance à l'échelle de la région académique : le conseil régional pour les élèves et les étudiants à besoins éducatifs particuliers (CoREEP).
Monsieur le Recteur de la région académique Provence-Alpes-Côte d'Azur
- La mission de région académique pour les élèves à besoins éducatifs particuliers :
 - les priorités 2017-2018 ;
 - focus autour de 4 dispositifs : la refonte de la formation des enseignants spécialisés (CAPPEI) ; le réseau d'accompagnement des professeurs (RAPR) ; une convention régionale avec l'agence régionale de santé (ARS) ; la mise en œuvre des plans d'accompagnement personnalisés (PAP).

Madame Anne MALLURET, Conseillère technique régionale ASH

- Présentation de deux dispositifs régionaux :
 - le dispositif pour les élèves nouvellement arrivés en France
Patrice GROS, IA-DAASEN 13
 - la cellule inter-académique pour les élèves intellectuellement précoces
Corinne TRAN, IA-IPR référente EIP

Nous vous remercions par avance pour votre participation.

2/2



Emmanuel ETHIS



Bernard BEIGNIER



RÉGION ACADÉMIQUE
PROVENCE-ALPES-CÔTE D'AZUR
MINISTÈRE
DE L'ÉDUCATION NATIONALE
DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR,
DE LA RECHERCHE
ET DE L'INNOVATION

CONSEIL REGIONAL POUR LES ELEVES ET LES ETUDIANTS
A BESOINS EDUCATIFS PARTICULIERS
CoREEP

LISTE DES MEMBRES 2017-2018

Bernard BEIGNIER	Recteur de l'académie d'Aix-Marseille
Emmanuel ETHIS	Recteur de l'académie de Nice
Yvon BERLAND	Président d'Aix-Marseille Université
Laurent BEN SOUSSAN	Chargé de mission handicap, AMU
Philippe ELLERKAMP	Président de l'Université d'Avignon et des Pays de Vaucluse
Olivier BRICHET DIT FRANCE	Chargé de mission handicap, UAPV
Eric BOUTIN	Président de l'université de Toulon
Patrick ABELLARD	Chargé de mission handicap, université de Toulon
Emmanuel TRIC	Président de l'université de Nice Sophia Antipolis
Valérie DALL'O	La responsable du service handicap, université de Nice Sophia antipolis
Pascal MISERY	Secrétaire général du Rectorat d'Aix-Marseille
Pierre-Raoul VERNISSE	Secrétaire général du Rectorat de Nice
Eric LAVIS	IA-DASEN des Alpes de Haute-Provence
Philippe MAHEU	IA-DASEN des Hautes-Alpes
Dominique BECK	IA-DASEN des Bouches du Rhône
Christian PATOZ	IA-DASEN du Vaucluse
Michel-Jean FLOC'H	IA-DASEN des Alpes Maritimes
Olivier MILLANGUE	IA-DASEN du Var
Patrice GROS	IA-DASEN des Bouches du Rhône, responsable du pilotage régional des CASNAV
Anne MALLURET	Conseillère technique régionale ASH
Pascal BENOIT	Chef du SAR
Marie-Hélène LEMERCIER	IEH-ASH DSDEN 13
Frédéric AZAÏS	IEH-ASH DSDEN 13
Jean-Pierre ABOU	IEH-ASH DSDEN 13
Magali BASSET	IEH-ASH DSDEN 13

Dossier suivi par :

Anne Malluret
Conseillère technique
IEH-ASH
Tél : 04 42 91 72 50
Fax : 04 42 91 70 06
anne.malluret
@ac-aix-marseille.fr

Pascal BENOIT
Chef du service pour les
affaires régionales
IEH-ASH
Tél : 04 42 91 71 47
pascal.benoit
@ac-aix-marseille.fr

Place Lucien Paye
13621 Aix-en-
Provence cedex 1



2/4

Dominique PAPON	IEH-ASH DSDEN 84
Michel BOUTONNE	IEH-ASH DSDEN 83
Patrice MARECHAL	IEH-ASH DSDEN 06
Mireille BELLAIS	IEH-ASH DSDEN 05
Ariane MEYER	IEH-ASH DSDEN 04
Pierre RIGAT	IA-IPR, référent école inclusive académie d'Aix-Marseille
Anne ROSSINI	IA-IPR, référent école inclusive académie de Nice
Sophia CZERNIC	IEH-ET, référent école inclusive académie d'Aix-Marseille
Anne DURAND	IEH-ET, référent école inclusive académie de Nice
Dominique TRUANT	Doyen du collège des inspecteurs 1 ^{er} degré, référent école inclusive académie Aix-Marseille
Martine LEFEVRE	IEH 1 ^{er} degré, référent école inclusive académie de Nice
Corinne TRAN	IA-IPR, référent EIP pour la région académique
Olivier CASSAR	CSAIO académie d'Aix-Marseille
Nathalie FETNAN	CSAIO académie de Nice
Claude GARNIER	DAFPI académie d'Aix-Marseille
Patrick DESPREZ	DAFPI académie de Nice
Joseph CESARO	DAPI académie de Nice
Vincent VALERY	DAFIP académie d'Aix-Marseille
Pierre TAUDOU	Médecin, conseiller technique du recteur académie d'Aix-Marseille
Suzel MULLER	Médecin, conseiller technique du recteur académie de Nice
Muriel DESHAYES	Assistante sociale, conseillère technique du recteur académie d'Aix-Marseille
Sylvie FLORENTIN	Assistante sociale, conseillère technique du recteur académie de Nice
Joëlle DURANT	Infirmière, conseillère technique du recteur académie d'Aix-Marseille
Corinne MAINCENT	Infirmière, conseillère technique du recteur académie de Nice
Claude D'HARCOURT	Directeur général de l'agence régionale de santé PACA

Anne HUBERT	Délégation ARS des Alpes de Haute-Provence
Jérôme VIEUXTEMPS	Délégation ARS des Hautes-Alpes
Karine HUET	Délégation ARS des Bouches du Rhône
Mme Caroline CALLENS	Délégation ARS du Vaucluse
Sébastien DEBEAUMONT	Délégation ARS du Var
Yves DENION	Délégation ARS des Alpes Maritimes
Mélanie BROVELLI	Directrice de la maison départementale des personnes handicapées (MDPH) des Alpes de Haute-Provence
David BLANC	Directeur de la maison départementale des personnes handicapées (MDPH) des Hautes-Alpes
ThiKimDung NGUYEN	Directrice de la maison départementale des personnes handicapées (MDPH) des Bouches du Rhône
Alain FAGEOT	Directeur de la maison départementale des personnes handicapées (MDPH) du Vaucluse
Laetitia BARRET	Directeur de la maison départementale des personnes handicapées (MDPH) du Var
Michèle FROMENT	Directeur de la maison départementale des personnes handicapées (MDPH) des Alpes-Maritimes
Jean-Philippe GARCIA	Représentant de la fédération des Conseils des parents d'élèves (FCPE) département des Bouches du Rhône
Philippe BRUNETTO	Représentant de la fédération des Conseils des parents d'élèves (FCPE) département du Var
Patricia LAZZARO	Représentante de la fédération des parents d'élèves de l'enseignement public (PEEP) département des Bouches du Rhône
Carole ARCIDIACONO	Représentante de la fédération des parents d'élèves de l'enseignement public (PEEP) département du Var
Monique PITEAU-DELOD	Directrice du centre régional de l'enfance et de l'adolescence inadaptées (CREAI)
Jacques PANTALONI	Président de l'association régionale Pour l'intégration (ARI)

3/4



4/4

Arlette DE ASIS	Présidente de l'union régionale des pupilles de l'enseignement public (URPEP)
Christian FOILLARD	Président de l'association pour adultes et jeunes handicapés (APAJH)
Maryline HANOT	Représentante de l'association départementale des paralysés de France (APF)
Gaëtan GUILLARD	Président des services de l'union régionale des associations de parents d'enfants déficients auditifs (URAPEDA)
Emmanuel CHAROT	Président de l'URAPEI PACA
Evelyne LETEMPLIER	Présidente de l'association des papillons blancs de salon et des environs
Roland CANOVAS	Président de l'association pour la défense et l'insertion des jeunes et des handicapés (ADIJ)
Alain ARRVETS	Président de l'association GEIST 21 PACA
Jean-Claude CORUZZI	Président de l'association régionale d'aide aux infirmes moteurs cérébraux (IMC)
Michel HABIB	Président de l'association Résodys
Luce NOCERA	Présidente de l'association DFD13
Dominique QUINCHON	Président de l'association départementale PEP83

COMPTE RENDU DE REUNION DU 06/03/2018

Contexte et objectifs de la réunion

Le Premier ministre, M. Edouard Philippe, a confié à M. Adrien TAQUET, député, et M. Jean-François SERRES, membre du Conseil économique, social et environnemental, une mission sur le handicap, priorité du quinquennat.

Ils seront spécifiquement chargés de proposer à Gérard DARMANIN, ministre de l'Action et des Comptes publics, et Sophie CLUZEL, secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre chargée des Personnes handicapées, des mesures de simplification administrative au bénéfice des personnes en situation de handicap et de leurs proches.

Aussi, Adrien TAQUET et Jean-François SERRES souhaitent que l'ensemble des travaux soient guidés par une démarche résolument centrée sur les besoins des personnes handicapées et de leurs aidants, et non sur les structures administratives et les dispositifs. Les constats et préconisations devront donc reposer directement sur la parole et l'expertise de ces derniers.

Suite à la phase d'observation, nous avons souhaité rencontrer les membres du CCAS d'Avignon pour échanger sur leur volonté de rendre la ville plus accessible.

Objet de la restitution

Cette restitution suit la réunion du mardi 06/03 où l'ensemble des acteurs présents nous ont partagé leurs irritants ainsi que les hypothèses de solutions qu'ils souhaiteraient mettre en place pour mieux accompagner l'utilisateur en situation de handicap. Ce document est simplement une restitution des échanges des acteurs qui ont souhaité avoir des éléments écrits dans l'objet de suivre la démarche jusqu'au bout.

IRRITANTS

- Lourdeur des dossiers administratifs qui poussent les usagers à abandonner leurs droits (ex: Caf demande des docs qu'elle délivre)
- Délais très long // besoin urgents dépendants des évolutions du handicap
- Renouvellement inutile et chargé en émotions alors que le handicap n'a pas évolué
- Calcul des aides compliquées et pas toujours justifié
- RQTH inutile pour les petites entreprises

- Transports : Peu de transports accessibles et manque de moyens financiers pour les faire évoluer
- Manque d'accès aux informations (pas assez de document en FALC, présence numérique peu existante des acteurs dédiés, peu de communication hors BAO)
- RQTH méconnue du public
- Pas d'acculturation auprès du grand public et méconnaissance du handicap (toujours associé à un fauteuil roulant)

- Manque de soutien notamment sur la rédaction du projet de vie du formulaire MPDH (pas de précisions sur ce qu'il faut écrire)
- Egalement demandé pour les enfants
- AS font le dossier MDPH à la place des familles et non avec elles
- Un même handicap, des projets de vie et des besoins différents + temporalité différente

HYPOTHESES

- MDPH ne devrait plus dépendre du département (système des GIP)
- Dissocier la reconnaissance et l'identification du handicap
- Avoir une date d'échéance avec possibilité d'interpeller la MDPH uniquement quand il y a un changement de situation
- Rallonger les dates de dispositifs MDPH (moins de renouvellement > plus d'accompagnement)
- Centraliser les démarches pour les personnes avec des troubles psychiques

- Gratuité automatique des transports et sans renouvellement
- Campagne de communication auprès des médecins, des écoles et des lieux de vie quotidienne
- Gommer les trottoirs

- Faire le parallèle avec la perte d'autonomie des personnes âgées
- Plus d'accompagnement sur la formulation des besoins des familles
- Un professionnel sur l'accompagnement à temps plein

COMPTE RENDU DE REUNION DU 06/03/2018

Présents à cette réunion :

Prénom Nom	Fonction	Adresses mail
Véronique FERREY	Directrice du CCAS	Veronique_ferrey@ccasavignon.org
Cyrielle NAVARRE	Coordinatrice Ressources Pôle social du CCAS	Cyrielle_navarre@ccasavignon.org
Evelyne DOR	Coordinatrice CLIC et Handicap	Evelyne_dor@ccasavignon.org
Guillaume THIERIOT	DGA Pôle Vivre ensemble Ville d'Avignon	Guillaume.thieriot@mairie-avignon.com
Géraldine BORNET	Consultante chef de projet immersion handicap La Javaness	geraldine@lajavaness.com
Flora SIFFLET	Consultante Designe cabinet La javaness	flora@lajavaness.com
Nasser GAROUI	Directeur service proximité – Pôle Vivre la Ville	Nasser.garoui@mairie-avignon.com
Alain FAGEOT	Directeur MDPH 84	Alain.fageot@mdph84.fr
Isabelle DUGARET	Sensibilisation au handicap / MDPH 84	Isabelle.dugaret@mdph84.fr
Emilie CHENEAU	Gestionnaire cas complexes autisme / TEDAI 84	Emilie.cheneau@tedai.org
Sophie MARCATAND	Présidente TEDAI 84	Tedai84@orange.fr
Mireille FOUQUEAU	Directrice territoriale APF	Mireille.fouqueau@apf.asso.fr
Leliane VALAT	Elue APF	Leliane.valat@gmail.com
Gérard LANGOUREAUX	UNAFAM 84	Gerard.langoureux@wanadoo.fr
Catherine SEGALIN	Assistante Direction générale du CCAS	Catherine_segalin@ccasavignon.org
Bernard HOKMAYAN (excusé)	Adjoint au Maire d'Avignon, en charge du handicap	Bernard.hokmayan@mairie-avignon.com
Anne GAGNIARD (excusée)	Adjointe au maire d'Avignon, en charge de la solidarité et de l'action sociale	Anne.gagniard@mairie-avignon.com
Olivier BRICHET (excusé)	Sport campus Avignon et politique handicap Université d'Avignon	Olivier.brichet@univ-avignon.fr

ANNEXE - 16



MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION NATIONALE MINISTÈRE DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR, DE LA RECHERCHE ET DE L'INNOVATION

Secrétariat général

Direction générale des
Ressources humaines)

Service des personnels
enseignants de l'enseignement
scolaire

Mission à l'intégration des
personnels handicapés

DGRH B-MIPH
n° 2018 - 0004

Affaire suivie par
Sylvie Boivert

Téléphone
01 55 55 05 19
Télécopie
01 55 55 48 38

Courriel
sylvie.boivert
@education.gouv.fr

72, rue Regnault
75243 Paris cedex 13

Paris le 22 janvier 2018

La ministre de l'enseignement supérieur, de la
recherche et de l'innovation

à

Mesdames et Messieurs les présidents de
communauté d'universités et établissements,
Mesdames et Messieurs les présidents
d'université et directeurs d'établissement public
d'enseignement supérieur
Mesdames et Messieurs les directeurs des
ressources humaines

s/c de Mesdames et Messieurs les recteurs
d'académie, chanceliers des universités

Objet : Modalités de recrutement des personnes en situation de handicap dans
l'enseignement supérieur

La présente note a pour objet de préciser les modalités de recrutement des
personnes en situation de handicap dans les universités et autres établissements
publics de l'enseignement supérieur. Elle a notamment pour objectif d'harmoniser
les pratiques entre les établissements et de rappeler la répartition des
compétences entre les services rectoraux et les établissements, au regard des
corps considérés.

La première partie est consacrée au recrutement par la voie contractuelle, la
seconde partie présente des observations réglementaires sur les procédures et la
troisième partie rappelle les autres types de recrutement possibles pour les
personnes en situation de handicap.

**I - Le recrutement par la voie contractuelle (décret n°95-979 du 25 août 1995
modifié relatif au recrutement des travailleurs handicapés dans la fonction
publique pris pour l'application de l'article 27 de la loi n°84-16 du 11 janvier
1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique de
l'Etat)**

Le recrutement prévu par ce décret, dit « recrutement par la voie contractuelle au
titre du décret de 1995 », est un dispositif permettant de recruter des bénéficiaires

de l'obligation d'emploi (BOE) par contrat à l'issue duquel ils peuvent être titularisés s'ils ont fait la preuve de leur aptitude professionnelle. Ce recrutement constitue la voie à privilégier pour les BOE puisqu'elle leur est spécifiquement dédiée.

Peuvent être recrutés par cette voie les bénéficiaires de l'obligation d'emploi (BOE) mentionnés aux 1°, 2°, 3°, 4°, 9°, 10° et 11° de l'article L. 5212-13 du code du travail (Annexe 1).

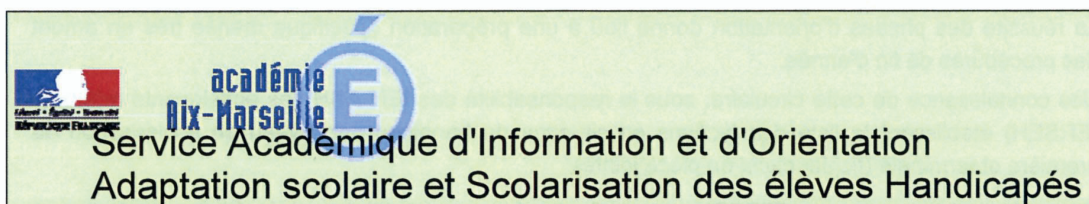
1. REPARTITION DES COMPETENCES

Le tout premier point sur lequel il est important d'attirer votre attention concerne la répartition des compétences en matière de recrutement et de titularisation.

Il convient de se référer au tableau de répartition des compétences, joint en annexe 2, pour déterminer, selon le corps d'appartenance des postes à pourvoir, si l'autorité délégataire est le ministre, le recteur, ou le chef d'établissement, ce qui aura une incidence sur le déroulé des opérations de recrutement.

S'agissant des recrutements faits sous la compétence du recteur, il conviendra de suivre la procédure indiquée dans l'annexe 3 et, en complément, pour les enseignants des 1^{er} et 2nd degrés, et les psychologues de l'éducation nationale, le point 14 infra.

ANNEXE - 17



SAIO/...-... du .../01/2018

ACCOMPAGNEMENT DES PARCOURS DES ELEVES EN SITUATION DE HANDICAP VERS L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR

Références : Articles D. 351-3 à D. 351-20 du code de l'Éducation précisant les modalités de mise en œuvre du parcours de formation des élèves présentant un handicap - Circulaire n° 2016-117 du 8-8-2016 relative au parcours de formation des élèves en situation de handicap dans les établissements scolaires - Circulaire n° 2016-186 du 30 novembre 2016 relative à la formation et à l'insertion professionnelles des élèves en situation de handicap – Circulaire de rentrée 2017 n°10 du 9 mars 2017 – Arrêté du 01/07/15 relatif au Parcours Avenir (BO du 9 juillet 2015).

Destinataires : Mesdames et messieurs les enseignants référents pour la scolarisation des élèves en situation de handicap (ERSEH) s/c de Mesdames et messieurs les IEN-ASH - Mesdames et messieurs les proviseurs des lycées et lycées professionnels publics et privés - Mesdames et messieurs les directeurs de CIO, s/c de Messieurs les IA-DASEN - Pour information : Mesdames et messieurs les présidents d'université s/c de Madame, Monsieur le Vice-président CFVU - Madame et messieurs les IEN-IO - Monsieur le médecin conseiller technique du Recteur

Dossier suivi par : Mme MALLURET Tél. 04 42 95 29 46 – M. CASSAR Tél : 04 42 91 70 15 - mail : ce.saio@ac-aix-marseille.fr

La circulaire a vocation à décrire le processus d'orientation active en direction des élèves en situation de handicap, les modalités de leur accompagnement et la transition vers l'enseignement supérieur, notamment dans le cadre du plan étudiant.

Éléments de contexte

Le cadre législatif et réglementaire fait obligation de faciliter et d'accompagner les parcours des élèves, en particulier ceux en situation de handicap.

L'académie d'Aix-Marseille s'est dotée d'un dispositif visant à sécuriser et promouvoir les parcours des élèves en situation de handicap en facilitant leur poursuite d'études par la prise en compte de leurs besoins éducatifs particuliers. Ce dispositif concerne les élèves de lycée bénéficiant d'un projet personnalisé de scolarisation (PPS) élaboré par la CDAPH¹ ; il doit mobiliser autour des familles et de l'élève, les différents acteurs qui interviennent dans le champ du projet personnalisé d'orientation de l'élève (PPO) : enseignants référents pour la scolarisation des élèves en situation de handicap (ERSEH), psychologues de l'éducation nationale Education développement et conseil en orientation scolaire et professionnelle (Psy EN EDO), directeurs de centres d'information et d'orientation (DCIO), personnels de direction et équipes éducatives (en particulier le professeur principal).

1^{ère} étape : le public cible

Plus encore que pour les autres élèves, la réussite des phases d'orientation doit donner lieu à une préparation spécifique pour les élèves bénéficiant d'un PPS dans le cadre de l'élaboration progressive du projet d'orientation scolaire et professionnel. Cela constitue l'un des objectifs principaux du parcours Avenir.

¹ CDAPH : commission des droits et de l'autonomie pour les personnes handicapées.

La réussite des phases d'orientation donne lieu à une préparation spécifique menée très en amont des procédures de fin d'année.

Dès connaissance de cette circulaire, sous la responsabilité des IEN ASH, les enseignants référents (ERSEH) établissent la liste des lycéens en situation de handicap par niveau de scolarisation de première et terminale (fichier excel en pièce jointe).

Cette liste est transmise par l'ERSEH aux chefs d'établissement de chaque lycée de son secteur à l'attention du psy EN EDO pour le **26 janvier 2018 dernière limite**. Une copie est adressée simultanément aux DSDEN à l'attention des IEN-ASH et des IEN-IO, au directeur de CIO de proximité ainsi qu'au SAIO qui assurera le suivi global.

2^{ème} étape : Processus d'orientation active dès la 1^{ère} et sécurisation des parcours vers l'enseignement supérieur

Les élèves en situation de handicap doivent bénéficier de manière spécifique des dispositions prévues pour la préparation des choix des élèves dans le cadre de l'orientation active, notamment du conseil d'orientation anticipé auxquelles les deux heures hebdomadaires d'accompagnement personnalisé sont dédiées pour partie.

En première générale, technologique ou professionnelle

Au sein de l'établissement, l'équipe éducative se réunit au cours du second semestre pour retracer le parcours de l'élève dans son PPO formalisé dans le cadre de la mise en œuvre du PPS. Une copie est adressée par le professeur principal, chargé de coordonner la rédaction à l'enseignant référent (ERSEH) et au Psy EN EDO. La fiche de liaison préparatoire à l'entrée dans l'enseignement supérieur (Partie : *Projet d'orientation post bac – classe de 1^{ère}*) est complétée avec l'aide du psy EN EDO, du PP et si possible de l'ERSEH dans le cadre du conseil d'orientation anticipé de 1^{ère}.

En terminale générale – technologique ou professionnelle

- Dès le premier trimestre, l'élève est tout particulièrement accompagné dans la formulation de ses choix de formations supérieures sur le portail PARCOURSUP, notamment par le psy EN EDO, le PP et l'ERSEH. Il mentionne avant le conseil de classe du 1^{er} trimestre/semestre ses intentions provisoires post bac dans la fiche dialogue nationale présente dans le document Fiche de liaison préparatoire à l'accès au supérieur (ci-jointe). Il bénéficie notamment des temps forts que constituent les deux semaines de l'orientation.

Deux outils numériques sont mis à la disposition des élèves en vue de renforcer cet accompagnement :

- www.terminales2017-2018.fr (ONISEP)
- www.monorientationenligne.fr

- Dès formulation des vœux sur la plate-forme PARCOURSUP, l'équipe de suivi de scolarisation (ESS) prend alors connaissance de ces intentions et vérifie qu'elles sont conformes au PPS afin de s'assurer de la transition vers le supérieur.
- Avec l'accord préalable de l'élève majeur ou de ses représentants légaux, la fiche de liaison préparatoire à l'entrée dans l'enseignement supérieur des élèves en situation de handicap sera communiquée par l'enseignant référent (ERSEH) aux référents handicap des universités ;
 - Dans le cas d'une poursuite d'études en EPLE (BTS, CPGE), l'enseignant référent (ERSEH) transmet le dossier à la Commissions des droits et de l'autonomie des personnes handicapées (CDAPH) avec le GEVA-Sco faisant mention du PPO.

- Dans le cadre d'une demande de formation en universités, l'enseignant référent (ERSEH) prend obligatoirement contact dès la fin de la phase d'expression des candidatures (13 mars 2018) avec le correspondant handicap de l'enseignement supérieur. Il transmet la fiche de liaison complétée des élèves concernés.

Pour Aix-Marseille-Université :

Mme Catherine CREFF - Directrice du Pôle Vie Etudiante
catherine.creff@univ-amu.fr / 04 42 17 25 44

Mme Béatrice DELORGE - Responsable administrative du Pôle Vie Etudiante
beatrice.delorge@univ-amu.fr / 04 42 17 25 21

Pour l'Université d'Avignon et des Pays de Vaucluse :

Mr. Olivier BRICHET
olivier.brichet-dit-france@univ-avignon.fr

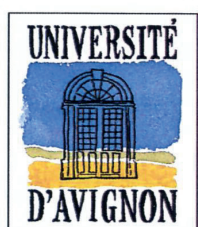
L'appui des IEN ASH et de la conseillère ASH du Recteur peut être sollicité.

Je sais pouvoir compter sur l'implication de tous pour améliorer significativement l'égalité des chances pour les élèves en situation de handicap.

Signataire : Bernard BEIGNIER, Recteur de l'Académie d'Aix-Marseille, Chancelier des Universités



SCHEMA DIRECTEUR IMMOBILIER ET D'AMENAGEMENT DE L'UNIVERSITE D'AVIGNON ET DES PAYS DU VAUCLUSE



UNIVERSITÉ D'AVIGNON
ET DES PAYS DE VAUCLUSE

Schéma directeur immobilier

Livrable 3 – Indice E

**Mise à jour du livrable 3 indice D de juin 2015
par l'Université en mai 2016**

ANNEXE - 19



Le programme HUGO en quelques mots

OBJECTIFS :

Mise en place d'un cursus de **formation aboutissant à l'obtention d'un Diplôme d'INGENIEUR INFORMATIQUE**- titre homologué inscrit au RNCP de niveau I (**Bac +5**) -habilité par la CTI (Commissions des Titres d'Ingénieurs) - dans le cadre de la formation professionnelle en **alternance sur 24 mois**, pour des **personnes en situation de handicap** » permettant de :

- Répondre aux besoins des entreprises en recherche de compétences dans les domaines de l'informatique,
- Faciliter l'accès des travailleurs handicapés au marché de l'emploi

Un premier projet « HUGO » mené sur le département des Bouches du Rhône (13)

Description et contexte :

Devant les **difficultés rencontrées par les entreprises pour recruter des Ingénieurs** et des difficultés à attirer les demandeurs d'emploi en situation de handicap, un collectif d'entreprises, dénommé « HUGO » (Handi You Go), composé de Responsables et de Chargés de Mission Handicap de grandes entreprises (Gemalto, Enedis, Atos, STMicroelectronics, La Française des Jeux, DCNS, Capgemini, SII ; CGI ; SOMEI ; Société du Canal de Provence ; SAP Labs France ; CEA) a décidé **d'utiliser l'alternance comme un levier de recrutement en cohérence avec les politiques Handicap**, en suivant les recommandations de l'Etat et de l'Agefiph afin de former, qualifier et recruter des personnes en situation de handicap.

Soutenu financièrement et humainement par la Direction Régionale de l'AGEFIPH, le collectif s'est enrichi d'un porteur de projet administratif : le pôle de Compétitivités CAPENERGIES et a missionné un cabinet en charge de l'assistance à maîtrise d'ouvrage : FPM CONSEIL.

Une première promotion a vu le jour début 2017 en **partenariat avec l'école d'Ingénieurs POLYTECH Marseille**.

Elle est composée de 11 alternants qui ont signé un **contrat de professionnalisation en CDD 24 mois (15 jours en formation- 15 jours en entreprises)**.

Afin de **sécuriser le parcours de professionnalisation**, le collectif avec le soutien de l'Agefiph a mis en place un accompagnement via le dispositif THEMIS by HUGO. Ce dispositif est déployé par le cabinet AMF en charge **d'accompagner individuellement et collectivement les alternants durant toute la formation, afin de s'assurer de la bonne progression** de ces derniers, définir ensemble les axes d'amélioration et éviter les risques de rupture.

Un second projet « HUGO » dans le département des Alpes Maritimes (06) ?

Présentation et Enjeux :

Forts de cette première expérience, certaines entreprises du collectif présentent sur le 06, ont décidé de réfléchir ensemble au déploiement de ce type d'initiative dans d'autres départements, voire régions. Aujourd'hui, 10 entreprises sont partantes pour lancer une expérimentation similaire sur SOPHIA ANTIPOLIS :



Enjeux :

Pour VOUS Entreprises :

- **Recruter des candidats en situation de handicap** répondant à vos besoins.
- **Utiliser l'alternance comme levier de recrutement** en cohérence avec votre politique « handicap », en suivant les recommandations de l'Etat et de l'Agefiph afin de former, qualifier et recruter.
- Engager votre responsabilité en faveur de **l'Egalité Professionnelle et de la Diversité** en adéquation avec votre politique RSE.
- **Améliorer votre taux d'emploi de travailleurs en situation de handicap.**

Pour les candidats :

- Obtenir un niveau correspondant aux besoins du marché de l'emploi et une reconnaissance des acquis (compétences, connaissances).
- Améliorer la qualité du profil grâce à une formation dispensée par une Grande Ecole d'Ingénieurs.
- Augmenter leur employabilité.
- Accéder à un emploi qualifié.

REJOIGNEZ-NOUS !

Pour toute information complémentaire : peggy.montero@fpmconseil.fr

QUATRE DOCUMENTS COMPLÉMENTAIRES

- **La Santé des étudiants par OVE**
(Septembre 2017)
- **Obligation raisonnable comme garantie
de l'égalité de traitement dans l'emploi**
(Publication du guide Défenseur des droits 2017)
- **La loi relative à l'orientation et
à la réussite des étudiants (8 Mars 2018)
et procédure nationale de préinscription PARCOURSUP**
- **Communiqué de Presse HANDICAP**

ENQUÊTE NATIONALE CONDITIONS DE VIE DES ÉTUDIANT-E-S 2016

LA SANTÉ DES ÉTUDIANTS

septembre 2017



OBSERVATOIRE NATIONAL
DE LA VIE ÉTUDIANTE

L'ENQUÊTE CONDITIONS DE VIE DES ÉTUDIANT-E-S 2016

CETTE FICHE PRÉSENTE DES DONNÉES RELATIVES À LA SANTÉ DES ÉTUDIANTS. CES DONNÉES SONT ISSUES DE L'ENQUÊTE NATIONALE CONDITIONS DE VIE DES ÉTUDIANTS (CDV) RÉALISÉE ENTRE LE 14 MARS ET LE 23 MAI 2016 PAR L'OBSERVATOIRE NATIONAL DE LA VIE ÉTUDIANTE (OVE).

Réalisée à un rythme triennal depuis sa création en 1994, l'enquête CdV a pour ambition de recueillir et d'analyser des informations pertinentes sur les conditions de vie des étudiants sous ses différents aspects. Pour ce faire, l'OVE sollicite les étudiants, en les invitant à répondre à un questionnaire (en ligne depuis 2010). Afin de garantir la validité scientifique des résultats, cette enquête est **réalisée auprès d'un échantillon aléatoirement sélectionné au sein de la population étudiante en France.**

Pour cette 8^e enquête, plus de 220 000 étudiants ont été invités à répondre au questionnaire de l'OVE. Avec **une participation de près de 60 700 étudiants**, l'enquête CdV 2016 enregistre un taux de réponse brut de 25,6 %. Les résultats présentés ici correspondent à l'exploitation des 46 340 questionnaires qui, sur l'ensemble de ces réponses, ont été entièrement remplis par les étudiants en cours d'études au moment de l'enquête.

En vue de constituer un outil solide de connaissance de la vie étudiante, l'enquête CdV tient compte à la fois des problématiques constantes depuis sa première édition et des évolutions sociétales. C'est pourquoi le questionnaire 2016 articule questions pérennes et questions nouvelles, notamment avec **l'introduction de questions sur les origines migratoires des étudiants et sur l'utilisation des outils numériques (MOOC)**. En outre, son lien étroit avec EUROSTUDENT VI, administré simultanément dans plus de 28 pays européens, lui permet de saisir les spécificités des conditions de vie des étudiants en France.

LE CHAMP DE L'ENQUÊTE

ÉTABLISSEMENTS ENQUÊTÉS AU PRINTEMPS 2016	EFFECTIFS ÉTUDIANTS (année de référence 2015-2016)
Universités et Grands établissements	1 649 328
> dont étudiants en licence, master et doctorat	
> dont étudiants en ESPE* et en Institut universitaire de technologie (IUT)	
> hors élèves ingénieurs universitaires	
Sections de techniciens supérieurs (STS)	146 961
> secteur public, ministère de l'éducation nationale, France métropolitaine	
Classes préparatoires aux grandes écoles (CPGE)	68 009
> secteur public, ministère de l'éducation nationale, France métropolitaine	
Écoles d'ingénieurs	134 523
> cycles ingénieurs universitaires et non universitaires	
Écoles de management (commerce, gestion, vente)	123 027
> groupe I et II (reconnus par l'État)	
Écoles de la culture (écoles d'art et écoles d'architecture - données 2014-2015)	32 544
> ministère de la culture et de la communication	
TOTAL ÉTABLISSEMENTS ENQUÊTÉS	2 154 392
ÉTABLISSEMENTS NON ENQUÊTÉS	EFFECTIFS ÉTUDIANTS
Instituts de formation en soins infirmiers (données 2014-2015)	87 892
Autres sections de techniciens supérieurs (secteur privé et autre secteur public)	109 105
Autres classes préparatoires aux grandes écoles (secteur privé et autre secteur public)	17 929
Écoles de management du groupe III (non reconnues par l'État)	11 302
Autres (écoles juridiques, autres artistiques, paramédicales, etc)	170 480
TOTAL ÉTABLISSEMENTS NON ENQUÊTÉS	396 708
TOTAL	2 551 100

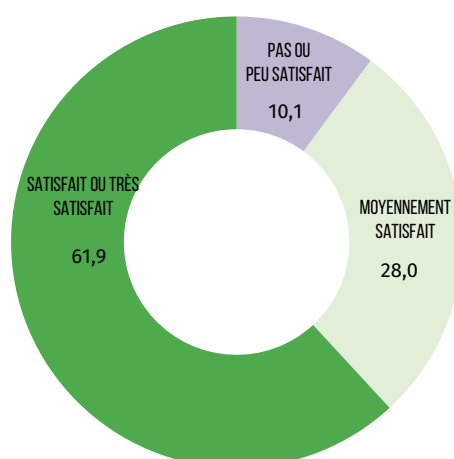
Sources : ministère de l'Éducation nationale, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche, ministère de la Culture et de la Communication, ministère des Affaires sociales et de la Santé

*Écoles supérieures du professorat et de l'éducation.

Les étudiants interrogés dans le cadre de l'enquête CdV 2016 représentent les 2 154 392 étudiants inscrits dans les « établissements enquêtés au printemps 2016 », soit 84 % de la population étudiante en France. Pour garantir une meilleure représentativité des résultats, les données brutes recueillies au cours de cette enquête ont été pondérées en référence aux données d'inscription effective dans les établissements centralisées par les ministères de tutelle.

LA SANTÉ DES ÉTUDIANTS

AUTOÉVALUATION DE L'ÉTAT DE SANTÉ (EN %)

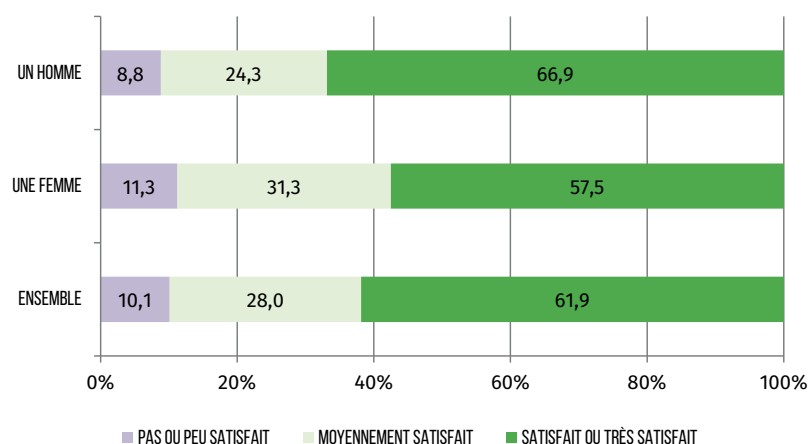


Enquête **Conditions de vie des étudiants 2016** - OVE

Champ : ensemble des répondants (n = 46 340)

Lecture : 61,9 % des étudiants jugent leur état de santé satisfaisant ou très satisfaisant.

AUTOÉVALUATION DE L'ÉTAT DE SANTÉ SELON LE SEXE (EN %)



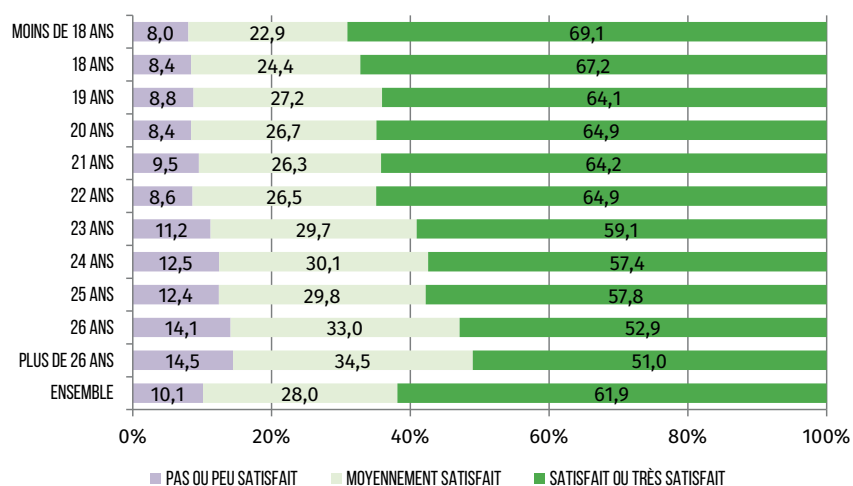
Enquête **Conditions de vie des étudiants 2016** - OVE

Champ : ensemble des répondants (n = 46 340)

Lecture : 57,5 % des étudiantes jugent leur état de santé général satisfaisant ou très satisfaisant.

LA SANTÉ DES ÉTUDIANTS

AUTOÉVALUATION DE L'ÉTAT DE SANTÉ SELON L'ÂGE (EN %)

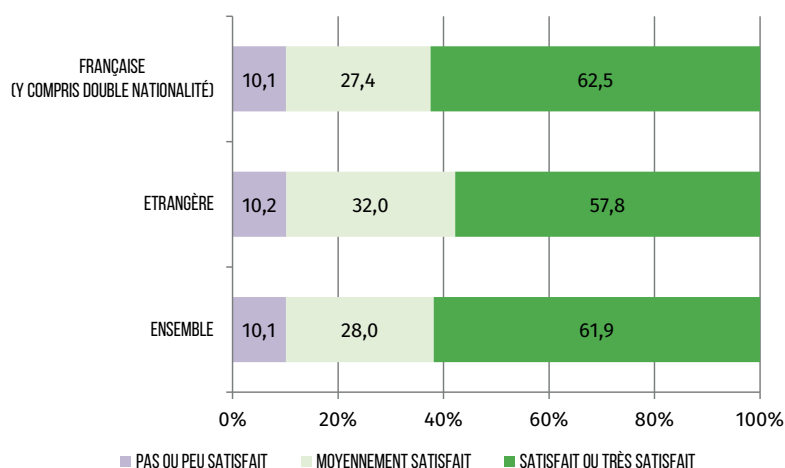


Enquête **Conditions de vie des étudiants 2016** - OVE

Champ : ensemble des répondants (n = 46 340)

Lecture : 69,1 % des étudiants de moins de 18 ans jugent leur état de santé général satisfaisant ou très satisfaisant.

AUTOÉVALUATION DE L'ÉTAT DE SANTÉ SELON LA NATIONALITÉ (EN %)



Enquête **Conditions de vie des étudiants 2016** - OVE

Champ : ensemble des répondants (n = 46 340)

Lecture : 62,5 % des étudiants de nationalité française jugent leur état de santé général satisfaisant ou très satisfaisant.



Guide

— Décembre 2017 —

Emploi des personnes en situation de handicap et aménagement raisonnable

**L'obligation d'aménagement raisonnable
comme garantie de l'égalité de traitement
dans l'emploi**

Face au droit, nous sommes tous égaux

Défenseurdesdroits

— RÉPUBLIQUE FRANÇAISE —



Procédure nationale de préinscription Parcoursup

Accompagnement des candidats en situation de handicap ou présentant un trouble de santé invalidant

NOR : ESRS1808313J
instruction n° 2018-046 du 28-3-2018
MESRI DGESIP A / MEN DGESCO A

Texte adressé aux rectrices et recteurs d'académie

L'article L. 123-4-1 du Code de l'éducation dispose que « *les établissements d'enseignement supérieur inscrivent les étudiants handicapés ou présentant un trouble de santé invalidant, dans le cadre des dispositions réglementant leur accès au même titre que les autres étudiants, et assurent leur formation en mettant en œuvre les aménagements nécessaires à leur situation dans l'organisation, le déroulement et l'accompagnement de leurs études* ».

Dans cet esprit, la procédure Parcoursup, mise en œuvre en application de la loi du 8 mars 2018 relative à l'orientation et à la réussite des étudiants, vise à permettre à tous les candidats de formuler des vœux de poursuite d'études dans l'enseignement supérieur. Les élèves en situation de handicap ou présentant un trouble de santé invalidant doivent y trouver toute leur place et, à ce titre, pouvoir bénéficier dans l'ensemble des académies de dispositifs d'accompagnement personnalisés permettant de prendre en compte leur situation particulière.

I. Un accompagnement aux démarches dans toutes les académies pour faciliter l'accès à l'enseignement supérieur

La procédure Parcoursup doit être l'occasion de mettre en place de nouveaux services ou d'adapter les dispositifs existants, sur l'ensemble du territoire, de manière à ce que chacun des candidats en situation de handicap ou présentant un trouble de santé invalidant puisse disposer d'un accompagnement personnalisé pour sa poursuite d'études dans l'enseignement supérieur. L'objectif est de favoriser pour ces élèves comme pour les autres la construction, tout au long de l'année de terminale, d'un projet de poursuite d'études ambitieux et de favoriser la continuité de leurs parcours.

D'ores et déjà, dans le cadre des renseignements qu'ils apportent en amont de la confirmation de leurs vœux, les élèves peuvent jusqu'au 31 mars signaler, notamment dans la rubrique « Éléments liés à ma scolarité » de leur dossier, leur situation particulière. Cette rubrique d'expression libre pour les lycéens peut permettre à l'établissement d'enseignement supérieur d'en tenir compte dans le cadre de la mise en place d'un dispositif d'accompagnement pédagogique ou d'un parcours de formation personnalisé. Les éléments renseignés dans ces rubriques sur Parcoursup seront portés à la connaissance des seules personnes autorisées de l'établissement qui propose la formation demandée.

Afin d'accompagner les candidats et leurs familles dans leurs démarches et de faciliter la construction de leurs projets d'accès à l'enseignement supérieur, vous mettrez en place dès maintenant dans votre académie une équipe d'accompagnement dédiée et pluridisciplinaire dont la mission sera :

- d'assurer, tout au long de l'année de terminale, une information générale sur les modalités particulières d'accueil et d'accompagnement dans l'enseignement supérieur, les contacts des personnes dédiées au sein des établissements et sur les aménagements, adaptations et accompagnements qui peuvent être proposés. Le site ministériel <http://www.handi-u.fr/> et les ressources de l'espace www.onisep.fr/handicap pourront utilement être promus ;
- de connaître, grâce à des relais locaux, et en particulier à l'appui des chefs d'établissement et des équipes pédagogiques, médicales, des infirmiers-ières ainsi que des personnels d'orientation, les situations individuelles des élèves scolarisés en terminale et les adaptations pédagogiques dont ils bénéficient dans le cadre de leur projet personnalisé de scolarisation (PPS) afin de les accompagner pour la formulation de leur projet ;
- d'informer les familles de ces lycéens des modalités prévues pour justifier de la situation particulière de leurs enfants auprès du médecin conseiller technique du recteur en vue de solliciter la commission académique d'accès à l'enseignement supérieur et prétendre à une inscription dans un établissement déterminé au titre du IX de l'article L. 612-3 du Code de l'éducation ;

- d'apporter aux familles de ces élèves tout conseil utile pendant la procédure Parcoursup, notamment quant au respect des échéances, de suivre les situations individuelles et d'agir si besoin, avec leur accord, auprès des établissements dispensant les formations souhaitées afin de permettre une prise en compte favorable de leurs demandes.

Tout au long de la démarche, le lien avec la famille et, le cas échéant, l'équipe médico-sociale qui accompagne l'élève est primordial. L'équipe académique devra donc pouvoir être aisément identifiée auprès des établissements d'origine comme des établissements d'accueil ainsi que des partenaires associatifs qui conseillent les parents d'élèves. Une page dédiée sur le site public de l'académie pourra en signaler l'existence, les missions et les modalités de saisine.

Vous assurerez également une information large sur l'organisation mise en place auprès des responsables d'établissement dispensant des formations du 1er cycle de l'enseignement supérieur et vous vous assurerez de la promotion des dispositifs innovants d'accompagnement des jeunes et de prévention des discriminations dans l'accès à l'enseignement supérieur.

II. Mise en œuvre du droit au réexamen de la situation prévue par la loi du 8 mars 2018

La loi du 8 mars 2018 susmentionnée (IX de l'article L. 612-3 du Code de l'éducation) a prévu un droit, au bénéfice notamment des candidats en situation de handicap ou présentant un trouble de santé invalidant, de solliciter le recteur de leur académie pour demander, eu égard à des circonstances exceptionnelles tenant à sa situation, un réexamen de leur dossier si l'affectation qu'ils ont reçue après le 22 mai 2018 n'est pas compatible avec leur situation ou leurs besoins particuliers, ou s'ils n'ont reçu aucune proposition d'admission. La loi permet ainsi d'obtenir sur justification, par décision du recteur, une affectation dans un établissement et une formation adaptés à leurs besoins.

Pour l'exercice effectif de ce droit, la procédure d'examen de ces situations en commission académique d'accès à l'enseignement supérieur sera organisée au travers d'un décret dont l'élaboration est en cours de concertation avec les associations représentatives des personnes en situation de handicap, dans le cadre du conseil national consultatif des personnes handicapées, et les associations étudiantes représentatives.

Des instructions ultérieures vous seront adressées mais vous veillerez dès à présent à ce que la commission académique d'accès à l'enseignement supérieur que vous mettrez en place puisse disposer de l'expertise d'un membre de l'équipe pluridisciplinaire dédiée que vous aurez constituée.

Répondre aux enjeux de l'accès à l'enseignement supérieur pour les jeunes en situation de handicap ou présentant un trouble de santé invalidant constitue pour nos ministères un objectif prioritaire, car elle est un levier tant pour l'insertion sociale de ces jeunes que pour la réalisation concrète de l'égalité des chances. Un suivi national des conditions de mise en œuvre de la présente instruction sera donc organisé.

Nous savons pouvoir compter sur votre mobilisation pour que chaque élève concerné, ainsi que sa famille, puisse bénéficier dans les meilleures conditions des avancées permises par la loi du 8 mars 2018.

Fait le 28 mars 2018

La ministre de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et de l'Innovation,
Frédérique Vidal

Le ministre de l'Éducation nationale,
Jean-Michel Blanquer

ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR ET RECHERCHE

Retrouvez les textes réglementaires du Bulletin officiel de l'enseignement supérieur et de la recherche sur :
www.enseignementsup-recherche.gouv.fr/bo



COMMUNIQUÉ DE PRESSE

Jean-Michel BLANQUER
*ministre de l'Éducation
nationale*

Frédérique VIDAL,
*ministre de l'Enseignement
supérieur, de la Recherche et de
l'Innovation*

Sophie CLUZEL,
*Secrétaire d'État
auprès du Premier
ministre, chargée
des Personnes
handicapées*

Paris, le 30 mars 2018

Parcoursup : un accompagnement personnalisé vers l'enseignement supérieur pour chaque élève en situation de handicap

Dans la continuité des échanges menés avec les associations représentant les personnes en situation de handicap, notamment dans le cadre du Conseil national consultatif des personnes handicapées (CNCPH), Sophie Cluzel, secrétaire d'État auprès du Premier ministre chargée des Personnes handicapées, Jean-Michel Blanquer, ministre de l'Éducation nationale et Frédérique Vidal, ministre de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et de l'Innovation, ont demandé aux rectrices et recteurs, de généraliser sur l'ensemble du territoire les dispositifs permettant à chacun des candidats en situation de handicap ou présentant un trouble de santé invalidant, de disposer d'un accompagnement personnalisé pour sa poursuite d'études dans l'enseignement supérieur.

Afin d'accompagner les candidats et leurs familles et de faciliter la construction de leurs projets d'accès à l'enseignement supérieur, tout au long de l'année de terminale, des équipes d'accompagnement dédiées et pluridisciplinaires sont mises en place dans les académies pour mettre en œuvre les objectifs suivants : informer les élèves et leurs familles sur les modalités d'accueil et

d'accompagnement dans l'enseignement supérieur ; prendre connaissance de la situation des élèves nécessitant un suivi afin de les accompagner au mieux tout au long de la procédure Parcoursup et le cas échéant, agir avec leur accord, auprès des établissements d'enseignement supérieur afin de permettre une prise en compte favorable de leurs besoins spécifiques.

Un prochain décret, concerté avec les associations au sein du CNCPH déclinera les conditions de mise en œuvre du nouveau droit garanti, par la loi du 8 mars 2018, aux candidats en situation de handicap ou présentant un trouble de santé invalidant, de saisir le recteur de leur académie afin de demander le réexamen de leur situation et d'obtenir une affectation dans une formation adaptée à leurs besoins spécifiques.

Accompagner les jeunes en situation de handicap vers l'enseignement supérieur est une priorité du gouvernement. Cette instruction représente la première étape de la réalisation concrète de cette priorité avant la publication du décret qui viendra compléter la mise en place de ces dispositifs. Elle donnera lieu à un suivi national régulier.

CONTACTS PRESSE

**Ministère de l'Éducation
nationale**

T 01 55 55 30 10

spresse@education.gouv.fr

www.education.gouv.fr/presse

**Ministère de l'Enseignement
supérieur, de la Recherche
et de l'Innovation**

T 01 55 55 99 12 / 01 55 55 81

49 presse-

mesri@recherche.gouv.fr

[www.enseignementsup-
recherche.gouv.fr](http://www.enseignementsup-recherche.gouv.fr)

43 personnes ont contribué à cette feuille de route :
coordonnée par le chargé de mission du handicap de l'Université, Olivier Brichet Dit France

- M. ELLERKAMP Président de l'Université d'Avignon
- Mme ARCHEN, Chargée de l'Orientation et de l'Information Université
- M. BOURDAGEAU, DRH Université
- Mme CAILLET-BREGER, chargée de mission au handicap Université 2000 à 2016
- M. CATEL, Référent handicap de la Bibliothèque Universitaire
- M. CHAMBONNET, Directeur du S.T.I.L. Université
- Mme CLERIN, Assistante sociale CROUS Aix Marseille
- M. COLIN, Référent handicap IUT Université
- Mme CORRE, Chargée de mission Handicap – Ministère ESRI – DGESIP
- Mme CREPIAT, Référente handicap UFR ip Sciences et Technologies
- Mme DARGES, Conseillère en Actions Sociales, Chargée de projets, Préfecture de Région PACA, plateforme interministérielle
- Mme DERBAISSE, Chargée d'accueil Relais Handicap Université
- Mme DERNELLE, Médecin à la Médecine Préventive Universitaire
- M. le Directeur et ses collaborateurs Sud Labo Avignon
- Mme DOUGADOS, Directrice de la Maison de la Culture Université
- Mme DUGARET, Chargée de la sensibilisation aux Handicaps à la MDPH 84
- M. EMBLANCH, Doyen de l'UFR ip de Sciences et Technologies Université
- Mme FEDELICH, Infirmière à la Médecine Préventive Universitaire
- M. FRESSOZ, vice-président aux affaires juridiques Université
- Mme GILLES, Référente handicap CERI Université
- Mme MALLURET, Conseillère Technique de Région académique ASH, Rectorat d'Aix-Marseille
- Mme MAQUIN, Psychologue Université
- M. MARCHET, Référent Handicap STAPS Université
- M. MARREL, Doyen de l'UFR ip Droit, Economie et Gestion Université
- M. MERCIER, Responsable régional PACA du FIPHFP
- Mme MICHEL, Direction de la Vie étudiante Université
- Mme NEEL, Référente handicap de la Maison de l'Orientation et de l'Insertion Université
- Mme PIAUMIER, Directrice de la Maison de la communication Université
- M. PEREZ, Psychologue, dans le cadre du volet Bien-être du Projet Ville Campus
- M. PERRIER-CORNET, Responsable des Relations Internationales Université (accueil d'étudiants handicapés dans le cadre d'ERASMUS +)
- M. POLIDORI, Vice-président du CFVU Université
- M. PRISO-ESSAWE, Vice-président à l'Egalité Université
- M. RICHAUD, Directeur de l'UFR ip SHS Université
- M. ROCHER, artiste-conférencier
- Mme ROY, Directrice de l'antenne d'Avignon du CROUS Aix Marseille
- M. SCHMITT, Directeur de l'IUT Université
- M. TERNAUX, Doyen de l'UFR ip ALL Université
- Mme VERMES, Responsable de la Qualité de Vie au Travail Université
- M. Jean-Jacques VILLARET, étudiant élu en conseil central et président de l'Association Handispensable Université
- M. VIRAT, Référent Handicap STIL Université
- Mme la Vice-Présidente Etudiant-Etudiante Université
- M. le Vice-Président Etudiant-Etudiante Université